

PN-ABF-448 *Senegal*
6750248

PN-ABF-442

24

L'ATTITUDE DES HOMMES SENEGALAIS VIS-A-VIS DE
LA PLANIFICATION FAMILIALE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
D'ANALYSE ECONOMIQUE ET SOCIALE
D'ANALYSE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Par:

Dr. Jill K. Posner
Consultante-
l'USAID Dakar

Avec l'assistance de:

M. Fara MBodji
Bureau National de
Recensement

Avril 1987

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
D'ANALYSE ECONOMIQUE ET SOCIALE
D'ANALYSE ECONOMIQUE ET SOCIALE

TABLE DES MATIERES

	PAGE
AVANT PROPOS.....	i
RESUME DU RAPPORT.....	iii
1. INTRODUCTION.....	1
1.1 Objectif de l'étude.....	1
1.2 Dakar: croissance, emploi et éducation.....	3
1.3 Programme / activités de planning familiale.....	5
2. METHODOLOGIE.....	6
2.1 Site de la recherche.....	6
2.2 Préparation de l'enquête.....	6
2.2.1 Questionnaire.....	6
2.2.2 Formation des enquêteurs.....	7
2.3 Projet de l'enquête.....	7
2.3.1 Principe de sondage.....	7
2.3.2 Sélection des groupes.....	7
2.3.3 Taille de l'échantillon.....	9
2.3.4 Composition des groupes.....	9
2.4 Taux de refus	12
2.5 Résumé du chapitre.....	12
3. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DE L'ECHANTILLON	13
3.1 Variables démographiques.....	13
3.1.1 Age.....	13
3.1.2 Education.....	15
3.1.3 Origines géographiques et ethniques...	15
3.2 Vie professionnelle.....	19
3.3 Appartenance religieuse.....	22
3.4 Résumé du chapitre.....	25
4. MARIAGE ET FECONDITE.....	26
4.1 Situation matrimoniale.....	26
4.1.1 L'âge au premier mariage.....	28
4.1.2 Types d'unions et divorce.....	29
4.2 La fécondité.....	30
4.2.1 Nombre moyen d'enfants selon l'âge du père.....	31
4.2.2 Enfants nés de mariages monoqames et polygames.....	33
4.2.3 L'effet de l'éducation.....	34
4.2.4 La mortalité infantile.....	37
4.2.5 Unions pré-matrimoniales et extra- matrimoniales.....	39
4.3 Résumé du chapitre.....	43

	PAGE
5. CONNAISSANCE ET PRATIQUE DE LA CONTRACEPTION.....	45
5.1 Connaissance des méthodes contraceptives...	46
5.1.1 Perception du problème	46
5.1.2 Comment obtenir les contraceptifs....	48
5.2 Utilisation des contraceptifs.....	48
5.2.1 Pratique passée de la contraception..	50
5.2.2 Pratique actuelle.....	50
5.3 Attitudes incitant à l'utilisation des contraceptifs	53
5.3.1 Raisons-non recours aux contraceptifs.	54
5.3.2 Situations dans lesquelles l'utilisa- tion serait acceptée.....	57
5.4 Résumé du chapitre.....	59
6. LA TAILLE IDEALE DE LA FAMILLE ET LES ATTITUDES FACE AU CONTROLE DE LA FECONDITE.....	62
6.1 Variations de la taille idéale de la famille	63
6.1.1 Répartition par sexe.....	66
6.1.2 Taille de la famille désirée en fonction de l'âge et mariage.....	66
6.1.3 Taille de la famille désirée selon le niveau d'instruction.....	69
6.1.4 Contraintes économiques influant sur la taille idéale de la famille.....	71
6.1.5 Effets de l'appartenance religieuse...	73
6.2 Attitudes face à la famille et aux décisions de contrôle de la fécondité.....	75
6.2.1 Relations économiques et personnelles au sein de la famille.....	77
6.2.2 Pourquoi maîtriser la fécondité? Le rôle des gouvernements.....	81
6.3 Résumé du chapitre.....	83
7. IMPLICATIONS ET RECOMMANDATIONS DES RESULTATS.....	85
7.1 Les connaissances, l'intérêt et la participation des hommes.....	86
7.1.1 Utilisation des contraceptifs chez les hommes: le cas des condoms.....	87
7.2 Soutiens et obstacles d'ordre culturel et religieux.....	89
7.3 Recommandations pour les programmes d'IEC...	92
APPENDICES	
A. Echantillonnage et collecte des données.....	95
B. Raisons avancées pour les opinions	101-105

LISTE DES TABLEAUX

	PAGE
1.1 STATISTIQUES DE L'EMPLOI SELON DEUX SOURCES.....	4
2.1 QUOTAS D'ECHANTILLONAGE: REPARTITION PAR AGE.....	11
2.2 NOMBRE DE REFUS PAR PROFESSION.....	12
3.1 STATISTIQUES DESCRIPTIVES CALCULEES SUR L'AGE	14
3.2 NIVEAU D'EDUCATION.....	16
3.3 ORIGINE GEOGRAPHIQUE ET DUREE DE RESIDENCE A DAKAR.	17
3.4 APPARTENANCE ETHNIQUE.....	18
3.5 NOMBRE D'ANNEES PASSEES DANS LA PROFESSION.....	20
3.6 AGE MOYEN DES HOMMES A DIFFERENTS NIVEAUX DE SALAIRE ET NOMBRE MOYEN DE DEPENDANTS.....	21
3.7 AFFILIATION ET PRATIQUE RELIGIEUSE.....	24
4.1 STRUCTURE DE MARIAGE.....	27
4.2 DIFFERENCES SIGNIFICATIVES ENTRE AGES AU PREMIER MARIAGE.....	28
4.3 NOMBRE MOYEN D'ENFANTS SELON L'AGE, LE NOMBRE DE FEMMES ET LE NIVEAU D'INSTRUCTION DU PERE.....	32
4.4 NOMBRE MOYEN D'ENFANTS SELON L'EDUCATION DE LA PREMIERE FEMME.....	36
4.5 MORTALITE INFANTILE.....	38
4.6 CELIBATAIRES ENTREtenant DES RAPPORTS SEXUELS.....	40
4.7 PROPORTION DES HOMMES AYANT UN ENFANT ILLEGITIME...	42
5.1 CONNAISSANCE DES METHODES CONTRACEPTIVES.....	47
5.2 POINTS D'APPROVISIONNEMENT DES CONTRACEPTIFS.....	49
5.3 PRATIQUE DE LA CONTRACEPTION.....	51
5.4 PERCEPTION DES HOMMES QUANT A L'OPINION DE LEURS EPOUSES SUR LA CONTRACEPTION.....	55
5.5 DISCUSSIONS ENTRE EPOUX SUR LA CONTRACEPTION.....	56

	PAGE
5.6 SITUATIONS DANS LESQUELLES LES HOMMES UTILISERAIENT LES CONTRACEPTIFS.....	58
5.7 UTILISATION DE CONTRACEPTIFS EN CAS DE 'NEF'.....	60
6.1 TAILLE DE LA FAMILLE IDEALE: PROPORTION DESIRANT 4 ENFANTS OU MOINS DANS LES ENQUETES CAF-AFRIQUE...	63
6.2 TAILLE IDEALE DE LA FAMILLE ET REPARTITION PAR SEXE	64
6.3 NOMBRE MOYEN IDEAL D'ENFANTS SELON L'AGE.....	67
6.4 NOMBRE MOYEN IDEAL D'ENFANTS SELON LA SITUATION MATRIMONIALE ACTUELLE.....	68
6.5 NOMBRE MOYEN IDEAL D'ENFANTS SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION.....	70
6.6 CONTRAINTES ECONOMIQUES INFLUANT SUR LE NOMBRE D'ENFANTS DESIRE.....	71
6.7 TAILLE DESIREE DE LA FAMILLE CHEZ LES HOMMES DES CATEGORIES DE REVENUS LES PLUS BAS.....	72
6.8 TAILLE MOYENNE IDEALE DE LA FAMILLE SELON L'AFFILIATION ET LA PRATIQUE RELIGIEUSE.....	74
6.9 OPINIONS RELATIVES A LA POSITION DE L'ISLAM SUR L'UTILISATION DES CONTRACEPTIFS POUR ESPACER.....	76
6.10 OPINIONS SUR LES RESPONSABILITES DE LA FAMILLE ET SUR LE CONTROLE DE LA FECONDITE.....	78

AVANT - PROPOS

Ce rapport concerne une enquête sur l'attitude des hommes sénégalais vis-à-vis de la planification familiale. Cette enquête a été entreprise à Dakar au début de l'année 1986. Le bureau de la Population pour la région du Sahel de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement Internationale (l'USAID) a pris en charge l'ensemble du financement de la recherche. L'objectif principal de la recherche est de soutenir le projet de Santé Familiale et Population par une intégration plus importante des hommes dans les programmes de planification familiale.

L'étude était conçue et dirigée par Jill K. Posner, PhD en psychologie, avec l'assistance de M. Fara MBodji, demographe du Bureau National de Recensement, qui a travaillé comme consultant pour le projet.

Le texte a été soumis à plusieurs lecteurs et révisés compte-tenu de leurs commentaires. Que soient ici remerciés:

Dr. Fatou Sow, sociologue à L'IFAN--L'Université de Dakar

Dr. Stan Bernstein, statisticien à l'Université de Michigan

M. Abd-El-Kader Faye, Directeur de la CONAPOF (Commission Nationale de la Population)

M. M.E. Bachir BenGeloune, Chercheur de la CONAPOF

Il va sans dire que la pleine responsabilité du texte est assumée par les auteurs.

Enfin, les auteurs souhaitent remercier d'autres personnes qui ont contribué à la réussite du projet, particulièrement:

Mme Mariam Dem Kane, le superviseur des enquêteurs

Drs Sara Seims et Mary Ann Micka, Bureau de Santé et Population
L'USAID-Dakar

Mme Monique Le Lardic, pour la révision et correction du rapport
en français

ENQUETE SUR L'ATTITUDE DES HOMMES
VIS-A-VIS DE LA PLANIFICATION FAMILIALE

RESUME DU RAPPORT

A - OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

1- La présente enquête a été réalisée en 1986 à Dakar dans le but d'apprécier la perception qu'ont les hommes Sénégalais de la planification familiale. Elle vise également à mesurer le degré de connaissance et de pratique de la contraception. Comme dans la plupart des pays africains, les hommes ont effectivement été exclus de presque toutes les décisions et activités en la matière. En effet, les hommes ont de tout temps été considérés comme opposés à la planification familiale. Dans les pays fortement islamisés, l'homme détient généralement un rôle prépondérant dans les décisions prises au sein de la famille. En conséquence son appui pour l'utilisation des contraceptifs s'avère important. C'est l'un des objectifs visés par le Projet de Santé Familiale et de Population qui se propose d'impliquer les hommes dans les programmes de planification familiale. A ce titre, l'intérêt de l'enquête réside dans le fait qu'elle permettra de faire ressortir non seulement les appuis mais les obstacles d'ordre social, culturel et religieux à une plus grande participation des hommes à la planification familiale.

2 - La méthode de sondage par choix raisonné a été employée pour déterminer l'échantillon à enquêter. Compte tenu du domaine de l'étude, la catégorie socio-professionnelle a été le principal critère de sélection des 8 groupes sur les 9 que compte l'échantillon. Le groupe qui fait exception est constitué des saisonniers et migrants récents.

Les groupes retenus sont les suivants :

- Cadres administratifs (Administrateurs)
- Enseignants
- Etudiants
- Militaires
- Ouvriers
- Tailleurs
- Chauffeurs du privé
- Commerçants
- Saisonniers et migrants récents

A l'intérieur de chaque groupe, les quotas par âge ont été déterminés sur la base des données du Recensement de la Population de 1976 qui donne la structure par âge pour chaque catégorie socio-professionnelle. L'intervalle d'âges 18-54 ans constitue la classe éligible de l'enquête.

3- La taille de l'échantillon a été fixée à 1000 personnes, soit 100 par groupe, exception faite du dernier qui en compte le double afin d'obtenir des sous-groupes ethniques (Wolof, Peul,

Sérères, Diola) de tailles égales et significatives. Bien que l'échantillon ne soit pas représentatif pour l'ensemble de la ville, la représentativité est assurée à l'intérieur de chaque groupe.

4- La collecte a duré deux mois et demi et a été effectuée par 6 enquêteurs à la tête desquels était placé un superviseur. Le choix des personnes à enquêter a été voulu aussi aléatoire que possible. Il a été réalisé soit directement sur le terrain soit à partir de listes nominatives.

B- CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DE L'ECHANTILLON

1- On a observé une grande homogénéité à l'intérieur des groupes par rapport au degré d'instruction et au niveau des salaires. Comme on pouvait s'y attendre, les deux variables sont fortement en corrélation avec l'activité professionnelle. Cependant, le niveau d'instruction varie de beaucoup d'un groupe à l'autre. Parmi les cadres et les enseignants, entre 65 et 80 % ont suivi des études universitaires ou une formation équivalente tandis que les groupes du secteur informel (tailleurs, chauffeurs, commerçants) sont en leur majorité analphabètes.

Les militaires et les ouvriers dont le niveau d'éducation va généralement du primaire (45 %) au secondaire (25 %) peuvent être considérés comme les groupes intermédiaires.

2- D'une manière générale, l'échantillon est principalement constitué de wolofs et comprend essentiellement de résidents de longue durée ayant séjourné près de 10 ans ou plus à Dakar ou dans une ville secondaire.

En dehors des saisonniers, les commerçants constituent le seul groupe qui soit fondamentalement d'origine rurale (72 % des cas) et étant des migrants récents, ces deux groupes présentent également le même comportement, de manière générale, ils sont plus conservateurs que les tailleurs et les chauffeurs qui appartiennent au même groupe des non-scolarisés.

3- Quoique une large majorité des hommes des divers groupes soient des musulmans pratiquants, l'appartenance aux confréries religieuses aux tendances idéologiques diverses, est fonction de la catégorie socio-professionnelle comme on pouvait s'y attendre.

Les mourides qui constituent une confrérie sont majoritaires dans le secteur informel. Leur nombre diminue rapidement au sein des autres groupes lorsque le niveau d'éducation augmente.

Les tidjanes, autre confrérie importante au Sénégal, sont moins représentés mais plus uniformément répartis dans l'ensemble des groupes. Par ailleurs, parmi les groupes instruits, un nombre significatif d'hommes n'est affilié à aucune confrérie.

C - NUPTIALITE ET FECONDITE

1- L'étude a révélé que la polygamie est la variable qui explique le mieux l'importance de la dimension de la famille. Au plan national, l'ESF estimait le taux global de polygamie à 32 % en 1978. Il résulte de la présente étude que le niveau de la polygamie varie selon l'âge et le secteur d'activité. Le ménage-type pour une bonne partie de l'échantillon, à savoir le secteur informel et les ouvriers, comprend au moins deux femmes. Parmi ces groupes, 50 à 75 % des hommes âgés de 40 ans ou plus ont au moins deux épouses.

Le statut socio-économique et l'éducation semblent être des facteurs limitatifs pour la polygamie. Les taux de polygamie à 40 ans passés n'est que de 20 % pour les cadres et les enseignants.

2- La polygamie se révèle être un facteur explicatif de la fécondité. En effet, le nombre d'enfants par homme est fonction du nombre d'épouses. Dans les groupes où le taux de polygamie est élevé, le nombre moyen d'enfants observé chez les hommes les plus âgés de l'échantillon (45-54 ans) double lorsqu'on passe d'un mariage monogamique à un mariage polygamique.

Le fait d'avoir une seconde épouse a pour conséquence d'accroître rapidement le nombre d'enfants de la famille d'autant que les épouses ont tendance à rivaliser pour avoir le plus grand nombre d'enfants. Il semble que les allocations familiales et le niveau d'éducation contribuent également à l'augmentation de la taille de la famille chez les ouvriers du

secteur industriel. Parmi les moins instruits de ce groupe, on constate un taux de polygamie très élevé au delà de 40 ans (75 %) et une taille moyenne de la famille exceptionnellement élevée (10,6 enfants par homme).

3- L'impact de l'éducation sur le nombre moyen d'enfants est important. De manière générale, on observe dans tous les secteurs d'activité qu'une augmentation du niveau d'instruction s'accompagne d'une réduction du nombre d'enfants. Les administrateurs et les enseignants ayant effectué des études universitaires ont trois enfants de moins que les autres. En d'autres termes, le nombre moyen d'enfants est égal à 3 ou 4 dans le premier cas et s'élève à 6 ou 7 dans le second. Pour les militaires et les ouvriers, ceux qui ont le niveau du secondaire ont à l'évidence moins d'enfants que les moins instruits.

L'effet de l'éducation est également perceptible parmi les groupes les plus défavorisés (tailleurs et saisonniers) pour lesquels le nombre moyen d'enfants diminue lorsqu'on passe des analphabètes au groupe ayant le niveau primaire.

Si un haut niveau d'instruction (chez l'homme comme chez la femme) a un impact considérable sur la taille de la famille, il est également vrai que l'éducation de l'homme est plus déterminant parmi les groupes les plus instruits. Cela peut être en partie expliqué par le fait que c'est l'homme qui décide si la famille sera monogamique et nucléaire ou non. Le niveau d'éducation influe largement sur une telle décision qui entraîne presque toujours la diminution de la famille.

D-PRISE DE CONSCIENCE ET UTILISATION DES CONTRACEPTIFS

1- Il ressort de l'enquête que la connaissance des contraceptifs est généralisée au sein de l'échantillon. Dans leur ensemble, les administrateurs et les enseignants ont entendu parler d'au moins une méthode contraceptive. Au sein des groupes les plus proches des traditions donc les plus conservateurs, 60 % environ déclarent avoir entendu parler des condoms et des pilules bien que la plupart ignorent où se les procurer. La connaissance des méthodes dites naturelles (continence périodique, retrait et abstinence) ne sont pas aussi bien connues dans l'échantillon et plus particulièrement parmi ceux du secteur informel.

Si l'abstinence est communément pratiquée après l'accouchement pendant une période relativement courte selon la prescription de l'Islam, elle n'est apparemment pas perçue comme une méthode contraceptive.

2- L'utilisation passée et actuelle des contraceptifs atteint un niveau étonnement élevé dans certains groupes. Parmi ceux qui sont à la fois jeunes et instruits, la proportion d'utilisateurs actuels varie de 25 % chez les militaires à 50 % chez les étudiants et enseignants.

Par ailleurs, parmi les non-mariés qui ont des relations sexuelles régulières, l'utilisation des méthodes contraceptives modernes est élevée. Même s'ils n'utilisent pas la contraception, à l'heure actuelle une forte proportion (100 % chez les étudiants) a expérimenté par le passé des méthodes

modernes tels que les condoms. Même dans les groupes moins privilégiés, les jeunes ont commencé à utiliser la contraception même si leur nombre actuel reste encore faible (entre 4 et 8 % des moins de 35 ans). Cependant, parmi ceux qui ont des relations sexuelles pré-nuptiales, le degré d'utilisation est de 20 % environ.

3- Bien que l'utilisation des contraceptifs se développe parmi les groupes non-mariés, elle reste encore très limitée parmi les mariés en dehors des groupes les plus favorisés. Chez les administrateurs et enseignants, le tiers environ des couples utilise des contraceptifs à l'heure actuelle.

Les saisonniers et les chauffeurs non-mariés présentent le même comportement. Il s'agit des groupes les moins informés en matière de contraception mais la motivation constitue également un facteur explicatif du faible taux d'utilisation.

4- Néanmoins s'agissant des conditions dans lesquelles les contraceptifs seraient utilisés, un accueil favorable a été réservé à certaines éventualités, notamment celle où la santé de la mère est menacée ou celle d'un besoin d'espacement des naissances. Dans le premier cas, les hommes sont très favorables, (entre 80 et 100 %). Cela montre que très peu d'hommes rejettent toute utilisation de contraceptifs. Dans le deuxième cas, plus de 90 % des hommes des groupes les plus instruits, 75 à 85 % chez les militaires et les ouvriers, 50 % des tailleurs et chauffeurs et 35 % à 40 % des commerçants et migrants y sont favorables. L'espacement des naissances qui est un concept culturel bien perçu est une préoccupation pour

presque tous les hommes. La moyenne de l'intervalle intergénéral idéal se situe entre 20 et 36 mois à travers les groupes. L'utilisation des contraceptifs en cas de naissances rapprochées (nef en wolof) serait acceptée par la plupart des hommes des 7 groupes sur 9. Ceux qui seraient contre, disent qu'ils s'abstiendraient ou qu'ils se limiteraient aux méthodes traditionnelles. Dans la perspective d'une limitation des naissances, le nombre des utilisateurs reste élevée dans les groupes instruits (plus de 80 %) mais décroît dans l'ordre de 25 à 35 % dans le secteur informel.

E-TAILLE IDEALE DE LA FAMILLE ET AUTRES ATTITUDES AFFECTANT LE CONTROLE DE LA FECONDITE

1- La taille de la famille idéale est généralement élevée chez les hommes non scolarisés (5 à 8 enfants). Cependant, la dimension de la famille diminue de 2 enfants environ dans le secteur informel lorsqu'on atteint le niveau primaire. Chez les universitaires, la tendance est à la famille modérée avec 4 à 5 enfants en moyenne. L'âge constitue également un facteur déterminant. Le nombre d'enfants désiré est significativement moins élevé parmi les jeunes que parmi les plus âgés (35 et plus).

2- L'affiliation religieuse et l'assiduité à la mosquée ont une influence négligeable sur le nombre d'enfants actuels ou désirés. Il apparaît que l'aspiration à une famille nombreuse a une portée culturelle partagée par les hommes quelle que soit l'appartenance religieuse

Un résultat important ayant trait à la religion est que la plupart des hommes ignore que l'Islam est tout à fait neutre en matière de contraception. Cependant, même les hommes instruits qui ont l'intention d'utiliser la contraception estiment que l'Islam est fondamentalement contre le contrôle de la fécondité.

3- A propos de l'attitude des hommes face à certaines questions d'opinions, il semble de façon générale que bon nombre des valeurs culturelles liées à la famille sont en voie de changement. Par exemple l'obligation pour les enfants de venir en aide à leurs parents est remise en question par plus de la moitié des hommes instruits.

Le droit pour la femme de retarder la maternité pour des besoins de formation est fortement accepté par les groupes instruits et par les hommes du secteur informel dans une proportion non négligeable (plus de la moitié). Quant au bonheur du couple sans enfants du fait de la stérilité, les avis sur la question sont partagés. Pour ce qui est de la thèse selon laquelle on ne doit pas avoir plus d'enfants que les moyens ne le permettent, les raisons avancées en faveur de cette idée reflètent davantage la grande valeur accordée aux enfants que ces préoccupations financières (difficultés que cela entraînerait pour leur éducation). Ceux qui s'opposent à cette idée avancent des raisons religieuses.

4- Enfin, la majorité des hommes approuveraient de la part du Gouvernement des actions destinées à l'information du public sur les contraceptifs. Même les éléments les plus conservateurs ne s'opposeraient pas dans leur majorité à ces mesures.

F-IMPLICATIONS ET RECOMMAMDATIIONS

1 - L'implication majeure de cette étude est que l'acceptation par les hommes de la planification familiale est en principe acquise dans les différentes catégories socio-économiques. D'ailleurs, beaucoup de citoyens sont concernés par les questions en matière de population et émettent des avis pertinents sur le sujet. Aussi, l'idée selon laquelle les hommes sont opposés à la planification familiale n'est plus vérifiée et l'idée de promouvoir leur implication dans les décisions s'en trouve facilitée.

2 - Il a été constaté que l'utilisation des contraceptifs dans le cadre de la santé maternelle et infantile est largement acceptée. Par conséquent l'orientation actuelle du Projet de Santé Familiale constitue la voie la plus admise par la plupart des hommes.

3- Dans le contexte urbain, limiter la famille à une taille plus modeste n'est pas aussi inacceptable qu'on le suppose. Ceci est particulièrement vrai chez les hommes ayant un certain niveau d'instruction.

4- Les résultats montrent également que dans certains groupes socio-professionnels, les hommes sont déjà concernés au plus haut point par le contrôle de la fécondité (plus qu'ils ne l'ont peut-être été jusqu'ici). Ce résultat et l'existence d'un niveau élevé d'acceptation élevé des contraceptifs peuvent dissiper les inquiétudes souvent énoncées selon lesquelles des programmes plus hardis rencontreraient des oppositions, du moins en ce qui concerne le milieu urbain.

5- Dans certains groupes, un large consensus semble se dégager sur le fait que le Gouvernement a un droit et même un devoir d'information et de mise à la disposition du public des contraceptifs. Cependant la plupart des hommes ignorent l'existence-même du Projet Santé Familiale et des services qu'il offre.

Aussi est-il nécessaire à l'heure actuelle de mener une campagne d'information assez large sur le Projet et les prestations de service qu'il dispense.

6- Bien que les différentes couches de la société aient dans une proportion relativement élevée pris conscience du phénomène (utilisation des méthodes contraceptives modernes), le niveau de connaissance des contraceptifs est superficiel même parmi les groupes les plus instruits. Il y a un grand intérêt à éduquer les hommes sur la fécondité et son contrôle quels que soient l'âge et l'appartenance socio-économique.

Les efforts pour impliquer et éduquer les femmes ont été essentiellement menés suivant une approche médicale et circonscrite avec succès aux PMI. Les hommes ne peuvent pas être touchés de la même manière. Les différents moyens d'entrée en contact avec les hommes doivent être recherchés.

7- Dans une première étape, l'effort de sensibilisation des hommes mais aussi des femmes sera conduite par les mass-média. Le premier niveau d'intervention devrait porter sur la signification du planning familial, sur son utilité et sur les lieux où les services peuvent être obtenus. Les trois principaux canaux de communication sont la radio, la télévision

et la presse. Les contacts individuels devront être très limités jusqu'au moment où le Programme sera bien opérationnel. Cependant, une fois que la sensibilisation est effective, des programmes n'appartenant pas à la santé mais qui sont organisés sur les lieux de travail et le voisinage devraient être montés en direction des hommes.

B- Dans les campagnes de sensibilisation mettant en oeuvre les média, les divers groupes cibles pourraient être touchés par différents canaux. Les informations données doivent être cohérentes et les messages présentés doivent se compléter.

Par exemple, étant donné que la télévision touche davantage la classe moyenne des villes, les programmes conçus dans ce cadre et pour ce groupe devraient être axés sur ce que l'on sait de leur attitude vis-à-vis de la planification familiale. Selon les ressources disponibles, il faudra créer des brochures correspondants aux niveaux d'instruction différente. De façon générale, les programmes des média, le matériel didactique et les séances de discussion devraient, entre autres, porter sur les attitudes, les opinions et les besoins en information des hommes et des femmes. Trois groupes cibles ont été identifiés:

--Les fonctionnaires

Dans une large mesure, ils n'ont pas besoin d'être sensibilisés à l'intérêt de l'espacement des naissances. D'autre part, ils ont des opinions déjà établies sur la famille réduite. Ils chercheront probablement à obtenir une description détaillée des méthodes et des renseignements sur les risques

afin d'opérer un choix judicieux. Les questions sur l'impact de l'accroissement démographique, sur les ressources du pays aussi bien que sur la sécurité matérielle de la famille peuvent être discutées. Un débat télévisé couvrant ces aspects a été récemment tenu sans problème pour ce groupe. Restreindre les objectifs de la Planification Familiale à l'espacement des naissances peut s'avérer une approche relativement prudente pour ce groupe.

--Les groupes de niveau d'instruction inférieur tels que les ouvriers et les militaires ainsi que les policiers et autres fonctionnaires de niveau intermédiaire.

Ils requièrent une information de base sur les voies et moyens permettant d'obtenir des contraceptifs. Ces groupes peuvent être atteints sur leurs lieux de travail au cours de séances de discussions. Pour la plupart, ils ne sont pas opposés à l'utilisation des contraceptifs pour espacer des naissances ou en vue d'avoir des relations sexuelles pré-nuptiales et sont attentifs à l'idée de limiter la famille à une taille plus réduite pour des raisons économiques. Par ailleurs, l'existence d'une corrélation étroite entre polygamie et famille nombreuse est une caractéristique de ces groupes.

--Le secteur informel: groupe qui reflète le plus nettement les mentalités rurales.

Motiver ce secteur constitue la première préoccupation. Le besoin d'espacer les naissances par des méthodes efficaces doit en premier lieu être suscité ou renforcé avant d'entreprendre des discussions sur les options. L'importance de l'espacement

adéquat des naissances est en principe accepté par la plupart des hommes mais la question est de savoir si cette motivation est réelle. La radio qui a une large audience auprès de ces couches sociales devra être le moyen le plus efficace pour faire passer le message et pour susciter la motivation. En même temps, ils doivent être informés sur les endroits où eux ou leurs épouses peuvent obtenir de plus amples informations. Comme mentionné plus haut, on doit définir le cadre dans lequel les informations devront être dispensées aux hommes.

9- Les hommes du secteur informel et la plus grande masse des inactifs sont plus difficiles à joindre et sont ceux qui représentent encore la plus grande proportion de la population urbaine et la catégorie sociale qui a le plus besoin d'être informée et d'être convaincue. Les associations des travailleurs (organisations, unions syndicales) et les lieux de regroupements publics qu'on trouve aux abords des marchés et les gares routières seraient des endroits où l'information sur la planification familiale pourrait être donnée aussi bien aux hommes qu'aux femmes. L'information donnée dans les marchés par les personnes du programme d'IEC ou par un personnel auxiliaire formé à cet effet pourrait, dans l'immédiat, avoir une large audience. Ces stratégies pourraient être introduites une fois que le personnel qualifié sera suffisant. Les ONG pourraient initier ce genre de Projets Pilotes.

10- La stratégie qui sera testée dans le secteur privé et qui implique l'implantation de centres de santé dans les plus importantes sociétés para-publiques et usines telle que la

SOTRAC devra être étendue aux militaires et forces de police. Ces programmes devraient être encadrés par du personnel formé afin qu'on soit certain que les hommes eux-mêmes et pas seulement leurs femmes sont impliqués. Le démarrage de la distribution des condoms à des fins de contraception et de lutte contre les MST réussiront probablement dans ces groupes particulièrement parmi les jeunes militaires.

11- La presse pourrait fournir une base publicitaire à la campagne médiatique si elle était préparée à cela. Malheureusement, il existe quelques journalistes qui dénaturent le planning familial en le présentant comme une intervention étrangère et en mettant davantage l'accent sur les effets négatifs de certains contraceptifs féminins. Ceci contribue à développer les rumeurs qui circulent à ce sujet. Des séminaires pourraient être régulièrement organisés à l'intention des représentants de la presse en vue de vulgariser les connaissances scientifiques sur les risques et autres aspects portant sur l'utilisation des contraceptifs.

12- L'Islam constitue une force importante dans toutes les couches de la population urbaine. Ces questions ont été abordées au niveau de tous les groupes socio-économiques. Cependant, les types d'arguments ou d'information fournis diffèreraient nécessairement selon les groupes sociaux.

L'information la plus importante à véhiculer est que l'Islam n'interdit pas la planification familiale. Selon l'Islam, la planification familiale peut être perçue comme un moyen de protéger les droits de l'enfant et de veiller à sa santé physique et à son équilibre moral.

Une brochure résumant les principaux points de vue des participants à la dernière conférence de Dakar sur l'islam et la Planification Familial serait utile aux groupes instruits. Elle pourrait être distribuée à ceux qui viennent s'informer auprès des centres médicaux. Les programmes radiophoniques qui aborderont ces aspects pourraient viser les populations non-scolarisées.

13- Les chefs religieux et les islamologues pourraient être interpellés pour appuyer ces programmes mais cela s'avère être une démarche délicate. Mettre trop l'accent sur les média pourrait amener les chefs religieux les plus orthodoxes à émettre des avis contraires sur la question, ce qui aurait un impact sur les groupes les plus religieux.

14- A l'heure actuelle, les jeunes célibataires sont dans tous les groupes socio-économiques les innovateurs principaux en matière de contraception masculine. La responsabilité vis-à vis de la sexualité pré-nuptiale a besoin d'être appuyée et non d'être ignorée ou combattue par le personnel de terrain bien qu'il s'agisse d'une question particulièrement sensible. Le changement des moeurs sexuelles des citadins peut être un facteur non négligeable dans l'accroissement global de la population urbaine. Les éléments les plus jeunes des trois groupes-cibles identifiés peuvent être considérés comme les sous-groupes pour lesquels des programmes spécifiques devront être développés.

15- Obtenir un soutien actif de la part des hommes mariés sera l'objectif le plus difficile à atteindre dans les actions

formulées à l'intention des hommes. Les messages destinés à ce groupe devraient être la priorité dans un premier temps. Les programmes strictement réservés aux groupes-cibles définis plus haut pourraient être conduits à travers les associations et les organisations diverses des travailleurs une fois que l'impulsion est donnée.

16- L'éducation à la vie familiale dans les établissements d'enseignement moyen du primaire et dans le secondaire est le moyen le plus direct pour toucher les plus jeunes. Cette population est la plus ouverte aux innovations. Les efforts destinés à cette couche de la population fourniront dans le moyen terme un bon résultat. Avant la mise en place d'un tel programme, les parents et les responsables de l'éducation devraient être convaincus de son intérêt. Présenté sous l'angle du développement du bien-être familial en promouvant la responsabilité parentale, un tel thème, s'il est évoqué par les hommes eux-mêmes, augmenterait l'acceptation de cette idée.

17- Le condom constitue la méthode la plus connue et la plus utilisée. Sa disponibilité dans les centres médicaux du secteur privé et dans le commerce mérite d'être augmentée. Sa distribution doit, en outre, être généralisée. Une plus grande participation des hommes à la planification familiale implique nécessairement qu'on se focalise sur les condoms, la seule méthode efficace qui est décidée et contrôlée par les hommes. Dans une société où les hommes détiennent le pouvoir de décision, une méthode contraceptive utilisée par le biais de ceux-ci pourrait avoir un plus grand intérêt qu'on le suppose.

Les opinions qu'ont les hommes et les femmes sur les condoms méritent d'être davantage approfondies en organisant peut-être des discussions en petits groupes sur ce thème. Tout dénigrement en rapport avec l'utilisation des condoms devrait être combattue.

18- Les pharmacies constituent la première source d'approvisionnement des contraceptifs connue par des hommes. Cela peut se justifier par le fait que les pharmacies sont considérées comme des endroits neutres contrairement aux centres médicaux essentiellement fréquentées par les femmes. La distribution de condoms est limitée dans les centres. Qu'il s'agisse des centres médicaux ou des commerces, la disponibilité des condoms doit être développée.

On devrait entreprendre une formation du personnel employé dans les pharmacies à la présentation la publicité et à la vente des condoms et autres contraceptifs. On devrait également amener les pharmaciens à assister les acheteurs dans le choix des contraceptifs vendus sans ordonnance et les encourager à distribuer les brochures disponibles sur leur utilisation.

19- La "commercialisation sociale" des condoms présente une autre possibilité intéressante. Contrairement au système mis en place, la vente des condoms devrait intéresser non seulement les pharmacies mais également les centres commerciaux et les supermarchés.

20- Dans tous les groupes sauf les plus éduqués, il est rare que l'utilisation des contraceptifs et la taille de la famille désirée soient abordés au sein du couple. Concernant

ces questions, de profondes mésententes doivent exister entre époux. Quoiqu'une intervention à ce niveau soit difficile, le personnel du planning familial doit insister sur l'importance de la communication entre époux. Ceci pourrait se faire au cours des consultations et à travers les séances d'éducation maternelle ainsi que dans tout programme scolaire qu'on aura à développer.

CHAPITRE 1

INTRODUCTION

1.1 Objectif de l'étude

Partout dans le monde, l'orientation des activités de planification familiale a été presque exclusivement centrée sur la femme pour des raisons aussi diverses que complexes. Le Sénégal, où l'infrastructure des services de planification familiale est fort récente, ne constitue pas une exception. Cependant, la nécessité de faire d'avantage participer les hommes aux actions de planification de la fécondité et de la contraception a été reconnue et constitue un des objectifs de l'actuel projet Santé Familiale et Population. La présente recherche a été menée dans le but d'attirer l'attention sur la problématique de la participation masculine. L'étude a été conçue pour fournir des informations sur les questions suivantes:

- Le taux d'utilisation contraceptive de l'homme au Sénégal à l'heure actuelle et la manière dont cette prévalence est influencée par les variables socio-économiques;
- Le niveau de connaissance des hommes sur la reproduction humaine et les méthodes contraceptives de même que les circonstances particulières pour lesquelles ils expriment un besoin de contraceptifs;
- Les barrières religieuses, sociales et culturelles qui affectent l'adhésion ou la participation active de l'homme au contrôle de la fécondité;
- L'opinion des hommes sur le rôle que doivent jouer les individus ou le gouvernement pour le contrôle de la fécondité.

Une question simple mais importante, à laquelle on doit réfléchir dès le début, concerne la raison pour laquelle l'implication de l'homme est cruciale. Tout d'abord, traditionnellement l'opinion des hommes est prépondérante dans toutes les questions de fécondité, de façon explicite ou non. Ensuite, leur appui ou opposition à la planification de la famille a un effet prouvé sur la pratique contraceptive (IPFF, 1986). Au Ghana, on a lancé en 1980 un programme-pilote dont l'objectif était de s'assurer le concours des hommes; non seulement ces derniers se sont révélés être de plus sérieux pratiquants du contrôle des naissances que les femmes mais aussi meilleurs défenseurs de la planification familiale. Une évaluation de la contraception masculine a révélé que la moitié de la réduction de la fécondité en milieu rural leur était due (Lamptey et al., 1978). De toute évidence, la façon dont les hommes se sentent concernés par la planification familiale varie selon et au sein des différentes cultures. Toutefois, plusieurs revues bibliographiques sur la prise de décision en matière de contraceptifs et de contraception dans les couples montrent que la position des hommes aussi bien dans les cultures

occidentales que non occidentales a plus de poids que celle des femmes (Lowenthal, 1984; Rosen et Benson, 1982; Stokes, 1980).

Peu de recherches de ce type ont été menées en Afrique; cependant, des rapports ethnographiques sur la prise de décision au sein de la famille sénégalaise, ainsi que dans plusieurs autres sociétés africaines, indiquent que l'autorité du mari et du père dans la vie conjugale et familiale n'est pas contestable (Diop, 1985; Thiam, 1978).

Cette autorité est réaffirmée par l'Islam qui donne au mari le droit d'opter pour la polygamie et le droit de répudiation. Ainsi, l'Islam établit de façon explicite la supériorité des droits de l'homme sur ceux de la femme. Malgré quelques réaménagements du statut juridique de la femme sénégalaise concernant le divorce (Le Code la Famille paru en 1972), ces normes demeurent d'actualité.

Les décisions importantes concernant les enfants sont également du ressort des hommes. Chez les wolof, le groupe ethnique prédominant au Sénégal, les enfants "appartiennent socialement au père" et en cas de divorce il peut assurer la garde des enfants une fois qu'ils sont suffisamment grands pour survivre sans l'assistance de leur mère. (Diop, 1985). Ordinairement cependant, le père garde les enfants âgés de plus de six ans tandis que la mère s'occupe des filles jusqu'à leur mariage. L'autorité suprême des hommes est exercée virtuellement dans tous les domaines touchant à la vie de la famille, s'ils en manifestent le désir bien que, comme partout ailleurs, la femme dispose d'une influence indirecte appréciable. Il est courant par exemple, qu'un père de famille manifeste l'intention de confier la garde d'un enfant à une personne autre que la mère. Dans la plupart des cas, aussi farouches que puisse être l'opposition de la mère, sa volonté sera respectée. Considérant son rôle prédominant dans la prise des décisions, il serait intéressant de mesurer à quel point l'engagement actif des hommes au Sénégal serait appréciable dans le processus de contrôle de la fécondité.

Toutefois, il se trouve que parmi les agents de planification familiale, l'opinion la plus répandue est que les hommes au Sénégal lui sont de façon générale opposés. Ce point de vue a été repris dans plusieurs autres rapports d'études. Ferry qui a mené une enquête auprès des femmes à Dakar (1976) soutient que "très peu de maris se rendent compte des aspirations de leurs femmes (à la contraception). En effet, pour les hommes, la garantie de la fidélité de leurs femmes est remise en question avec la planification; si les femmes sont protégées contre le risque de conception, elles peuvent être infidèles à tout moment". Nichols et al. (1985) également, sur la base d'un échantillon à Dakar rapportent que les pionnières de la pratique contraceptive considèrent les hommes en partie responsables du peu d'adhésion féminine à la planification familiale. Ainsi, ces résultats fondés sur l'appréciation de

sources secondaires; ont montré le besoin d'une recherche approfondie sur l'attitude et l'intérêt des hommes vis à vis de cette question. L'échantillon a été basé sur la catégorie d'emploi (substitut de la classe socio-économique), dans le but d'étudier les effets de l'éducation et du statut économique sur le comportement et les attitudes. Le rayon de l'étude était restreint à la ville de Dakar et à ses environs parce que la planification familiale est à ce jour un phénomène urbain au Sénégal. La distribution des contraceptifs est actuellement géographiquement limitée à Dakar et cinq autres régions urbaines et semi-urbaines du pays. Les efforts tendant à impliquer les hommes seraient entrepris d'abord dans ces endroits. Nous allons maintenant donner une description brève des possibilités d'emploi et d'éducation à Dakar, suivie d'une discussion sur les activités en matière de planification familiale et de population au Sénégal.

1.2 Dakar: croissance, emploi et éducation

En 1976, à la fin du premier recensement, la population de Dakar était environ de 789.000 habitants, elle a donc triplé au cours des 20 dernières années (ce qui représente un taux de croissance de 6,1% (Colvin, 1981)). En prenant pour hypothèse un taux de croissance similaire (en l'occurrence, 5,6 % entre 1976-89 et 6,9 % entre 1980-85) et en y comprenant toute l'agglomération urbaine entre Dakar et Rufisque, le Plan Directeur de la SONED (1982) estime la population de la région ainsi définie à 1,515,000 habitants en 1985.

La domination économique de Dakar par rapport au reste du pays se manifeste à travers le monopole que la ville exerce sur l'emploi dans le secteur moderne. Elle totalise 87 % de l'emploi dans les secteurs public, para-public et privé du pays. Bien que les statistiques de l'emploi soient dramatiquement dépassées et que l'on attende avec intérêt les résultats du prochain recensement, certaines informations fournies par la Banque Mondiale et une mise à jour effectuée par la SONED en 1980 donnent une idée de l'importance relative des différents secteurs; ceci constitue un apport pertinent à cette étude qui tente de comparer des groupes d'hommes provenant de secteurs d'emploi différents.

TABLEAU 1. STATISTIQUES DE L'EMPLOI SELON DEUX SOURCES

	BANQUE MONDIALE (1976)	SONED (1980)
Population de Dakar	800.000	1.162.000
Population active	233.000	55.000
Emploi:		
Secteur moderne		
Public	23.100 (12 %)	25.700 (15 %)
Para-public	10.500 (6 %)	18.960 (11 %)
Privé	67.300 (36 %)	46.220 (28 %)
Secteur informel	85.200 (46 %)	75.580 (46 %)
Nombre total d'emplois	186.100 (100%)	166.460 (100%)
Nombre de chômeurs	47.000	78.000
Taux de chômage	20 %	34 %

Selon ces deux sources d'estimations, la proportion des emplois dégagés par le secteur informel avoisine 50 % du total. Bien qu'il soit malaisé de se faire une idée du taux de croissance du secteur informel aujourd'hui, on peut affirmer sans crainte que son importance persiste compte tenu de la crise financière actuelle vécue par les pays sahéliers et des suppressions d'emplois que cela entraîne dans le secteur public. Des statistiques pertinentes sur l'éducation à Dakar sont également proposées du fait de la présence dans l'échantillon d'instituteurs et d'étudiants. Dakar est le cœur même des infrastructures éducatives: elle possède l'unique université du pays et 46 % des effectifs de l'enseignement secondaire. Des progrès ont été accomplis tendant à décentraliser l'éducation primaire en faveur du monde rural, de fait seuls 32 % des effectifs de l'élémentaire se trouvent dans la capitale. Des données officielles du Ministère de l'Éducation Nationale publiées en 1985 indiquent que pour l'année scolaire 1984-85 il y avait 185.000 élèves à Dakar, dont 87 % dans l'enseignement public. Le nombre total d'instituteurs du public pendant la période était de 2059 dont 86 % étaient des hommes. Il y a 42 établissements du premier cycle secondaire (CES) et 7 lycées à Dakar, le tout fréquenté par 31.000 élèves. Le nombre d'enseignants de sexe masculin dans ces établissements est de 890. Quelques 21.000 autres élèves fréquentent l'enseignement secondaire privé, toutefois ces établissements ne font pas partie de l'échantillon. D'après les statistiques de 1985-86, le nombre d'étudiants de l'Université de Dakar s'élève à 11.336, parmi lesquels on compte 8.650 Sénégalais - soit 76 % du total - dont 80 % d'étudiants de sexe masculin.

1.3 Programme et activités de planification familiale

Au début de l'année 1983, trois cliniques assuraient les services de planification familiale à Dakar, dont une seule bénéficiait de l'aide du gouvernement. Depuis lors, cinq nouvelles cliniques publiques ont vu le jour sous l'égide du Projet Sénégalais Santé Familiale et Population (PSFF) bénéficiant de l'aide de l'USAID. Le projet actuel d'une durée de sept ans commencé au milieu de l'année 1985 a pour objectif de décentraliser les services dans toutes les régions du pays (on compte actuellement 22 cliniques en fonction) et de mettre un quart des infrastructures à la disposition du monde rural. Le but poursuivi est de toucher 15 % des femmes mariées en âge de procréer, ce qui constituera une contribution faible mais significative à la réduction du taux de croissance de la population (une réduction de 3 à 2,4 % par an). En plus des actions de planification familiale disposant des faveurs du gouvernement, des actions sont prévues en faveur du secteur privé au terme desquelles toute entreprise employant plus de 100 individus offrirait ses services. Des études de faisabilité sur la commercialisation possible des contraceptifs constitue un autre domaine qui est également proposé.

Concernant l'Information, l'Education et la Communication (IEC), des subventions pour la diffusion de matériels (affiches, diapositives et films) sont disponibles. Les responsables des IEC seront aussi impliqués dans la conception d'un programme de santé familiale destiné à l'enseignement secondaire au sein d'une commission constituée de représentants de la religion, de l'éducation et de la santé. Le matériel des IEC seront aussi destinés aux pharmaciens et sages-femmes travaillant dans les cliniques privées. Le Document de Projet stipule que des programmes spéciaux pour les hommes, les adolescents et les responsables locaux seront mis au point. Cependant, alors que les autres efforts sont décrits en détail, les activités touchant les hommes en particulier sont juste effleurées au passage. Il est souhaitable que les éléments d'informations contenues dans ce rapport puissent inciter davantage les spécialistes de la planification familiale au Sénégal à lancer des actions concrètes donnant une place appropriée aux hommes dans le cadre des activités prévues pour les six années à venir.

CHAPITRE 2

METHODOLOGIE

2.1 Site de la recherche

L'échantillon de cette étude a été pris entièrement sur la ville de Dakar. Ce choix s'est fait pour deux raisons. Premièrement comme mentionné ci-dessus, la distribution de contraceptifs au Sénégal a été limitée six centres urbains et périphériques et il n'y a qu' Dakar que les cliniques qui distribuent et assurent la promotion du planning familial existent depuis plus de trois ans (1). Donc une considération de l'emploi des contraceptifs dans les zones autres que les centres urbains serait prématurée actuellement. L'étude sur le Sine Saloum (1983) tout comme l'enquête sénégalaise sur la fécondité (1978) en ont donné la preuve. Ensuite, dans la plupart des pays sous-développés, le groupe le plus important à accepter potentiellement les contraceptifs se trouve habituellement dans les centres urbains. Ainsi, bien que la population urbaine soit encore minoritaire au Sénégal (l'estimation actuelle est peu près 40% de la population) elle est la tranche de la société qui nous est d'un très grand intérêt aujourd'hui aussi bien que dans un futur proche. Si les objectifs fixés pour le Projet de Planning Familial en cours (prévalence, de 15% ou 200.000 femmes mariées en âge de procréer FMAP vers 1992) devaient être atteints, ce serait d'abord grâce aux femmes de Dakar et des centres urbains régionaux.

2.2 Préparations de l'enquête

2.2.1 Questionnaire

Un questionnaire préliminaire qui demandent peu près 30 minutes pour être rempli a été préparé en français (2)

1. Les cliniques n'ont commencé la distribution des contraceptifs qu'après la lois interdisant leur vente ait été abrogée en 1980. Il existait alors, deux cliniques dont une seulement était publique.

2. Sur la recommandation de nombre de chercheurs sénégalais expérimentés, on décida de ne pas traduire le questionnaire en wolof. Les enquêteurs savent rarement comment lire le wolof qui n'est pas normalement une langue écrite et il aurait fallu du temps pour leur enseigner un système orthographique. De plus, pour les questions ouvertes qui demandaient une prise rapide des réponses, il leur était plus facile d'utiliser le français.

et testé auparavant sur 20 personnes. Les résultats ont été analysés et quelques changements portant la fois sur le contenu ont été apportés à première version du questionnaire, tout en essayant de conserver la longueur initiale. Le questionnaire comporte quatre sections:

- 1) Caractéristiques socio-économiques
- 2) Mariage et fécondité
- 3) Connaissance et emploi des contraceptifs
- 4) Opinions sur le planning familial

2.2.2 Formation des enquêteurs.

Six enquêteurs de sexe masculin ont été formés au remplissage du questionnaire. La formation a duré deux semaines et a été organisée par le chercheur principal, le superviseur du terrain et un démographe sénégalais du Bureau National de Recensement. Durant la période de formation, on a donné aux candidats sélectionnés trois jours de cours introductifs dont un panorama de la Reproduction Humaine et des méthodes de Planning Familial. Pendant le reste du temps, l'équipe travaillait sur l'étude d'une traduction précise en Wolof qui devait être culturellement acceptable par les populations. En outre, elle procédait à des interviews en guise d'entraînement devant le groupe et finalement avec un superviseur sur le terrain. Ces interviews "blanches" étaient critiquées par le groupe en guise d'exercices pratiques. Les enquêteurs parlaient couramment le wolof et le français nécessairement et avaient au moins le niveau du secondaire.

2.3 Projet de l'enquête

2.3.1 Principe de sondage

Considérant les objectifs de l'étude et les contraintes imposées par le temps et le budget, un sondage par choix raisonné a été adopté. Suite à cette approche, un échantillon a été déterminé selon une technique de sondage délibérée et sélective sur la base de critères pré-déterminés. La méthode est subjective et pourtant rationnelle; et le résultat bien que n'étant pas un échantillon représentatif de toute une population, est tout de même représentatif des catégories de population ayant un rapport particulier avec les objectifs de la recherche.

2.3.3 Sélection des groupes.

Les principaux critères utilisés pour sélectionner l'échantillon ont été l'activité professionnelle (ou statut) et le niveau d'instruction. La première démarche impliquait l'identification des différentes catégories socio-professionnelles qui pouvaient varier dans leur potentialité à accepter la planification familiale.

Cette potentialité au moins chez les femmes est fréquemment liée au niveau d'instruction. Pour évaluer l'influence de l'éducation sur le comportement vis à vis de la contraception, des professions dans lesquelles une majorité d'homme aurait une éducation secondaire ou plus ont été recherchées. Trois différents groupes ont été identifiés: les administrateurs civils (fonctionnaires du gouvernement aux deux catégories dont le grade est le plus élevés), les enseignants et les étudiants des cycles supérieurs. Chacun de ces groupes comprend un grand nombre d'individus dans la population active urbaine selon le recensement de 1976. Au bout de la chaîne de l'éducation se trouvent les professions qui demandent peu ou pas de formation professionnelle particulière. Les hommes engagés dans ces activités sont en général moins favorables au planning familial, bien qu'une certaine nuance à l'intérieur des groupes soit toujours attendue. Avec le recensement comme base de données, trois des plus grandes professions du secteur informel ont été choisies: petits commerçants, tailleurs et chauffeurs de transport privé (taxis et "cars rapides" qui sont de petits autobus) (1).

Deux des trois groupes restant peuvent être considérés comme intermédiaires en ce qui concerne l'éducation: ceux qui travaillent dans l'armée et les usines. La majorité des hommes exerçant ces professions ont un niveau d'éducation primaire. En dehors de l'importance de ces groupes dans la population active urbaine, il y avait d'autres raisons expliquant pourquoi leurs conduites et attitudes contraceptives ont été considérées comme étant intéressantes à étudier. Dans le premier cas, on pense que beaucoup de soldats Sénégalais utilisent des condoms de manière courante. Dans le second cas on a trouvé que les travailleurs en usine d'autres pays islamiques d'Afrique étaient fortement en faveur du planning familial (Le Soudan Moustapha et Mumford, 1984).

Le dernier groupe sélectionné diffère des autres du fait qu'il ne constitue pas une catégorie professionnelle. Ce groupe de nouveaux arrivants ou migrants saisonniers vers Dakar a été inclus dans l'échantillon dans le but de sonder l'opinion des ruraux sur l'idée de planning familial. Les hommes de ce groupe qui, pour être retenus devaient résider en permanence à Dakar pendant moins de neuf mois sont supposés garder des liens étroits avec les zones rurales. Quelques uns ont quitté leur village depuis peu de temps--sans l'intention d'y retourner durant la saison des cultures. D'autres font du travail saisonnier se déplaçant entre Dakar et leur village chaque année. Alors que la plupart des migrants sont impliqués dans des activités informelles, quelques uns sont actuellement sans

1. Le wolof est la langue véhiculaire à Dakar il est parlé soit comme première soit comme seconde langue par plus de 85% de la population urbaine.

emploi et cherchent du travail. Dans leur ensemble, ils sont analphabètes. Un autre facteur qui a déterminé la composition de ce groupe a été l'identité ethnique. Comme on ne pouvait disposer d'aucune information concernant le taux de migration vers Dakar des groupes ethniques majoritaires (Wolof, Sérère, Toucouleur, Peul et Diola), chacun a été représenté sur une base égale. Puisque les différents groupes ethniques tendent se "spécialiser" dans des activités spécifique du secteur informel urbain, il était possible de les rencontrer sur leur lieu de travail.

Pour récapituler, nous rappelons que les neuf groupes sélectionnés l'ont été en fonction du niveau scolaire et de l'activité en milieu urbain. En voici la liste, une description plus complète suivra:

- administrateurs civils
- enseignants
- étudiants
- militaires
- ouvriers
- tailleurs
- chauffeurs de transport privé
- commerçants
- migrants

2.3.3 Taille de l'échantillon

Un total de 1000 hommes a été interviewé durant l'étude. Huit groupes comprennent 100 hommes chacun tandis que le neuvième groupe, c'est à dire les migrants, en compte 200. Le dernier groupe a été encore divisé en sous-groupe de 50 selon le groupe ethnique.

2.3.4 Composition des groupes

Etant donné les objectifs de l'étude, seuls les hommes âgés de 18 à 54 ans pouvaient être sélectionnés. Pour une représentativité plus juste on a subdivisé les groupes selon les âges et pour simplifier le procédé de sondage, on a défini quatre groupes d'âge (18-24, 25-34, 35-44, 45-54), ce qui privilégiait les hommes jeunes et ceux entre deux âges. Ceci était nécessaire car la répartition par âge varie souvent et de façon marquée d'une profession à une autre. On s'est référé à des données de recensement pour déterminer les quotas, (alors que ces statistiques sont déjà vieilles de 10 ans, elles constituent l'information la plus complète sur l'emploi que l'on puisse se procurer). Pour sept des neuf groupes, les quotas du sondage ont été directement déterminés à partir de la répartition par âge en catégories professionnelles spécifiques proposée par le recensement. On a fait un ajustement sur la

sur la répartition du recensement des tailleurs. L'ajustement a tenu compte de la proportion par âge des indépendants vis à vis des apprentis dans toute la population active de Dakar. Ceci a été fait car au départ il a été décidé de n'inclure les apprentis dans aucune catégorie professionnelle alors que le recensement les y inclue. En effet, l'apprentissage commence très tôt dès l'âge de 12 ans, rendant ainsi la répartition totale d'âge pour les tailleurs inhabituellement jeunes.

Les données sur les militaires n'étant pas été disponibles pour des raisons de défense nationale ainsi, les quotas établis ont été les mêmes que ceux des enseignants. Estimant que tous deux sont des employés moyens du gouvernement.

Concernant les migrants, les données du recensement sur les résidents temporaires (ou passagers) de Dakar (définis comme ceux dont la durée de résidence à Dakar n'excédait pas six mois au moment du recensement) ont été employés pour la détermination des quotas. Il est possible que la catégorie "passagers" déterminés par rapport à six au lieu de neuf mois ait affecté la répartition car durant la collecte, il s'est avéré difficile de trouver les hommes dans les groupes d'âge avancé.

Le tableau 2-1 donne les quotas obtenus sur la base du recensement (et sur la base des ajustements) et de la composition finale de la population pour chaque groupe par âge. Comme on peut le voir, dans tous les groupes sauf deux, il n'y a que des variations mineures (moins de 10%) entre les objectifs visés et les quotas finaux. Parmi les enseignants et les militaires, la répartition finale par âge diffère un peu plus. Dans ces cas, des changements ont été apportés car il s'avérait difficile d'identifier les personnes à sonder dans les groupes d'âge les plus jeunes ou les plus vieux; ainsi des quotas ont été redistribués et les personnes à sonder ont été ajoutés aux groupes d'âge moyen. Concernant les enseignants, la différence vient du fait que nous avons décidé de ne pas inclure les enseignants stagiaires, ceci n'étant pas évidemment le système adopté pour le recensement. Quant aux militaires, il n'y avait en fait pas de base de données pour commencer (elle était alignée sur les enseignants) et notre décision de mettre l'accent sur les hommes de troupe élimina les âges 45-54, puisque la limite d'âge est de 40 ans pour ces derniers. La répartition finale est le résultat d'une sélection au hasard à partir des listes de sondage (là où elles étaient disponibles) ou sur la base d'une stratégie informelle de tirage au sort. Les procédés spécifiques utilisés pour le sondage sont décrits en détail dans l'Appendice A.

TABLEAU 2.1 QUOTAS D'ECHANTILLONAGE: REPARTITION PAR AGE
INITIALE ET FINALE

	18 - 24		25 - 34		35 - 44		45 - 54	
	INITIALE	FINALE	INITIALE	FINALE	INITIALE	FINALE	INITIALE	FINALE
ADMINISTRATEURS	-	-	32	35	39	37	29	28
ENSEIGNANTS	7	3	55	58	27	30	11	9
ETUDIANTS	93	90	7	10	-	-	-	-
MILITAIRES	7	18	55	53	27	29	11	0
OUVRIERS	26	23	44	43	21	21	9	13
TAILLEURS	17	16	33	34	30	30	20	20
CHAUFFEURS	14	14	32	33	34	31	20	22
COMMERCANTS	21	20	36	37	28	26	15	17
MIGRANTS	80	81	64	63	36	36	20	20
TOTAL	265	265	358	366	226	240	121	129

2.4 Taux de Refus

Le tableau 2.2. donne le nombre total de refus de répondre au questionnaire par catégorie professionnelle. Le taux de refus à travers les professions a été de 6,2%, ce qui est moyen pour une enquête de ce genre (Bulmer et Warwick, 1983). Il n'est pas surprenant que la plupart des refus (82%) viennent des professions du secteur informel, en particulier des groupes de commerçants et de migrants. Malheureusement, peu d'informations sur ces hommes sont disponibles, à part les estimations des enquêteurs sur leur âge et les raisons données pour justifier leur refus d'être interrogés. Les hommes disaient souvent qu'ils n'avaient pas le temps quand apparemment ils n'étaient pas occupés. D'autres disaient qu'ils ignoraient tout de tels sujets. L'âge n'a pas été un facteur significatif si les estimations d'âge sont exactes. Il y avait autant de jeunes que de vieux qui ont refusé. En général, les commerçants et les migrants semblent être les groupes les plus conservateurs, ce qui est illustré par leur taux élevé de refus de participer. On doute que le fait de substituer une personne pour une autre ait rendu le groupe tant soit peu moins conservateur mais l'effet est bien sûr inconnu.

Tableau 2.2. NOMBRE DE REFUS PAR PROFESSION

Administrateurs	Enseignants	Etudiants	Militaires	Ouvriers	Tailleurs
8	0	3	0	0	6
	Chauffeurs	Commerçants	Migrants	TOTAL	
	4	12	29	62	

2.5 Résumé du chapitre

Un procédé de sondage par choix raisonné a été adopté plutôt qu'un sondage de probabilité. Les groupes ont été choisis suivant leur occupation et comprennent des professionnels aussi bien que des travailleurs non qualifiés. Les professions sélectionnées étaient à la fois typiques d'un secteur (par exemple, les tailleurs et commerçants) mais présentait aussi un intérêt comme groupe susceptible d'adopter la contraception (Administrateurs, étudiants et militaires). Pour chaque groupe, la méthode de sondage a différé mais dans chaque cas on a tenté de choisir au hasard les personnes à sonder.

CHAPITRE 3

CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DE L'ECHANTILLON

La première partie du questionnaire a recueilli des informations sur des variables socio-économiques et démographiques souvent liées à l'attitude face aux contraceptifs. On a noté l'interdépendance existant entre certaines variables, telles éducation et salaire, qui sont, comme prévu, fortement fonction de la catégorie d'emploi. Un examen des données socio-économique donne une image plus complète de la composition de l'échantillon.

3.1 Variables démographiques

3.1.1 Age

Tandis que la répartition par âge de l'échantillon est déterminée en grande partie par les quotas des quatre groupes d'âge, les statistiques descriptives sur l'âge actuel de l'enquête offrent plus de précision. L'âge est ici analysé en détail dans la mesure où il est un facteur important en relation avec d'autres aspects de l'étude. Le tableau 3.1 donne l'âge moyen, l'âge médian ainsi que les écarts-types pour chaque groupe. On peut observer que les deux caractéristiques de tendance centrale sont très proches dans tous les groupes, ce qui indique un faible degré d'étalement. En outre, l'écart-type montre que quatre des neuf groupes sont repartis à travers les âges 18 à 54 ans alors que trois autres--enseignants, étudiants et militaires--sont plus concentrés autour de la moyenne. Ces groupes sont ceux pour lesquels il a été difficile de trouver des personnes âgées.

Concernant l'âge, les résultats révèlent des différences évidentes entre les groupes. Pour certains, l'âge est en relation directe avec l'occupation, comme dans le cas des étudiants, de loin le groupe le plus jeune avec une moyenne d'âge de 22,6 ans. Les migrants et les militaires sont aussi des groupes jeunes (avec une moyenne de 29,4 et 30,1 ans respectivement) pour lesquels l'occupation détermine la structure d'âge. Les militaires ne recrutent que des hommes jeunes (la limite d'âge supérieure est de 40 ans) alors que la migration urbaine est essentiellement le fait des jeunes. A l'opposé, certaines professions ont des structures par âge moins jeunes. Les administrateurs par exemple passent par plusieurs années d'expérience avant d'atteindre les échelons les plus élevés. Les chauffeurs privés et les tailleurs ont également besoin d'une certaine pratique et peuvent avoir faire face des investissements de départ importants (cours de conduite ou achat d'une machine coudre), ce qui limite la percée des plus jeunes.

TABLEAU 3.1 STATISTIQUES DESCRIPTIVES CALCULEES SUR L'AGE DE L'ENQUETE (1)

	ADMINIS- TRATEURS	ENSEIGNANTS	ETUDIANTS	MILITAIRES	DUVRIERS	TAILLEURS	CHAUFFEURS	COMMERÇANTS	MIGRANTS
MOYENNE	38,6	34,4	22,6	30,1	33,01	34,4	35,6	33,6	29,4
MEDIANE	36	33	23	29	32	34	35	32	27
ECART-TYPE	7,8	6,2	2,7	5,6	9,1	9,9	9,2	9,3	8,9

1) 100 cas dans chaque groupe sauf dans celui des migrants (n=200)

3.1.2 Education

Le tableau 3.2 donne la répartition suivant le niveau d'éducation par activité. Alors on observe un large éventail des niveaux atteints, mais en même temps le degré d'homogénéité à l'intérieur de la plupart des groupes est également frappant. Plus de 80 % des administrateurs civils ont un niveau universitaire ou d'école de formation professionnelle. Le pourcentage d'enseignants ayant eu une formation équivalente au niveau universitaire est de 65%. A l'opposé de ces groupes d'un niveau d'études supérieures, les professions des quatre secteurs informels présentent un très fort pourcentage d'analphabètes (entre 70 et 90 %). Les militaires et les ouvriers peuvent être considérés comme des groupes intermédiaires. La majorité de ces derniers ont fréquenté l'école primaire et un nombre substantiel a été jusqu'au secondaire. Il ne faut pas négliger l'éducation des travailleurs car elle influe sur l'utilisation des contraceptifs.

3.1.3 Origines géographiques et ethniques

Le tableau 3.3 renseigne sur l'origine des groupes et la durée de résidence Dakar. On a demandé aux enquêtés où ils habitaient au cours des 12 premières années de leur existence. Bien qu'on ait codé les différentes régions on a préféré montrer les variations urbain-ruraux. Dans quatre groupes sur neuf, plus de 60% des enquêtés ont grandi en zone urbaine. Ce pourcentage comprend des administrateurs civils, des enseignants, des étudiants et des ouvriers. Environ 50% des militaires et des tailleurs viennent de la ville. Trois groupes sont essentiellement d'origine rurale: les chauffeurs, les commerçants et par définition les migrants. Au total, le tableau indique que les groupes dont le type d'occupation requiert une certaine instruction sont essentiellement d'origine urbaine. Ceux qui sont engagés dans des activités du secteur informel qui ne nécessite aucune éducation particulière sont venus des zones rurales.

La première résidence n'est pas l'unique variable témoignant du caractère urbain de certains groupes. Six groupes sont également composés essentiellement de résidents urbains de longue date qui ont vécu dix ans ou plus à Dakar. Même parmi les étudiants et les commerçants où l'on trouve plus de nouveaux venus (moins de dix ans), il y a une grande prédominance des valeurs urbaines. Plus de la moitié des étudiants ont grandi dans des villes et 73 % des commerçants avaient passé au moins six ans à Dakar au moment de l'enquête. Ainsi, le groupe des migrants mis à part, la majorité des hommes dans tous les groupes peuvent être considérés comme des citoyens.

L'appartenance ethnique des groupes est donnée par le tableau 3.4. Les administrateurs civils, les tailleurs, les chauffeurs et les commerçants sont en majorité wolofs (plus de 60 %), le reste étant constitué par une minorité de peulhs,

TABLEAU 3.2 NIVEAU D'EDUCATION (1)
(Repartition en pourcentage par groupe)

	NON SCOLARISES	NIVEAU PRIMAIRE	NIVEAU SECONDAIRE	NIVEAU UNIVERSIT.	AUTRE FORMATION
ADMINISTRATEURS	0	2	11	82	5
ENSEIGNANTS	0	0	30	65	5
ETUDIANTS	0	0	50	50	0
MILITAIRES	5	46	49	0	0
OUVRIERS	29	40	25	0	6
TAILLEURS	72	27	1	0	0
CHAUFFEURS	83	16	1	0	0
COMMERCANTS	91	8	1	0	0
MIGRANTS	82,5	10,5	6,5	0	,5

(1) 100 cas dans chaque groupe sauf dans celui des migrants (n=200)

TABLEAU 3.3 ORIGINE GEOGRAPHIQUE ET DUREE DE RESIDENCE A DAKAR (1)

(repartition en pourcentage par groupe)

	A. ORIGINE GEOGRAPHIQUE				B. ANNEES PASSEES A DAKAR		
	DAKAR	AUTRES	VILLAGE	AUTRES *	>10	6 - 10	0 - 5
		VILLES	RURAL				
ADMINISTRATEURS	29	42	25	4	76	13	9
ENSEIGNANTS	34	27	33	6	68	18	14
ETUDIANTS	41	18	38	3	43	14	43
MILITAIRES	30	27	41	2	55	25	20
OUVRIERS	48	15	35	2	81	11	8
TRILLEURS	26	20	54	0	73	14	13
CHAUFFEURS	17	15	68	0	69	21	10
COMMERCANTS	10	18	72	0	41	32	27
MIGRANTS	0	2,5	97	0,5	0	0	100

(1) comprend ceux qui quittent les villages pour les villes et ceux qui viennent d'autres pays

* changement de residence

TABLEAU 3.4 APPARTENANCE ETHNIQUE (1)
(Repartition en pourcentage par groupe)

	WOLOF	POULAR	SERER	DIOLA	AUTRE
ADMINISTRATEURS	61	17	10	4	8
ENSEIGNANTS	52	23	17	0	8
ETUDIANTS	40	22	16	8	14
MILITAIRES	25	13	18	26	18
OUVRIERS	47	17	19	10	7
TAILLEURS	67	10	18	1	4
CHAUFFEURS	75	8	14	1	2
COMMERCANTS	81	8	10	0	1
MIGRANTS	25	25	25	25	0

(1) 100 cas dans tous les groupes sauf celui
des migrants (n=200)

toucouleurs et de sérères. On trouve à peu près 50 % de wolofs parmi les enseignants et les ouvriers, 40 % parmi les étudiants. En fait, hormis les migrants dont la composition ethnique était pré-déterminée, seul le groupe des militaires n'est pas dominé par les wolofs. On trouve parmi ces derniers un nombre relativement élevé de diolas (26 %) et de représentants d'autres ethnies du sud du pays (18 %). Toutefois, le manque de statistiques disponibles sur la composition réelle des forces armées ne permet pas de savoir s'il y a une forte proportion de diolas par rapport aux autres groupes ethniques ou bien si, depuis l'agitation politique en Casamance - leur région d'origine - ils sont le plus souvent affectés à Dakar.

De façon générale, la provenance ethnique de l'échantillon est surtout wolof. Même si tel n'était pas le cas, les valeurs culturelles dominantes de l'ethnie wolof marqueraient probablement les membres des autres groupes ethniques ayant vécu à Dakar, et ce, quelle que soit leur durée de résidence. Le signe le plus évident de "l'hégémonie culturelle" wolof est l'usage à titre de communication de la langue wolof à travers Dakar et le reste du pays. En conséquence, les tentatives d'explications culturelles des résultats obtenus se feront en référence aux ethnographies wolofs.

3.2 La vie professionnel

Bien que la mobilité professionnelle soit particulièrement élevée dans le secteur informel du milieu urbain africain, les groupes représentés dans l'échantillon sont relativement stables. L'information disponible sur la période de temps passée à exercer la même occupation apporte quelque lumière sur le sujet (tableau 3.5). Hormis les migrants dont le statut est clairement défini dès le début, aucun des autres groupes ne présente plus de 7 % de travailleurs débutant dans la profession, et ce n'est que chez les commerçants qu'on trouve un nombre substantiel d'individus n'ayant pas exercé plus d'un à cinq ans. Pour tous les autres groupes, 40 % ou plus des hommes ont travaillé dans leurs domaines respectifs pendant au moins une dizaine d'années.

La répartition des salaires par occupation se trouve dans le tableau 3.6. On y montre également l'âge moyen des enquêtés pour chaque catégorie. Comme on pouvait s'y attendre, c'est le groupe des professionnels - administrateurs, enseignants et à un degré moindre, les militaires - qui reçoivent les salaires les plus élevés. La plupart des administrateurs (80 %) gagnent entre 100.000 et 200.000 cfa par mois. Dans une certaine mesure, le salaire varie en fonction de l'instruction reçue puisque les chiffres changent selon les niveaux scolaires atteints; toutefois un autre élément important est l'ancienneté qui, comme le révèle le tableau, croît en fonction de l'âge. Le lien entre le salaire et l'âge est également spécifié pour les activités du secteur informel quand bien même ici l'avancement n'est pas

TABLEAU 3.5 NOMBRE D'ANNEES PASSEES DANS LA PROFESSION (1)
(Repartition en pourcentage par groupe)

	< 1	1-5	6-10	> 10 ANS	AUTRE
ADMINISTRATEURS	2	26	25	47	8
ENSEIGNANTS	1	26	32	41	8
MILITAIRES	3	29	27	41	18
OUVRIERS	7	32	19	42	7
TAILLEURS	1	16	30	53	4
CHAUFFEURS	6	27	28	39	2
COMMERCANTS	5	41	26	28	1
MIGRANTS	35	35	17	13	0

(1) 100 cas dans tous les groupes
sauf celui des migrants (n=200)

systématique comme dans le secteur public; c'est ainsi que le plancher est beaucoup plus bas (dans l'ordre de 75.000 cfa). La plupart des enquêtés du secteur informel gagnent entre 20.000 et 50.000 cfa par mois. Considérant le nombre de personnes que le salaire prend en charge--entre 7 et 9 dépendants (1)--ces sommes sont évidemment insuffisantes. L'information recueillie sur le nombre de dépendants est d'importance car c'est au vu de ces réalités économiques que certains hommes vont reconsidérer leurs opinions sur la taille idéale de la famille.

3.3 Appartenance religieuse

Le problème de l'affiliation religieuse est un sujet de débat politique constant au Sénégal. Toutefois il est généralement admis que 85 % environ des Sénégalais sont musulmans, 5 % chrétiens et 10 % pratiquent des religions traditionnelles. Si la minorité non musulmane ne peut être ignorée, la référence à la pensée et aux traditions islamiques demeure cependant un préalable nécessaire à toute discussion sur la famille au Sénégal.

L'Islam est non seulement le ciment de l'organisation sociale de tous les groupes ethniques, mais également une force politique puissante qui se manifeste en tant que telle en développant des tendances idéologiques opposés. Ces tendances gravitent autour des deux principales confréries ou des sectes, lesquelles sont organisées selon une structure hiérarchique et renferment tous les principaux groupes ethniques (2). Les confréries constituent un moyen de recréer l'identité ("le nous") qui existe dans la communauté villageoise (Coulon, 1983). Elles constituent un nouveau point de référence et de solidarité. La tidjanya avec deux millions et demi de fidèles peut être qualifiée de confrérie la plus tolérante sur le plan religieux, attirant les Sénégalais les plus instruits et les plus libéraux, bien qu'il y ait des éléments extrémistes au sein de ce groupe important comme par exemple les Niassène. Les mourides ne sont pas aussi nombreux (ils sont à peu près un million) mais jouent un rôle important dans l'économie à

1. Il y a en moyenne au moins un autre demi-salaire disponible par ménage. Le dépendant est défini comme étant celui que l'enquêté nourrit, habille et héberge.

2. En milieu urbain, les deux principales confréries mises à part, il existe plusieurs sectes plus petites mais également actives au Sénégal notamment les sectes Quadria et Layène.

TABLEAU 3.6 AGE MOYEN DES HOMMES A DIFFERENTS NIVEAUX
DE SALAIRE ET NOMBRE MOYEN DE DEPENDANTS

(Repartition en pourcentage par groupe)

	A. INTERVALLES DE SALAIRE MENSUEL [FRS. CFA]										B. NOMBRE MOYEN DE DEPEN- DANTS
	(Effectifs entre parentheses)										
	<20,000	20-50,000	50-100,000	100-150,000	> 150,000						
ADMINISTRATEURS	-	-	34,9 (20)	36,9 (48)	43,4 (32)						9,1
ENSEIGNANTS	-	-	31,3 (36)	35,8 (59)	40,4 (5)						8,0
MILITAIRES	21,0 (10)	25,3 (20)	30,1 (39)	34,9 (22)	37,5 (9)						7,2
OUVRIERS	20,0 (1)	30,8 (53)	35,8 (46)	-	-						8,9
TAILLEURS	34,9 (9)	31,6 (60)	38,9 (22)	42,0 (6)	-						7,3
CHAUFFEURS	24,3 (3)	33,2 (57)	39,0 (29)	45,1 (8)	36,0 (2)						9,8
COMMERCANTS	32,8 (13)	33,0 (26)	38,0 (24)	51,0 (1)	32,0 (1)						7,5
MIGRANTS	28,3 (60)	32,5 (64)	32,5 (10)	-	-						4,2

(1) Comprend toutes les personnes que les enquetés affirment prendre en charge

travers laquelle ils puisent leur force politique. Pour les mourides, la production (agricole, mais par extension, de toute nature) est intimement liée à l'idéologie religieuse; le travail effectué pour le marabout est équivalent à la prière. En contrepartie de cette soumission totale, le marabout se porte garant de ses fidèles aussi bien sur le plan spirituel qu'économique en période de nécessité. Il est à la fois un saint, un défenseur et un refuge. Contrairement à la Tidjanya, l'Islam selon les mourides est essentiellement l'Islam de l'homme ordinaire et a été qualifié par Coulon et d'autres encore de l'Islam de la "contre-élite".

A partir d'un bref survol seulement des différences entre confréries on peut prédire l'affiliation religieuse dominante de l'échantillon. Le tableau 3.7 montre que parmi les occupations du secteur informel - tailleurs, chauffeurs et commerçants - il y a une forte majorité mouride : 60 % ou plus. Bien qu'on ne sache pas s'ils sont très pieux, ces hommes ont au moins conscience de leur devoirs religieux comme cela est indiqué par la partie B du tableau. Les migrants ne présentent pas la même image cependant, ils sont également répartis dans les deux principales confréries. La structure est déterminée par l'adoption de quotas fixes de répartition des ethnies, laquelle structure suppose une représentation égale des peulhs/toucouleurs et des diolas qui sont vraisemblablement plus tidjanes ou non-affiliés que mourides. En fait, un croisement de variables a indiqué que 48 % peulhs/toucouleurs sont des tidjanes et aucun d'eux n'est mouride. Les diolas ont également montré un petit nombre de mourides. Chez les migrants, les mourides viennent essentiellement des ethnies wolof et sérère. Le nombre d'individus se disant mourides diminue à mesure que le niveau d'éducation dans les groupes augmente. Ceci est conforté par la proportion peu élevée de mourides chez les administrateurs, les enseignants, les militaires et les étudiants.

Un fait intéressant qu'illustre la deuxième partie du tableau 3.7 a trait au nombre relativement élevé de musulmans pratiquants, mais non-affiliés aux confréries. En fait, les non-affiliés prédominent chez les administrateurs. Cette découverte nous pousse à nous poser la question de savoir si le maintien de l'indépendance de l'identité religieuse est lié ou non à l'adoption d'une attitude plus libérale vis-à-vis de la planification familiale. On peut émettre l'hypothèse que la non-affiliation permet au moins d'interpréter la doctrine religieuse pour soi-même, bien qu'il soit peu évident que le concept de chef religieux soit accepté spontanément chez les tidjanes instruits. Néanmoins, ceux qui se dissocient des courants religieux peuvent avoir d'autres raisons qui peuvent également les placer parmi les pionniers quant à la question controversée de la contraception. Les résultats de cette analyse seront discutés dans le chapitre sur l'utilisation des contraceptifs.

TABLEAU 3.7 AFFILIATION ET PRATIQUE RELIGIEUSE

(répartition en pourcentage par groupe)

	A. AFFILIATION RELIGIEUSE (1)				B. FREQUENTE LA MOSQUEE					EFFECTIFS
	TIDJANE	MOURIDE	AUTRE CONFRERIE	NON AFFILIES	NON MUSULMANS	AU MOINS CHAQUE VENDREDI	OCCASION- NELLEMENT	JAMAIS/ RAREMENT	AUTRE REPONSE	
ADMINISTRATEURS	28	15	8	41	8	60	12	28	0	92
ENSEIGNANTS	43	17	4	31	5	64	8	26	2	95
ETUDIANTS	32	20	7	31	10	41	16	41	2	90
MILITAIRES	34	14	7	27	18	46	20	33	1	82
OUVRIERS	45	29	10	10	6	51	26	19	4	94
TAILLEURS	28	62	2	6	2	69	15	15	1	98
CHAUFFEURS	30	59	9	1	1	72	17	10	1	99
COMMERCANTS	29	63	5	3	0	66	20	14	0	100
MIGRANTS	44	38	5	10,5	2,5	49	20	30	1	195

(1) 100 cas dans chaque groupe sauf dans celui des migrants (n=200)

3.4 Résumé du chapitre

Un examen des caractéristiques socio-économiques de l'échantillon a permis de montrer de grandes différences entre les activités du secteur informel et celles des professionnels. Concernant les fonctionnaires, on trouve représenté dans cette catégorie tous les échelonnements de salaires et d'instruction. Les administrateurs ont le niveau le plus haut pour ce qui est d'instruction et du salaire; les militaires le plus bas.

L'échantillon est beaucoup moins hétérogène quand on considère l'appartenance ethnique, l'exposition à la vie urbaine et l'affiliation religieuse. Dans la plupart des groupes les hommes sont dans une large mesure des résidents urbains de longue date, des wolofs et des musulmans pratiquants. L'homogénéité observée dans diverses activités professionnelles est très représentative de Dakar dont on a dit que l'hégémonie culturelle des wolofs, qui est une manifestation du nationalisme sénégalais, y domine largement (Coulon, 1983).

CHAPITRE 4

MARIAGE ET FECONDITE

Le mariage au Sénégal a une profonde signification culturelle et religieuse. Traditionnellement, chez les wolofs comme dans beaucoup de sociétés africaines, la fécondité dans le mariage avait une double valeur. D'une part, elle assurait la survie économique du groupe, alors que de l'autre elle maintenait sa solidarité interne en forgeant de nouvelles alliances entre les familles (Diop, 1985). La tradition islamique renforce ces valeurs et voit aussi la famille comme le groupe central de la société. En outre, non seulement l'Islam accorde une grande valeur aux enfants, mais en fait il définit les responsabilités des parents envers eux.

Au Sénégal, chez les femmes, le mariage est universel. L'enquête sur la fécondité au Sénégal (ESF, 1978) a révélé que 99,5% des femmes sénégalaises se marient à un moment de leur vie, et les trois quarts d'entre elles le font avant 20 ans. Bien que le taux de divorce soit élevé (20% des unions initiales se terminent par un divorce) le remariage est répandu et a lieu rapidement après. Le taux élevé de mariage est dû en grande partie à la prévalence de la polygamie.

La proportion de "vieilles" femmes (plus de 40 ans) vivant la polygamie va jusqu'à 65%(1). Alors que des données comparables sur les "vieux" hommes ne sont pas disponibles, l'ESF (1978) a montré que 48 % des femmes vivaient la polygamie (tous les groupes d'âge confondus), ce qui correspondait à 32 % de tous les hommes mariés. Le taux élevé de descendance finale (7,1 enfants) en conjonction avec le degré d'intensité nuptial est le soubassement du fort taux de croissance de la population qui est de 3,1 % (Banque Mondiale, 1984). Dans ce chapitre, on examinera le statut matrimonial et la fécondité des populations étudiées.

4.1 Situation matrimoniale

Comme on pouvait s'y attendre la situation matrimoniale des hommes dans chaque catégorie professionnelle est liée à la structure d'âge du groupe (tableau 4.1). Les administrateurs, groupe dont l'âge médian le plus élevé- sont aussi ceux qui ont le plus petit nombre de célibataires parmi eux (18%) tandis que les groupes les plus jeunes: étudiants et migrants, ont la plus

1. Le taux de polygamie le plus élevé qui suit en Afrique est le Nigéria où la prévalence est de 43 % (Population Reports, 1985a).

TABLEAU 4.1 STRUCTURE DU MARIAGE

	AGE MEDIAN	SITUATION MATRIMONIALE ACTUELLE (1)					TAUX DE REMARriage (%)	AGE MOYEN AU PREMIER MARIAGE	PLUS DE 40 ANS	
		CELIBATAIRES	MONGAMES	POLYGAMES	DIVORCES	VEUFS			TOTAL N	I POLYGAMES
ADMINISTRATEURS	36	18	70	10	2	0	13	28,2	35	23
ENSEIGNANTS	33	40	49	5	6	0	8	28,0	19	21
ETUDIANTS	23	93	7	0	0	0	-	26,0	0	-
MILITAIRES	29	40	57	3	0	0	5	26,6	0	-
OUVRIERS	32	35	44	21	0	0	16	25,2	20	75
TAILLEURS	34	37	42	14	6	1	14	25,7	24	46
CHAUFFEURS	35	26	40	29	5	0	13	25,8	32	59
COMMERCANTS	32	35	43	20	2	0	10	26,6	23	48
MIGRANTS	27	55	30,5	12	1,5	1	4	26,3	29	59

(1) 100 cas dans chaque groupe sauf dans celui des migrants ou n=200

grande proportion de célibataires, 93 et 55 % respectivement. Ceux avec un âge médian intermédiaire, 32 - 34 ans, comprenant les ouvriers, commerçants, tailleurs et enseignants présentent entre 35 à 40 % de non mariés.

4.1.1 L'âge au premier mariage

Pour les populations mariées, considérons d'abord les âges moyens des premiers mariages qui, comme indiqué au tableau 4.1 vont de 25,2 à 28,2 ans. Alors qu'il n'y a que trois années de différence entre ces âges, l'écart est significatif au niveau 0,05 (test à ordre multiple de Duncan). Le tableau 4.2 fait un réaménagement des groupes par l'âge de mariage qui illustrent ce point. Le groupe d'étudiants ayant très peu de membres mariés a été éliminé de l'analyse.

TABLEAU 4.2. DIFFERENCES SIGNIFICATIVES ENTRE AGES AU PREMIER MARIAGE (1).

<u>Admin.</u>	<u>Enseig.</u>	<u>Commerc.</u>	<u>Milit.</u>	<u>Migrant</u>	<u>Chauffeur</u>	<u>Tailleur</u>	<u>Ouvrier</u>
28,2	28,0	26,6	26,6	26,3	25,8	25,7	25,2

1. Différence significative à 5 % par le test à ordre multiple de Duncan.

La convention adoptée sur ce tableau est que les séries de moyennes soulignées par la même ligne ne sont pas significativement différentes les unes des autres. Ainsi, on observe qu'il y a des différences sur les plans du mariage entre les deux groupes les plus instruits et les six autres. L'explication évidente de cette différence est que l'éducation supérieure prend du temps, retardant les plans de mariage. Plus surprenant encore, le tableau révèle qu'il y a une homogénéité concernant l'âge auquel les hommes se marient même quand ils sont de conditions socio-économiques très différentes(1). Ce résultat suggère que la décision concernant le moment du mariage peut être déterminée de manière plus culturelle que financière. Quand un homme atteint à peu près la vingtaine au plus tard, des tentatives sont faites par sa famille pour lui négocier un mariage dans tous les groupes sauf ceux des instruits. Après le mariage, beaucoup de nouvelles épouses restent au village jusqu'à ce que le mari ait les moyens de les envoyer chercher pour vivre avec elles, réduisant ainsi la charge financière du couple et d'une certaine façon les risques de grossesse.

1. Les écarts-types associés aux moyennes témoignent aussi de la constance de l'âge au premier mariage à travers les catégories professionnelles.

4.1.2 Types d'unions et divorce

Le tableau 4.1 donne aussi l'incidence des mariages monogames et polygames dans l'échantillon dans son ensemble aussi bien que le degré de polygamie chez les hommes de plus de 40 ans dans chaque groupe. Il est important d'avoir en tête le caractère relativement jeune de l'échantillon dans la considération des types de mariage observés. Alors que le degré de polygamie de l'échantillon qui va de 3 à 29 % apparaît restreint comparé à celui trouvé par l'Enquête Sénégalaise sur la Fécondité (avec 32 % d'hommes dans des ménages polygames), le taux chez les hommes de plus de 40 ans, notamment ceux du secteur informel, est particulièrement frappante par son caractère élevé (entre 46 et 59%). En outre, chez les ouvriers la proportion atteint 75%. Dans les usines, le personnel administratif interrogé de manière informelle croit que l'étendue de la polygamie chez les travailleurs est liée aux allocations familiales. A partir du troisième enfant, le travailleur reçoit une allocation mensuelle de 3000 cfa qui s'ajoute à son salaire.

Alors que ce phénomène est sans doute plus complexe qu'il apparaît, les allocations, aussi basses qu'elles puissent paraître, semblent au profane avoir un effet sur la taille de la famille. Les travailleurs eux-mêmes admettent que c'est un aspect important qui a un véritable sens économique si on ignore les coûts à long terme de l'éducation des enfants. Puisque l'ouvrier moyen touche environ 50.000 F par mois, le fait d'avoir 12 enfants augmenterait son salaire de 60 %. Les allocations familiales expliquent en grande partie les différences dans le nombre d'enfants observé entre les ouvriers et les hommes du secteur informel (1).

Le taux de polygamie dans les deux groupes de fonctionnaires est beaucoup plus bas, n'étant pratiquée que par environ 20% des hommes de plus de 40 ans. L'éducation semble avoir un effet restrictif pour ces groupes, particulièrement l'éducation de la femme. Chez les administrateurs de plus de 40 ans qui sont monogames, un quart seulement ont des femmes illetrées. Chez ceux qui ont plus d'une femme, la proportion d'illettrée est de 50 %. La même tendance existe chez les enseignants. Il est clair que les femmes ayant eu une quelconque éducation s'opposent à l'introduction d'une seconde femme dans le ménage de manière plus énergique que les femmes illetrées, et dans certains cas exigent la signature devant la loi d'un acte de mariage basé sur une monogamie irréversible (2).

1. Un taux également élevé de ménage polygames a été observé chez les travailleurs employés par la compagnie de transport municipale (SOTRAC) qui sont aussi bénéficiaire d'allocations familiales. A la SOTRAC, 2900 travailleurs ont 7500 femmes et 35000 enfants (DIENG, 1986)

2. Le Code de la Famille adopté en 1972, demande à un homme d'opter pour la monogamie ou une polygamie potentielle durant la cérémonie de mariage civil. Il doit se tenir à ce choix même si le mariage se termine par le divorce.

En outre dans la classe moyenne la prise d'une seconde femme signifie presque invariablement l'établissement d'un ménage totalement à part, ce qui à Dakar, est un investissement considérable. Une manière pour les hommes est de divorcer et de se remarier, selon le modèle occidental. Le remariage est devenu de plus en plus la tendance en milieu urbain. Le taux de divorce au Sénégal est élevé et croissant; 20% des premiers mariages se terminent par un divorce (ESF, 1978). Dans notre échantillon, ce n'est que chez les tailleurs et les chauffeurs qu'on atteint ce taux. Cette découverte est surprenante puisque le taux de divorce est, après observation, plus élevé chez les intellectuels que chez les illettrés (Lo NDiaye, 1985).

4.2 La Fécondité

La vie de la plupart des femmes sénégalaises s'articule autour du concept de maternité. Toute l'enfance d'une femme la prépare à la maternité et la dot payée à sa famille garantit son potentiel reproductif. Dans le contexte traditionnel, une fille parvient seulement au statut d'adulte quand, après le mariage, elle a obtenu son premier enfant. Dans certains groupes ethniques, une fois qu'elle a élevé ses enfants, une femme peut accéder à la position de "kilifa" ce qui lui donne une certaine autorité sur les hommes et femmes plus jeunes et lui permet de participer, à voix égale, au conseil de famille. De plus une femme qui a un nombre acceptable de grands enfants occupe une position respectée dans la famille et jouit d'un bien-être économique et psychologique. D'autre part, les femmes incapables d'avoir des enfants sont répudiées. "Sans enfant", écrit un groupe de psychiatres qui ont étudié les psychoses chez les femmes enceintes au Sénégal, "la femme est un arrêt dans la transmission de la vie...il n'est pas trop fort de dire que la femme stérile ou même celle qui n'a pas autant d'enfants que son mari le souhaite, fait l'expérience d'une néantisation" (Guèna et al., 1970).

La grande importance accordée aux enfants dans le contexte africain est jusqu'à nos jours bien établie. Non seulement les taux de fécondité courants en Afrique subsaharienne sont les plus élevés au monde, mais le nombre d'enfants désirés est aussi grands ou bien, selon les documents des enquêtes mondiales sur la fécondité menées dans les pays africains durant les années 70, plus grands que les taux de fécondité courants (Population Reports, 1985a). Si la situation a commencé à changer durant la présente décennie est une question d'intérêt étant donnés des niveaux d'éducation plus élevés, les problèmes d'urbanisation et les problèmes financiers.

L'étude de la fécondité du couple dans la perspective des hommes présente une difficulté non négligeable. Quand on

considère le nombre d'enfants qu'ont les hommes, les divers taux de polygamie de chaque groupe doivent rester présents à l'esprit. En général, le taux de descendance finale chez les femmes vivant la monogamie comparé à celles vivant la polygamie ne diffère pas au Sénégal (NDiaye, 1985), ainsi le nombre de femmes qu'a un homme est un des facteurs-clé dans la détermination du nombre total d'enfants dans une famille (1).

Un autre point à ne pas négliger est que le dénombrement des enfants que les femmes ont eu entre 45 et 54 ans fournit une bonne estimation du taux de descendance finale. Ceci n'est pas le cas des hommes. On doit être prudent en supposant que le nombre d'enfants que les hommes ont eu entre 45 et 54 ans est définitif (2). Pendant cette décennie (qui, étant donnée l'espérance de vie moyenne (55 ans) peut être leur dernière à vivre), les hommes continuent de développer leur famille en se mariant à nouveau.

Compte tenu de toutes ces variables, considérons la variation du nombre moyen d'enfants observé chez les hommes dans les différentes professions. Le tableau 4.3 montre une nette différence due à trois facteurs-clé: l'âge des hommes, le nombre actuel de femmes et l'éducation. La moyenne d'ensemble pour chaque groupe est aussi présentée dans la dernière colonne du tableau et va de 3,8 à 5,8. Des comparaisons parmi les moyennes montrent que les migrants, les commerçants, les enseignants et les militaires ont significativement moins d'enfants que les ouvriers, les chauffeurs, tailleurs et administrateurs ($p < 0,05$; ordre multiple de Duncan). Ces moyennes sont très affectées par les trois autres facteurs qui seront considérés à leur tour.

4.2.1 Nombre moyen d'enfants selon l'âge du père

Le tableau 4.3 donne le nombre moyen d'enfants selon l'âge du père. Considérons d'abord le groupe d'âge le plus âgé. Les enseignants ont le plus petit nombre d'enfants (6,8) à l'âge de 45-54 ans, ce qui est lié au fait qu'ils comportent la plus petite proportion de ménages polygames. Le nombre moyen d'enfants parmi les commerçants, est de 7,4. Cette observation est plus surprenante puisque les commerçants accusent un haut degré de polygamie et d'analphabétisme. Egalement surprenant est le nombre d'enfants observés chez les administrateurs les plus âgés (8,8) qui montre une incidence relativement basse de

1. L'ESF (1978) montre un faible effectif de femmes qui pratiquent la contraception moderne (1%). Les déterminants de la fécondité les plus importants sont l'âge au premier mariage, l'allaitement est l'aménorrhée post-partum.

2. Martin (1970), se basant sur une analyse des données du recensement de 1960, montre que la proportion de ménage polygame chez les sérères se stabilise à 40 % vers 50 ans pendant que chez les wolofs elle continue à croître passé cet âge.

TABLEAU 4.3 NOMBRE MOYEN D'ENFANTS SELON L'AGE, LE NOMBRE DE FEMMES
ET LE NIVEAU D'INSTRUCTION DU PERE (1)

(Effectifs entre parentheses)

	A. AGE				B. NOMBRE ACTUEL D'ÉPOUSES			C. NIVEAU D'INSTRUCTION					MOYENNE	N
	18-24	25-34	35-44	45-54	1	2	3+	NON SCOLARISES	PRIMAIRE	SECONDAIRE	UNIVERSIT GENÉRALE			
ADMINISTRATEURS	-	2,3	3,1	8,8	13,8	9,0 (8)	124,0 (2)	-	17,5 (2)	6,9 (15)	3,9 (65)	4,8	82	
enseignant	-	1,7	5,0	6,8	13,3	11,3 (4)	8,0 (1)	-	-	6,3 (22)	2,6 (38)	4,0	60	
MILITAIRES	-	2,5	5,3	-	13,4	8,0 (2)	14,0 (1)	6,3 (5)	4,1 (30)	3,1 (25)	-	3,8	60	
OUVRIERS	1,5	2,9	6,1	12,5	13,6	10,1 (19)	115,0 (2)	6,6 (25)	6,6 (24)	3,4 (16)	-	5,8	65	
TAILLEURS	0,5	3,0	4,1	8,3	13,7	9,3 (12)	113,5 (2)	5,6 (51)	2,8 (12)	-	-	5,1	63	
CHAUFFEURS	1,1	2,4	5,9	9,2	13,7	8,7 (22)	11,1 (7)	5,8 (63)	6,1 (11)	-	-	5,8	65	
COMMERCANTS	0,5	1,8	4,7	7,4	12,9	6,9 (19)	113,0 (1)	4,3 (64)	0,0 (1)	-	-	4,2	65	
MIGRANTS	0,6	1,9	4,5	8,9	12,9	7,9 (20)	110,0 (4)	4,6 (79)	2,8 (9)	2,0 (2)	-	4,3	90	

(1) Comprend les enfants décédés et les enfants illégitimes des hommes célibataires

ménages polygames. Dans ce groupe, il n'y a qu'une légère augmentation du nombre moyen d'enfants eus entre 25 et 34 ans d'une part et entre 35 et 44 ans d'autres parts mais une très grande augmentation de la taille de la famille après cet âge. Il est tout à fait possible que ce que l'on observe ici soit un changement dans la conduite de fécondité des hommes plus jeunes comparés aux plus vieux. Dans ce cas les femmes les plus jeunes espacent plus largement les naissances, courant qui entrainerait une taille de la famille beaucoup plus réduite à 45 ans, s'il devait continuer.

En fait, ceci semble l'explication la plus plausible, car, bien que dans nombre des autres groupes (ouvriers, migrants et tailleurs) on observe également des augmentations notables, ces groupes ont des taux élevés de polygamie qui pourraient en gros être responsable du doublement de la taille des familles intervenu en une décade. Les ouvriers présentent le plus grand nombre d'enfants nés pendant la période 45-54 ans, en moyenne 12,5. Ceci ne constitue pas une surprise tenant compte du fort taux de la polygamie dans ce groupe. A cela on peut ajouter l'effet possible des prestations familiales dans les secteurs industriels et para-publics ayant fait l'objet d'un paragraphe précédent.

4.2.2 Enfants nés de mariages monogames et polygames

La partie B du tableau 4.3 illustre l'effet multiple de la polygamie sur la taille de la famille. Cet effet est évident dans tous les groupes sauf ceux des enseignants et des ouvriers. En général ceux qui ont actuellement une femme ont entre trois et quatre enfants, alors que les hommes mariés à deux femmes ont entre huit et neuf enfants. Concernant les enseignants, il y a très peu de cas de polygamie et l'on note un cas déviant parmi eux, donc la relation n'est pas évidente.

Un autre aspect de la relation entre le nombre d'épouses et le nombre d'enfants qui n'a pas été saisi dans ce tableau a trait au nombre total d'années de mariage avec une ou plusieurs femmes. Malheureusement la durée des deuxième et troisième mariages n'a pas été abordée par le questionnaire de sorte qu'aucune analyse sur le nombre "d'années-épouse" de mariage n'est possible. Cependant, parmi les ouvriers, l'union avec une deuxième femme intervient plus vite que dans les autres groupes, exposant par conséquent deux femmes au risque de conception pour une plus grande durée, ce qui se traduit par des familles de dimension sensiblement plus importante.

On a considéré les résultats ci-dessus comme si prévalait seulement la fécondité naturelle, c'est-à-dire qu'en dehors de l'effet des déterminants directs tels que l'aménorrhée due à l'allaitement, les femmes sont exposées au risque de grossesse la plupart du temps pendant leur période de reproduction. Bien

que cette explication soit satisfaisante en général, une compréhension plus complète des phénomènes doit dépasser la simple explication de la méconnaissance de la contraception ou du problème de sa disponibilité dans des questions psychosociales ou culturelles implicites. Ainsi, comme déjà mentionné dans l'introduction à ce chapitre, la valeur des enfants est inestimable pour les hommes aussi bien que pour les femmes, et ce n'est pas seulement leur valeur économique qui est ainsi posée, bien qu'un grand nombre d'enfant signifie une sécurité plus grande pour les vieux jours des parents. On conçoit les enfants tout simplement pour le bonheur de les avoir.

Il y a souvent une concurrence soutenue chez les co-épouses cherchant à avoir le plus d'enfants possible, apparemment pour des raisons d'héritage (équitablement partagé entre tous les enfants légitimes selon la règle islamique qui tend à favoriser le sexe masculin) mais de manière plus ponctuelle afin d'attirer l'attention et les faveurs du mari et de sa famille. Ainsi, un roulement équitable des visites nocturnes du mari est établi et les épouses veillent à ce qu'il soit strictement observé. Il est difficile de comprendre la fréquente référence à l'héritage comme explication de la concurrence entre co-épouses car plus on a d'enfants, moins les parts sont importantes. Ceci apparaît comme un exemple du "paradoxe du cloisonnement" par lequel les individus se portent préjudice parce qu'ils sont persuadés qu'aucun autre n'agira de façon à servir les intérêts communs.

4.2.3 L'effet de l'éducation

Il est bien connu que l'éducation des femmes constitue l'un des facteurs les plus aptes à réduire la fécondité. Dans plusieurs pays sous-développés, les femmes qui ont terminé le cycle primaire ont moins d'enfants que celles qui n'ont pas été à l'école (World Bank, 1984). Au Sénégal, les femmes qui ont été à l'école ont approximativement deux enfants de moins que les femmes qui n'ont pas été à l'école, ce qu'on attribue volontiers au mariage différé chez les premières. S'il n'existe pas d'autre explication sinon le fait que les niveaux d'éducation de l'homme et de la femme sont en corrélation, on s'attend alors à trouver la même relation entre l'éducation des hommes et une taille plus réduite de la famille.

On a sur le tableau 4.3.C le nombre moyen d'enfants par homme selon le niveau d'éducation. Sauf pour les chauffeurs, une meilleure instruction réduit le nombre moyen d'enfants. Chez les fonctionnaires, ceux qui ont été à l'université ont en moyenne trois enfants de moins que ceux qui ont un diplôme d'enseignement secondaire, c'est-à-dire, trois ou quatre enfants contre six ou sept. Parmi les militaires, l'écart le plus grand se trouve entre ceux qui n'ont pas été à l'école avec en moyenne 6,3 enfants, et ceux qui ont été au lycée avec une moyenne de

3,1 enfants. Cependant, il existe aussi une différence entre ceux qui ont une éducation primaire et ceux qui ont une éducation secondaire. Les ouvriers qui ont reçu une éducation secondaire ont en moyenne trois enfants de moins que ceux qui n'ont pas été à l'école ou ceux qui n'ont été qu'à l'école primaire. Les derniers ont une moyenne de 6,6 enfants. Dans le groupe des tailleurs et des migrants, il y a un écart important entre ceux qui ont reçu une éducation primaire et ceux qui n'ont pas été à l'école.

Ces résultats montrent de façon claire la relation qui existe entre l'éducation des hommes et la famille de dimension réduite. Une relation entre l'éducation de la première épouse et la fécondité n'est pas aussi évidente à établir. Le tableau 4.4 en donne une illustration. On voit qu'un haut niveau d'instruction est nécessaire pour apporter une diminution significative de la fécondité. Cela est montré par la chute importante de la parité des épouses d'administrateurs et d'enseignants qui ont été au moins jusqu'au lycée. Néanmoins, chez les épouses de militaires, l'éducation poussée est en corrélation avec un plus grand nombre d'enfants. Dans la plupart des cas, les femmes ayant reçu une instruction primaire ont également un plus grand nombre d'enfants que les femmes non instruites. Ce résultat n'est pas original. Cochrane (1979) a observé le même phénomène au cours d'enquêtes réalisées au Nigéria et au Kenya. Les femmes nanties de quelques années d'éducation ont tendance à développer des comportements sanitaires meilleurs, des unions plus stables et des périodes d'allaitement écourtées, ce qui mène à une hausse de la fécondité.

Egalement inspiré de données sur des pays africains, Caldwell (1980) soutient que ce sont les filles nées de femmes ayant reçu une instruction primaire qui auront des opinions "modernes" et qui préféreront des familles de dimension réduite. Son argument est qu'il faut une génération pour former les esprits à ces valeurs fondamentales. Maintes épouses de professionnels dans l'échantillon semblent être des femmes instruites de la deuxième génération.

Etant entendu qu'il existe une corrélation faible mais positive entre l'éducation du mari et celle de la femme dans le groupe des fonctionnaires, il est malaisé d'attribuer l'effet d'une éducation plus poussée sur la fécondité à l'un ou à l'autre des partenaires. Dans cette frange de population privilégiée, une certaine complémentarité joue sans aucun doute quant au choix de la taille de la famille. Toutefois, eu égard aux normes culturelles en vigueur dans la société sénégalaise qui prône la pré-éminence des hommes sur les questions concernant la famille, il serait surprenant que les décisions concernant le nombre d'enfants soient plus fonction des vues de la femme que de l'homme. En fait, chez les administrateurs et les enseignants, la corrélation calculée entre le niveau

TABLEAU 4.4 NOMBRE MOYEN D'ENFANTS SELON
L'EDUCATION DE LA PREMIERE FEMME

(Effectifs entre parentheses)

	NON SCOLARISEE	NIVEAU PRIMAIRE	NIVEAU SECONDAIRE	NIVEAU UNIVERSITAIRE	MOYENNE GENERALE
ADMINISTRATEURS	3,6 (17)	4,1 (20)	2,7 (41)	2,7 (3)	3,2
ENSEIGNANTS	4,4 (10)	4,1 (22)	1,9 (23)	1,6 (5)	3,1
MILITAIRES	2,1 (21)	3,6 (30)	4,5 (8)	0 (1)	3,1
OUVRIERS	3,1 (35)	4,2 (27)	1,7 (3)	-	3,5
TAILLEURS	3,2 (51)	6,0 (10)	2,5 (2)	-	3,6
CHAUFFEURS	4,2 (54)	3,3 (15)	5,0 (1)	-	4,0
COMMERCANTS	3,0 (50)	2,3 (15)	-	-	2,9
MIGRANTS	3,3 (85)	3,6 (5)	-	-	3,4

d'éducation de la première épouse, sa parité, le niveau d'éducation du mari et la taille de la famille n'a engendré des coefficients significatifs que pour les hommes ($r = -0,38$ et $-0,39$ respectivement avec $p < 0,01$). Ainsi, même dans les groupes où la concertation sur les décisions relatives à la dimension de la famille pourrait être un idéal, il y a suffisamment de preuves montrant que l'influence de l'homme est dominante.

Si donc ce constat prévaut dans la plupart des familles "modernes", on ne peut que s'attendre à une plus grande domination masculine dans les ménages dits "traditionnels". Cependant, en milieu traditionnel, il peut y avoir moins de conflit entre partenaire sur le nombre d'enfants désiré car le sujet est rarement sinon jamais abordé. La question de la communication entre époux sur la planification familiale sera discutée dans le chapitre six.

4.2.4 La mortalité infantile

La forte mortalité infantile et juvénile est une autre variable qui influence les taux de fécondité. Les parents qui redoutent la perte d'une partie de leur progéniture en bas âge s'assurent contre cette possibilité en ayant plus d'enfants qu'ils n'en ont besoin ou dont ils attendent la survie. Une forte mortalité infantile implique une forte fécondité également pour des raisons biologiques. L'allaitement diffère le retour de l'ovulation régulière de sorte que l'intervalle entre une naissance et la prochaine conception peut être raccourci si un bébé décède. On a calculé que, à court terme, la prévention du décès de dix enfants entraîne entre une à cinq naissances en moins (Banque Mondiale, 1984).

Au Sénégal, le taux de mortalité infanto-juvénile demeure très élevé. L'Enquête Sénégalaise sur la Fécondité donne pour la période 1973--1978 un taux de 185,8 pour mille pour la population urbaine et de 370,8 pour les zones rurales. Pour Dakar-Cap Vert le taux est inférieur à 150 pour mille (Guèye et Sarr, 1985). Les taux calculés pour notre échantillon figurent dans le tableau 4.5 qui donne le nombre et le pourcentage de décès des enfants légitimes. Puisque l'âge de l'enfant au moment du décès n'était pas déterminé d'une façon précise, on doit considérer ces taux comme de simples approximations.

Le tableau montre que chez les ouvriers et les groupes du secteur informel le taux de mortalité est à peu près le double de celui des groupes instruits - administrateurs, enseignants et militaires dont les taux s'élèvent à 7,2, 8,2 et 9,6 pour cent respectivement. Le fait que les soins médicaux (subventionnés) soient plus accessibles aux fonctionnaires explique en partie cette variation mais ces derniers groupes disposent également d'une meilleure alimentation et attachent de façon générale une

TABLEAU 4.5 MORTALITE INFANTILE (1)

	INOMBRE TOTAL D'ENFANTS	INOMBRE D'ENFANTS DECEDES	POURCENTAGE DECEDES
ADMINISTRATEURS	374	27	7,2
ENSEIGNANTS	219	18	8,2
MILITAIRES	209	20	9,6
OUVRIERS	363	46	12,7
TAILLEURS	312	48	15,4
CHAUFFEURS	427	54	12,6
COMMERCANTS	271	50	18,5
MIGRANTS	383	71	18,5

(1) enfants legitimes seulement

plus grande importance à la santé de leur enfants - du fait de leur éducation. Les deux groupes enregistrant les taux les plus élevés de mortalité: les commerçants et les migrants (18,5 pour cent pour tous les deux) sont les groupes qui ont passé le moins de temps à Dakar et dont les familles vivent probablement en milieu rural (particulièrement les migrants).

La relation attendue entre la faible mortalité et la fécondité n'est pas aussi évidente car les administrateurs - qui ont le taux de mortalité infantile le plus bas--sont un des groupes présentant un nombre d'enfants par famille parfois élevé (voir le tableau 4.3 pour les moyens). L'effet est beaucoup plus sensible chez les enseignants et les militaires qui ont à la fois le moins d'enfants et une faible mortalité. Cependant, la différence entre leur structure par âge et celle des administrateurs est un facteur contributif important dont nous n'avons pas pu tenir compte dans ce tableau. En général, le fait important à souligner et qui est globalement soutenu par le tableau, est que la mortalité élevée est encore une préoccupation légitime de la plupart des parents sénégalais et joue sans aucun doute un rôle sur leur attitude à propos de la taille de la famille.

4.2.5 Unions pré-matrimoniales, extra-matrimoniales et fécondité

En milieu urbain où l'âge au premier mariage se situe entre 25 et 30 ans on peut s'attendre à des activités sexuelles importantes avant le mariage. Des enquêtes récentes menées en milieu urbain libérien et nigérian montrent que 93 et 86 % respectivement des hommes âgés de plus de 18 ans avaient une expérience sexuelle (Population Reports 1985b). Bien que nous n'ayons pas recueilli d'informations de ce type, on peut émettre l'hypothèse que la plupart des hommes vivant à Dakar ont eu des rapports sexuels vers la fin de leur adolescence. Ce qui était plus important pour nous fut de déterminer la proportion ayant des relations sexuelles régulières avec une partenaire. Le tableau 4.6 expose ces données. Il illustre également le niveau d'utilisation des contraceptifs modernes dans cette population. Dans cinq des neuf groupes, au moins 50% des célibataires ont eu des relations sexuelles avec une partenaire régulière. Ces groupes comprennent les administrateurs, les militaires, les étudiants, les ouvriers et les enseignants. Le taux d'utilisation des contraceptifs est très important dans ces groupes, s'étalant entre 80% pour les étudiants du lycée et de l'université et 42 % pour les ouvriers. La méthode la plus utilisée était de loin le condom. Les groupes du secteur informel enregistrent des activités sexuelles avant le mariage considérablement moins importantes et un taux d'utilisation contraceptive moins élevé (entre 19 et 29 %). Dans ces derniers groupes les valeurs aussi bien culturelles que religieuses peuvent pousser les hommes non encore mariés à agir de façon plus timorée car en fait il y a au moins autant d'individus

TABLEAU 4.6 CELIBATAIRES ENTREtenant DES RAPPORTS
SEXUELS REGULIERS

	EFFECTIFS DE CELIBATAIRES	% ENTREtenant RAPPORTS SEXUELS	% UTILISANT CONTRACEPTIFS
ADMINISTRATEURS	18	67	50
ENSEIGNANTS	40	50	65
ETUDIANTS	93	59	80
MILITAIRES	40	63	48
OUVRIERS	35	54	42
TAILLEURS	37	43	19
CHAUFFEURS	26	23	17
COMMERCANTS	35	20	29
MIGRANTS	55	36	20

ayant une petite amie avec qui ils n'ont pas eu de rapports sexuels que d'individus qui en ont eu. Dans la plupart des groupes ethniques du Sénégal, les grossesses hors mariage sont considérées comme déshonorantes et le couple de célibataires est fortement poussé au mariage si jamais on constate une grossesse (1). En conséquence les hommes à comportement plus traditionnel peuvent éviter la grossesse en pratiquant l'abstinence.

Globalement, les résultats du tableau montrent que l'activité sexuelle chez les célibataires est répandue et plus que circonstancielle dans les groupes du secteur instruit et moderne. Il y a à l'intérieur de ces groupes une utilisation étonnamment élevée de contraceptifs. Ces taux sont beaucoup plus élevés que ceux présentés par les études menées au Libéria et au Nigéria mentionnées plus haut, où 22 et 41 % respectivement des hommes ont déclaré avoir utilisé des contraceptifs; mais ces échantillons comprenaient des adolescents tous niveaux d'éducation confondus. Une étude plus semblable à la présente sur les étudiants à Abidjan a montré un taux d'utilisation actuel de 43% (Population Report, 1985 b).

Bien que les utilisateurs ne représentent qu'une petite fraction de la population étudiée, ils démontrent le fait que, à mesure que les contraceptifs deviennent plus accessibles, la communauté les utilise car ils rendent plus facile les modes de comportement qui ont déjà été adoptés, même si ces comportements ne sont pas généralement acceptés par la communauté urbaine. Cependant, le fait que les célibataires, même ceux qui sont instruits, utilisent les contraceptifs ne signifie pas nécessairement qu'ils vont continuer à le faire une fois qu'ils seront mariés. Caldwell (1978) a fait une distinction importante entre les "innovateurs contraceptifs" - ceux qui utilisent les contraceptifs pour éviter les grossesses - et les "innovateurs démographiques" - ceux qui limitent délibérément la taille de leur famille. Ces derniers sont beaucoup moins répandus en Afrique. Nous examinerons quelques unes des attitudes propres aux innovateurs démographiques dans le chapitre 6.

Le nombre d'enfants nés d'unions avant le mariage ou en dehors du mariage sera le dernier sujet de discussion lié à la fécondité et illustré par le tableau 4.7 ci-dessous. Bien que le nombre de célibataires actuels ayant eu des enfants peut-être déterminé, il n'est pas possible d'estimer le nombre d'enfants illégitimes reconnus par les hommes actuellement mariés. Malheureusement, les données disponibles sur les étudiants sont incomplètes à cause d'erreurs commises en interviewant ce groupe sur la question qui nous intéresse. Par conséquent, on a dû l'exclure.

La proportion d'hommes travaillant dans le secteur public et d'ouvriers qui ont eu des enfants nés en dehors du mariage

1. Guèye et Ferry (1985) ont montré que 10% des enfants nés de femmes mariées au Sénégal ont été conçus avant le mariage.

TABLEAU 4.7 PROPORTION DES HOMMES AYANT
UN ENFANT ILLEGITIME OU PLUS

	EFFECTIFS DE CELIBATAIRES
ADMINISTRATEURS	20
ENSEIGNANTS	20
MILITAIRES	17
OUVRIERS	16
TAILLEURS	9
CHAUFFEURS	5
COMMERCANTS	4
MIGRANTS	3,5

est très élevée : entre 16 et 20 % ou plus ont eu un enfant de ce type. Ceux là constituent les groupes qui ont eu une activité sexuelle pré-maritale intense ce qui fait que beaucoup d'enfants peuvent être nés de pères non mariés. Toutefois, il est assez courant que les fonctionnaires et les militaires aient des relations en dehors du mariage. En vérité cela n'est pas dissimulé aux épouses, car si un homme opte pour la polygamie, une certaine période pour les formalités d'approche est inévitable et même si la première femme est contre, elle n'objectera pas très vigoureusement si elle veut demeurer mariée. Même si un homme n'envisage pas de se marier à une autre femme, l'opposition de la part de la première femme ou de la famille de la première femme n'est pas aussi fréquente que dans les pays occidentaux. Concernant les droits durant le mariage, le code de la famille ne fait pas exception, les hommes au Sénégal ont tous les avantages.

A moins qu'il y ait hésitation de la part des hommes dans les groupes du secteur informel pour reconnaître les enfants illégitimes, ce qui est possible mais pas probable, la proportion des hommes ayant des enfants illégitimes est moins élevé que chez les groupes plus éduqués. Comme cela a déjà été mentionné à propos de la culture traditionnelle wolof, si une jeune femme tombe enceinte, on exerce beaucoup de pressions sur son partenaire pour qu'ils se marient. Les hommes plus liés à la zone rurale et aux valeurs traditionnelles sont beaucoup plus exposés à ce genre de pression. En outre, l'âge précoce pour les mariages et un taux élevé de polygamie contribuent à réduire l'incidence de l'illégitimité.

4.3 Résumé du Chapitre

On a montré dans ce chapitre que la famille moyenne dans une grande partie de la population urbaine (le secteur informel et la classe ouvrière) comporte deux femmes ou plus. Entre 50 et 75 % des hommes de ces catégories ont plus d'une femme au moment où ils atteignent la force de l'âge. A l'opposé, seulement 20 % environ des hommes âgés de plus de 40 ans sont polygames chez les fonctionnaires. Dans ce dernier groupe, à cause de l'éducation, l'âge au premier mariage est quelque peu plus élevé que pour les autres catégories socio-professionnelles. Une éducation plus poussée et le retardement du mariage sont également associés avec des unions sexuelles pré-maritales plus fréquentes et bien que la pratique de la contraception soit étonnamment élevée, le nombre de naissances illégitimes dans les groupes éduqués est également élevé.

Concernant la taille moyenne de la famille, il existe parmi les éléments les plus âgés de l'échantillon, des familles étendues directement liée à l'incidence de la polygamie dans le groupe. En général, la prise d'une deuxième femme qui intervient le plus souvent entre 30 et 35 ans a pour effet évident d'augmenter le nombre moyen d'enfants d'un homme de 45 à

54 ans. Le seul groupe où cette relation n'a pas été vérifiée est celui des administrateurs, où des changements possibles dans le mode de mariage et la taille désirée de la famille ont eu un effet de déflation sur le nombre d'enfants; ceci plus chez les jeunes que chez les hommes plus âgés. Ces facteurs n'ont pas épargné les enseignants qui ont le plus petit nombre d'enfants en moyenne entre 45 et 54 ans. Alors qu'on savait qu'une éducation plus poussée des hommes aussi bien que des femmes réduit le nombre d'enfants, l'éducation des hommes a un plus grand effet. De façon général au Sénégal, c'est l'avis de l'homme qui l'emportera dans la famille. Dans le cas d'un choix d'une famille monogamique et nucléaire (deux déterminants importants de la petite famille) l'initiateur du choix sera le mari. C'est lui et non pas sa femme qui décidera ou non de prendre une deuxième femme et lui seul décidera de sa responsabilité financière concernant sa famille étendue. Alors qu'il serait surprenant de trouver une famille nucléaire dans laquelle il n'y ait pas eu quelque accord fondamental entre partenaires sur cette question, les hommes sont les principaux innovateurs en matière de mariage et de structure économique de la famille.

Ainsi, bien qu'aujourd'hui les valeurs et les modes de mariage entraînant de grandes familles prédominent dans plusieurs strates de la société urbaine, chez les hommes très instruits des changements apparaissent dans ces deux domaines. Cependant, même chez les hommes, une tentative délibérée de limiter la taille de la famille n'interviendra probablement que pour un petit sous-groupe car un changement de comportement basé sur des valeurs fondamentales se dessine lentement, même dans des conditions idéales. Nous allons maintenant diriger notre attention sur l'ampleur de la pratique contraceptive dans les différents groupes.

CHAPITRE 5

CONNAISSANCE ET PRATIQUE DE LA CONTRACEPTION

En 1978 lorsqu'on a mené l'enquête Sénégalaise sur la fécondité, on avait trouvé que le taux d'utilisation des contraceptifs modernes chez les femmes était de 1% sur le plan national. En 1982 à la suite de l'enquête Santé Sine-Saloum on a constaté qu'un petit changement était intervenu dans cette région. En dernière analyse, ce taux extrêmement bas de pratique de la contraception n'est pas surprenant puisque c'est seulement en 1980 qu'a été abolie la vieille loi coloniale interdisant la vente des contraceptifs. Avant cela les seuls contraceptifs disponibles au Sénégal étaient délivrés par quelques rares pharmaciens et cliniques privés à un petit nombre de femmes de la classe moyenne à Dakar. Pratiquement aucune information relative aux contraceptifs n'était donnée publiquement.

Au cours des années qui ont suivies, les contraceptifs sont devenus davantage disponibles à Dakar et dans la plupart des centres régionaux du pays. En 1983, lorsqu'il n'y avait que trois cliniques qui opéraient, on estimait à 2600 les contraceptifs qu'elles délivraient à leurs clients par an alors que les pharmaciens fournissaient entre 13000 et 20000 couple-années de protection, la plupart sous forme de condoms. La population d'hommes et de femmes en âge de procréer dans la région du Cap-Vert est estimée à 245000; ainsi le taux d'utilisation de la contraception dans la plus grande zone urbaine était supposée se situer entre 6 et 9% (Nichols et al., 1985). Depuis 1983, on constate une expansion continue des services résultant de l'engagement du Gouvernement et de deux projets financés par l'USAID. Le projet en cours va continuer d'apporter un appui à un large éventail d'activités relatives à la population jusqu'en 1992. Il y a en ce moment cinq cliniques publiques de planification à Dakar et il existe également un plan à l'étude pour étendre ses services à certaines sociétés parapubliques et privées comme la Société de Transport Urbain du Cap-Vert (SOTRAC), la Caisse de Sécurité Sociale et plusieurs usines comme la SOTIBA (Textiles). De surcroît, l'année dernière on a initié des efforts pour informer le public sur les possibilités et les options en matière de contraception autant par les médias qu'au niveau des collectivités.

A la lumière de ces changements, il est raisonnable de s'attendre à un accroissement du nombre d'utilisateurs de contraceptifs à Dakar, même si on doit garder à l'esprit que la disponibilité des contraceptifs est un phénomène encore très récent; et que par conséquent des informations pour savoir comment et où les femmes peuvent en obtenir sont probablement encore réduites à une frange limitée de la population.

5.1 Connaissance des méthodes contraceptives

5.1.1 Perception du problème

Dans notre échantillon on a demandé aux hommes s'ils ont déjà entendu parler des méthodes contraceptives les plus courantes. Les résultats sont présentés au tableau 5.1. Généralement cet ensemble de données est un instrument de mesure de la reconnaissance des noms des différentes méthodes. On a fait un effort pour décrire les méthodes en des termes populaires (en wolof), mais rien n'a été tenté pour avoir la certitude de ce que le répondant a réellement compris à propos de la méthode. Comme dans la plupart des enquêtes de ce type, quelques hommes exagèrent leurs connaissances tandis que d'autres refusent de reconnaître en avoir entendu parler. Et il est évidemment impossible de déterminer l'importance de ces imprécisions.

Ce tableau montre, avec une exception en ce qui concerne les chauffeurs et les migrants, que 79% ou plus des hommes sont familiarisés avec au moins une méthode moderne de contraception. Au sein des groupes ayant un haut niveau d'instruction, la connaissance d'au moins une méthode moderne est universelle et il y a aussi un niveau élevé de connaissance des méthodes dites naturelles (abstinence périodique ou prolongée et coït interrompu ou retrait). Curieusement les hommes les plus proches de la culture traditionnelle avouent moins volontiers avoir déjà entendu parler des méthodes naturelles. Bien que cela puisse paraître surprenant, il est communément trouvé par d'autres chercheurs (Population Reports, 1985a). Une des explications de cette anomalie est que l'information concernant les contraceptifs modernes circule rapidement de bouche à oreille ou se trouve directement dans les pharmacies et dans les marchés. Par contre, les méthodes traditionnelles peuvent être connues dans un contexte différent (comme un interdit religieux par exemple) et par conséquent ne pas considérer comme des contraceptifs.

Les méthodes spécifiques qui sont le plus largement connues au sein des groupes sont les condoms et les pilules. Avec une exception en ce qui concerne les commerçants et les migrants, plus des deux-tiers des hommes de l'échantillon connaissent les condoms. Les dispositifs intra-utérins (DIU), sont aussi relativement bien connus dans quelques groupes. Les spermicides, les injectables, les méthodes de protection féminine étaient connues par la moitié des hommes dans les milieux instruits mais seulement par un petit nombre de ceux qui se situent dans les groupes du secteur informel. En dehors des administrateurs civils (dans 49% des cas), il a été enregistré une très faible connaissance de la vasectomie comme méthode de contraception. Cet éventail de méthodes connues est l'illustration même de la panoplie de contraceptifs qui sont le plus largement distribués au Sénégal, bien que l'ordre ci-dessus indiqué n'est pas forcément celui dans lequel ils se présentent.

TABLEAU 5.1 CONNAISSANCE DES METHODES CONTRACEPTIVES

	* CONNAISSANT AU MOINS UNE METHODE		TYPE DE METHODE CONNUE (EN % DU GROUPE)											
			M O D E R N E N A T U R E L											
TOUTS TYPES	METHODE MODERNE	METHODE NATURELLE	PILU- LILES	DIU	IFEMIN- LINE	IMASCUL- LINE	CONDOM	SPERMI- CIDÉ	INJEC- TION	DIAPHRAGME	RYTHME	RET- RAIT	ABSTIN- ENCE	
ADMINISTRATEURS	100	100	95	99	94	81	49	91	69	61	55	81	73	87
ENSEIGNANTS	100	100	92	100	87	69	26	97	69	54	46	83	58	77
ETUDIANTS	100	100	79	96	59	41	16	97	72	52	52	79	55	62
MILITAIRES	96	95	75	87	50	46	12	93	52	57	39	49	49	62
OUVRIERS	94	86	75	77	48	51	11	80	29	40	29	32	41	64
TAILLEURS	81	79	53	57	38	49	4	67	21	24	17	14	28	43
CHAUFFEURS	86	58	38	50	37	23	0	72	19	39	22	14	28	53
COMMERCANTS	66	79	59	51	16	47	11	39	7	22	6	6	7	36
MIGRANTS	80	63	68	45	15	23	1	48	10	13	6	15	21	70

5.1.2 Comment obtenir les contraceptifs

Il a été également demandé aux hommes d'indiquer trois endroits où l'on peut obtenir des contraceptifs. Le tableau 5-2 donne une classification de leurs réponses. Très peu d'hommes dans les trois groupes les plus instruits ont été incapables de répondre à cette question. Parmi les militaires et les ouvriers, une proportion un peu plus importante n'a pas répondu (22 et 33 % respectivement), alors que dans les groupes du secteur informel plus de la moitié des hommes ont dit ne pas savoir où obtenir les contraceptifs. Parmi ceux qui ont répondu la réponse la plus courante des gens instruits a été "la pharmacie", 65 à 75 % de ceux-ci ont également donné une seconde réponse. Ils ont généralement indiqué d'autres endroits tels que : clinique, médecin ou une PMI (Protection Maternelle et Infantile). Parmi les ouvriers et ceux du secteur informel la proportion d'individus qui ont indiqué les pharmacies est approximativement la même que pour ceux qui ont cité les cliniques ou les médecins. Ceci à l'exception des commerçants qui ont cité les cliniques etc., trois fois plus souvent que les pharmacies. Au sein des groupes du secteur informel, entre 25 % et 33 % seulement des hommes donnèrent deux réponses et moins de 10 % donnèrent trois réponses.

Ces résultats indiquent qu'il y a encore beaucoup à faire pour informer les hommes tant sur la gamme des contraceptifs que sur les endroits où ils peuvent les obtenir. Même les hommes qui ont répondu que les contraceptifs sont disponibles dans les cliniques ne savent pas nécessairement où ces cliniques sont situées. Cette information n'est ni courante, ni largement publiée. Le chercheur principal de cette enquête a eu des difficultés à obtenir les adresses des centres publics de planification familiale à Dakar. Aussi, même si les pharmacies sont disséminées à travers Dakar, se procurer des condoms et autres contraceptifs qu'on vend généralement discrètement n'est pas aussi évident qu'on pourrait le penser. En effet on ne trouve pas dans les pharmacies des indications ou des panneaux auxquels pourraient se référer les utilisateurs qui viennent pour la première fois se procurer des contraceptifs, en vue de leur faciliter la communication avec les vendeurs. Ces derniers ne sont pas non plus formés pour assister les consommateurs dans leur choix des contraceptifs. Il a été proposé que le volet IEC (Information, Education, Communication) du projet de Santé Familiale et Population s'intéresse à ce problème.

5.2 Utilisation des contraceptifs

Les taux d'utilisation de la contraception chez les hommes et leurs partenaires sont présentés au tableau 5.3. Ce tableau indique la proportion des hommes qui n'ont jamais utilisé de contraceptifs et de ceux qui les emploient couramment. Si l'on se réfère aux taux d'utilisation de la contraception en 1983 qui

TABLEAU 5.2 POINTS D'APPROVISIONNEMENT DES CONTRACEPTIFS
(Repartition en % pour chaque groupe)

	CONNAISSANT AU MOINS UN ENDROIT			S A I T	P A S	DONNANT DES RESPONSES MULTIPLES	
	P H A R M A C I E	C L I N I Q U E				2	3
		D O C T E U R / P M I (1)	A U T R E S (2)				
ADMINISTRATEURS	58	38	1	3	63	22	
ENSEIGNANTS	53	38	6	3	74	33	
ETUDIANTS	49	42	5	4	75	38	
MILITAIRES	42	32	4	22	47	21	
OUVRIERS	31	33	3	33	37	12	
TAILLEURS	23	19	2	56	21	6	
CHAUFFEURS	18	24	2	56	25	9	
COMMERCANTS	7	21	5	67	18	6	
MIGRANTS	14	17	17	52	26	10	

(1) Protection maternelle et infantile (PMI)

(2) Amis, marchés, tous les autres points

se situait entre 6 et 9% au Cap Vert, les données issues de ce tableau donnent une bonne illustration des couches de la société qui ont été touchées par l'innovation que constitue la contraception.

5.2.1 Pratique passée de la contraception

En ce qui concerne l'utilisation antérieure de méthodes modernes, on a constaté parmi les différents groupes un niveau variable mais élevé ; ceci à l'exception des commerçants et des migrants parmi lesquels 7 à 9% des hommes n'ont jamais utilisé de contraceptifs. Dans le cas des étudiants, le degré d'expérimentation des méthodes modernes est de 100%. Parmi les enseignants et les administrateurs civils, la proportion des hommes qui ont eu recours à la contraception moderne est respectivement de 70 et 83%. Cette proportion décroît avec les hommes les moins instruits dans l'armée et à l'usine, mais elle reste toujours relativement élevée, se situant respectivement entre la moitié et le tiers des hommes dans ces groupes. En outre, même parmi les chauffeurs et les tailleurs on arrive difficilement à un nombre peu significatif d'hommes (18 et 16%) qui ont au moins essayé les contraceptifs. Lorsque l'on considère ceux qui utilisent des méthodes naturelles, il apparaît évident qu'au sein des groupes de gens les plus instruits, on trouve essentiellement les mêmes hommes qui utilisent déjà les méthodes modernes. Par contre, dans les groupes du secteur informel, l'échantillon d'hommes qui utilisent déjà les méthodes naturelles n'est pas le même que celui qui a recours aux méthodes modernes.

5.2.2 Pratique actuelle de la contraception

Les parties B et C du tableau 5-3 présentent le taux d'utilisation actuelle des contraceptifs ainsi que les méthodes et ceux qui les emploient. Dans ce tableau, si un homme a indiqué qu'il utilise plus d'une méthode, il n'a été retenu que la méthode la plus effective, ainsi l'ensemble reflète réellement le taux d'utilisation de chaque groupe. Examinons d'abord la colonne qui totalise les hommes utilisant actuellement les méthodes modernes. Parmi les étudiants la proportion de ceux-ci est encore la plus élevée. Presque la moitié de ce groupe a indiqué qu'elle utilise couramment les méthodes modernes, essentiellement les condoms. L'utilisation des contraceptifs par les jeunes et les non mariés est généralement plus importante que chez les plus âgés, comme l'illustre la partie C. Le niveau élevé de pratique de la contraception chez les jeunes est souvent contraire aux prévisions et va au delà des souhaits de certains "concepteurs" de projets de planification familiale. Ceci est certainement vrai au Sénégal où ceux qui offrent des services montrent une grande hésitation à donner des contraceptifs à des jeunes hommes et jeunes femmes non mariés de peur d'être accusés de corruption morale de la jeunesse.

5.3 PRATIQUE DE LA CONTRACEPTION (1)

	A. % UTILISANT AVANT AU MOINS UNE METHODE		B. % PRATIQUANT ACTUELLEMENT											TOTAL		C. % UTILISANT ACTUELLEMENT 1 METHODE				
	TOUTS TYPES	METHODE MODERNE	METHODE NATURELLE	MODERNE							NATURELLE				UNE METHODE MODERNE	METHODE QUELCONQUE	SITUATION MATRIMONIALE		AGE	
				PILULE	DIU	STERIL. FEMININE	CONDOM	SPERMI- CIDIE	INJEC- TION	DIA- PHRAGME	RYTHME	RETRAIT	ABSTI- NENCE	(1)			MARIES	18 - 34	35 - 54	
GRATEURS	89	83	51	18	6	2	7	4	-	-	14	1	1	37	53	35	38	43	34	
ANTS	78	70	41	18	3	-	19	2	-	1	11	-	2	43	56	52	34	53	28	
TS	100	100	30	7	-	-	39	3	-	-	17	-	-	49	66	51	29	49	-	
ES	63	57	32	5	2	-	17	-	-	-	5	1	5	24	35	37	15	25	21	
	43	31	27	3	2	-	7	-	1	2	1	-	11	15	27	26	9	18	7	
S	27	18	13	3	-	-	4	-	-	-	-	1	6	7	14	10	5	8	6	
RS	32	16	21	-	-	-	2	-	-	-	1	-	12	2	13	7	0	4	0	
NTS	9	7	3	1	-	-	2	1	-	-	-	-	1	4	5	8	2	7	0	
	18	9	12	-	-	-	5	-	-	-	-	1	3	5	9	9	0	6	2	

end les celibataires, veufs et divorces
centages calcules sur 100 cas dans chaque groupe sauf dans celui des migrants (n=200)

Parmi les militaires, les ouvriers et les groupes du secteur informel, le condom est la méthode moderne la plus utilisée. L'analyse des données sur les utilisateurs courants par âge et statut matrimonial (partie C du tableau) fait encore ressortir que ce sont les jeunes et les non mariés qui utilisent le plus volontiers les contraceptifs. Ainsi comme pour les étudiants, chez les militaires et même dans les groupes les plus conservateurs, les contraceptifs sont utilisés essentiellement pour éviter les grossesses pré-nuptiales. En dépit des hésitations de ceux qui conçoivent les programmes de planification, cette constatation est un signe encourageant. Pour une raison bien simple--c'est que ceci contribue à la diminution du nombre d'enfants illégitimes qui, s'ils ne constituent pas un problème majeur au Sénégal n'en est pas moins connu pour être en accroissement dans les zones urbaines. En revanche, l'utilisation des contraceptifs avant le mariage ne signifie pas forcément que les hommes veulent opter pour une famille plus réduite lorsqu'ils seront mariés. Pourtant le fait d'avoir l'expérience des contraceptifs, pourrait inciter ces hommes à les utiliser plus volontiers pour espacer les naissances. Lequel espacement des naissances est souhaité par un grand nombre d'hommes de tous les groupes, comme cela sera démontré dans la partie suivante.

Les variations constatées des méthodes préférées suivant les différents groupes sont révélatrices des motivations des utilisateurs. Chez les administrateurs et les enseignants pour lesquels on enregistre également un taux élevé d'utilisation courante de contraceptifs (37 et 43% respectivement), on constate une préférence différente de celle observée chez les étudiants et les militaires. Dans les premiers groupes il y a une grande proportion d'hommes plus âgés et mariés dont les femmes sont utilisatrices de contraceptifs. En outre l'utilisation plus importante des pilules, des D.I.U. et même de la stérilisation féminine comparée à celle des condoms indique une tendance de contrôler la fécondité dans le mariage et contredit l'idée communément admise que les hommes de la classe moyenne utilisent les contraceptifs essentiellement dans les unions extra-maritales. Au contraire c'est au sein de cette couche de la société que l'on commence à utiliser les contraceptifs pour espacer les naissances et même limiter la taille de la famille.

L'utilisation courante des méthodes naturelles est importante dans tous les groupes mais plus particulièrement au sein du secteur informel où dans la plupart des cas elles sont utilisées deux fois plus que les méthodes modernes. Le type de méthode utilisé varie également en fonction du niveau d'instruction. Les groupes les plus instruits déclarent plus fréquemment utiliser la méthode des cycles et rarement ils mentionnent l'abstinence prolongée, alors que chez les ouvriers et deux groupes du secteur informel la situation est inverse. Cette conclusion n'est pas surprenante étant donné que la plupart des hommes illettrés sont totalement ignorants de la

manière dont le système de reproduction humaine fonctionne. En réponse à une question concernant la période pendant laquelle une femme conçoit plus facilement un enfant, moins de 15% des hommes dans les groupes du secteur informel ont répondu correctement alors que ce chiffre est de moins de 27% chez les ouvriers et de moins de 44% chez les militaires. Même dans les groupes des gens instruits seulement 60 à 65% ont répondu correctement.

Ces conclusions qui ressortent de cette analyse touchent à un point crucial qui doit être pris en compte dans le programme IEC du projet Santé et Population. Ainsi il y a nécessité de donner un cours explicite sur la sexualité humaine au niveau des écoles d'enseignement moyen (CES) et pour les couches de la population plus âgée ou non scolarisée. Les discussions de groupe à instaurer dans les communautés doivent partir de l'hypothèse que les hommes savent très peu ou rien à propos du système de reproduction. Il est possible que lorsqu'elle est bien comprise la méthode du cycle puisse attirer plus de couples parmi ceux qui ont des réticences en ce qui concerne les autres méthodes. Dans tous les cas, il y a peu d'espoir d'impliquer d'une manière significative les hommes dans le contrôle de la fécondité s'ils demeurent ignorants dans ce domaine.

5.3 Attitude incitant à l'utilisation des contraceptifs

L'enquête a posé une série de questions ayant pour objectif d'évaluer le niveau actuel d'acceptation de la contraception chez les hommes se trouvant dans des situations et des contextes différents. Même si ces questions posent de nombreux problèmes, dont les moindres ne sont pas les risques d'erreurs de réponses, elles peuvent fournir des informations utiles voire nécessaires sur un sujet qui a fait l'objet de beaucoup de spéculation. Les gens qui travaillent dans le secteur de la Santé au Sénégal pensent généralement que ceux qui voudraient utiliser des contraceptifs le souhaiteraient simplement dans le but d'espacer les naissances. L'idée de la limitation des naissances à quelque parité que ce soit constitue un tabou dans cette culture. L'espacement des naissances se trouve être d'autre part un concept beaucoup plus accepté culturellement. La société sénégalaise possède une "doctrine" qui porte une attention spéciale au préjudice possible sur la santé de la mère de l'enfant si une période culturellement déterminée entre les naissances n'est pas observée. En effet l'on considère comme une infortune une naissance qui suit une autre à moins de 18 mois d'intervalle environ. Un intervalle intergénéral plus court (appelé NEF en wolof) est inacceptable. La pratique traditionnelle chez les wolofs et d'autres groupes ethniques au Sénégal d'autrefois comportait une période d'allaitement post-partum de deux ans et une interdiction de relations conjugales pendant cette période ou une période plus longue. Parce que la confiance qu'on avait en la séparation physique (mécanisme traditionnel pour assurer la

garantie de cette pratique d'espacement) a disparu au Sénégal moderne, on aurait du s'attendre à ce que l'on recherche activement une méthode alternative sans risque pour espacer les naissances. Il y a d'autres méthodes d'ordre culturel d'importance égale ou plus grande que celle que l'on vient d'évoquer qui sont des écueils à l'adoption de l'innovation en matière de contraception.

5.3.1 Raisons du non recours aux contraceptifs

A l'échantillon d'hommes qui ont déclaré que leurs femmes n'avaient jamais utilisé de contraceptifs, on a demandé pourquoi elles ne l'avaient jamais fait. Les réponses figurent au tableau 5-4. La première raison qui apparaît immédiatement est que les hommes ne pensent pas être un obstacle dans la position que leurs femmes adoptent vis-à-vis de l'utilisation des contraceptifs. Bien que ce soit la raison parfois invoquée par les femmes. Ni les risques, ni les effets secondaires sur la santé ne semblent constituer un problème important. La religion, par contre, constitue un obstacle plus important dans le secteur informel, bien qu'elle puisse être le prétexte dont use le mari pour manifester sa propre désapprobation plus qu'un réel problème pour ses femmes.

Dans une récente enquête (Nichols et al., 1985), il a été demandé aux femmes qui avaient bénéficié des services de "planning familiale" à Dakar, pourquoi la plupart des femmes ne l'utilisaient pas, elles ont répondu qu'elles considéraient que le manque d'informations et l'opposition de leur mari constituaient les obstacles majeurs.

Les deux types de raisons qui étaient invoquées par l'écrasante majorité sont les suivantes pour tous les groupes : "Ma femme veut beaucoup d'enfants" ou "utiliser des contraceptifs ne fait pas partie de nos coutumes". D'autres réponses ne manquent pas de pittoresque : "Elle n'a pas l'habitude de ce genre de choses" et "Elle n'a jamais pensé aux contraceptifs". Mais ce "elle", dans la plupart des cas est évidemment une projection du propre point de vue de l'homme interviewé. Les deux types de réponses peuvent représenter deux attitudes psychologiques très différentes: le premier constituant des valeurs profondément enracinées et l'autre se situant dans des normes plus superficielles. Mais on ne peut que spéculer à propos des différences sans informations supplémentaires.

Cette discussion donne un éclairage intéressant au fait que, bien que très peu d'hommes aient répondu qu'ils ne savaient pas pourquoi leurs femmes n'ont jamais utilisé de contraceptifs, une grande majorité d'homme du secteur informel (entre 80 et 95%) n'ont jamais discuté de ce problème avec leurs épouses (voir tableau 5-5). Encore une fois ce n'est pas

TABLEAU 5.4 PERCEPTION DES HOMMES QUANT A L'OPINION
DE LEURS EPOUSES SUR LA CONTRACEPTION

pourquoi n'utilisent jamais (% de non utilisatrices)

	RELIGION	OPPOSI- TION DU MARI	PAS NOTRE COUTUME	VEUT AVOIR DES ENFANTS	SANTE	NE SAIT PAS	AUTRES	N
ADMINISTRATEURS	13	0	44	43	0	0	0	23
ENSEIGNANTS	6	6	23	59	6	0	0	17
MILITAIRES	2	5	29	48	0	2	14	42
OUVRIERS	6	4	36	30	2	2	20	53
TAILLEURS	26	4	47	15	4	2	2	47
CHAUFFEURS	13	2	54	25	0	2	4	61
COMMERCANTS	17	0	63	12	0	3	5	61
MIGRANTS	25	1	39	25	0	4	6	81

TABLEAU 5.5
DISCUSSIONS ENTRE ÉPOUX
SUR LA CONTRACEPTION (1)

	%	N
	DISCUTANT	
ADMINISTRATEURS	76	80
ENSEIGNANTS	69	54
MILITAIRES	48	60
OUVRIERS	30	65
TAILLEURS	18	56
CHAUFFEURS	20	69
COMMERCANTS	5	63
MIGRANTS	9	85

(1) hommes actuellement mariés seul

la manière dont les choses se passent traditionnellement. En effet dans le contexte traditionnel on accorde peu d'importance aux liens affectifs entre mari et femme, alors qu'au sein des couples modernes s'établit une communication à propos de problèmes intimes comme la contraception. Dès lors il n'est pas surprenant que le degré de communication entre époux en ce qui concerne les contraceptifs soit plus courant dans les groupes les plus instruits.

5.3.2 Situations dans lesquelles l'utilisation des contraceptifs serait acceptée.

Les réponses, aux questions posées pour connaître les opinions sur les situations dans lesquelles les contraceptifs devraient être employés, indiquent qu'il y a des changements évidents dans la façon de penser des hommes, même si ceci ne se reflète pas dans leur comportement. Le tableau 5-6 donne pour chaque groupe la proportion d'hommes qui conseilleraient à leurs femmes l'utilisation des contraceptifs suivant différentes situations. Ce tableau 5-6 montre également qu'il y a une acceptation presque unanime des contraceptifs lorsqu'une grossesse constitue un danger pour la santé de la femme. Ceci n'est pas surprenant, dans la mesure où cette situation est une des circonstances décrites dans les petits traités d'exégèse islamique que la plupart des hommes connaissent. Les opinions concernant l'espacement et la limitation de la taille de la famille (pour raison d'insuffisance de moyens financiers ou lorsque le nombre d'enfants désiré est atteint), sont assez significatives dans les trois groupes les plus instruits et un petit peu moins chez les militaires. 80% ou plus des hommes de ces trois groupes seraient favorables à l'utilisation des contraceptifs dans les trois situations. Cependant, l'espacement des naissances est plus accepté que la limitation, même dans ces groupes.

Plus surprenant sont les points de vue des hommes du secteur informel et industriel. Parmi les ouvriers, à peu près 75 % des hommes sont favorables à l'application de mesures pour espacer les naissances et plus de la moitié de l'échantillon ont indiqué qu'ils étaient également favorables à la limitation de la famille pour des raisons financières ou lorsque celle-ci a atteint la taille désirée. Il y a, en fait, une grande variation dans les opinions du secteur informel. Plus de la moitié des tailleurs et des chauffeurs sont favorables aux contraceptifs pour l'espacement et plus du tiers de chaque groupe est en faveur des mesures pour limiter la taille de la famille. Les commerçants et migrants, qui constituent les groupes les plus récemment urbanisés, ont la plus faible proportion d'hommes favorables à l'utilisation des contraceptifs, bien que, comme dans les autres groupes, l'espacement des naissances constitue à leurs yeux une circonstance acceptable : circonstance pour laquelle plus du tiers des hommes seraient disposés à opter pour la contraception.

TABLEAU 5.6
SITUATIONS DANS LESQUELLES LES HOMMES
UTILISERAIENT LES CONTRACEPTIFS (1)

(Répartition en pourcentage)

	ISANTE DE LA MERE	POUR ESPACER	MOYENS INSUF- FISANTS	POUR LIMITER
ADMINISTRATEURS	100	90	80	81
ENSEIGNANTS	100	94	92	84
ETUDIANTS	100	95	90	87
MILITAIRES	97	86	77	80
OUVRIERS	95	74	65	58
TAILLEURS	89	52	38	35
CHAUFFEURS	81	56	43	34
COMMERCANTS	82	41	26	22
MIGRANTS	91	35	31	26

(1) 100 cas dans chaque groupe
sauf dans celui des
migrants (n=200)

S'il y a une chose qu'il est difficile de mesurer dans les enquêtes d'opinion et qui est cependant importante dans la prédiction des comportements futurs, c'est la confiance que l'on peut accorder aux opinions enregistrées. Pour contourner ces difficultés, Hauser (1983) a recommandé que la fiabilité entre deux questions semblables soit considérée. Le coefficient de la fiabilité entre les deux questions concernant la limitation de la famille (colonnes 3 et 4 du tableau 5.6) est très forte comme on aurait pu s'y attendre. Le tableau 5.7 donne une idée de la fiabilité des réponses sur l'espacement des naissances. En effet l'énoncé de cette question précise en l'occurrence, qu'il s'agit d'un intervalle intergénéral court et l'on a demandé aux hommes quelles sont les dispositions qu'ils auraient prises si leurs femmes avaient à confronter cette situation. Comme on peut le constater, la proportion d'hommes au sein des groupes qui voudraient utiliser les méthodes modernes dans ce cas, est pratiquement la même que celle trouvée pour des questions moins précises sur l'espacement, (tableau 5.6). De surcroît, le caractère saillant du concept de "NEF" (court intervalle intergénéral) est mis en exergue car il n'y a qu'une très faible proportion d'hommes qui fermeraient les yeux sur cette situation (première colonne du tableau 5.7). Ceux qui ne voudraient pas utiliser les contraceptifs modernes devraient alors se tourner vers l'abstinence ou essayer d'autres méthodes moins efficaces comme les gris-gris et les herbes.

5.4 Résumé du chapitre

Les opinions des hommes sur la contraception, la fiabilité et la conviction de ces opinions au sein des groupes ainsi que leur diversité selon les classes sociales, reflètent le fait que la société urbaine est en pleine mutation. Même si les changements intervenus ne se manifestent pas encore dans les comportements, c'est le moment où l'angoisse vécue par ceux qui doutent des systèmes de croyance traditionnelle est extrême, surtout quand ceci porte le risque de désapprobation sociale. Dans la mesure où les hommes, davantage que les femmes, se considèrent comme les gardiens de l'héritage culturel, le poids que cela constitue pour eux doit être d'autant plus grand (1).

L'analyse, dans ce chapitre, des connaissances, de l'utilisation et de l'opinion des hommes sur la contraception, a révélé un certain nombre de résultats inattendus. En premier lieu, on a constaté qu'une sensibilisation générale sur les contraceptifs modernes a atteint toutes les couches de la société urbaine. Même dans les quartiers les plus traditionnels,

1. Que ceci soit exact ou non, peut se discuter. Voir F. Sow, (1980) pour une discussion des femmes en tant qu'agent de transmission de l'éthique de la culture wolof... teranga.

TABLEAU 5.7 UTILISATION DE CONTRACEPTIFS EN CAS DE "NEF"
(INTERVALLE INTERGENESIQUE RAPPROCHE)

(Repartition en pourcentage) (1)

	AUCUNE	METHODE	ABSTI-	METHODE	(2)	NE	
		MODERNE	INENCE	TRADIT-	AUTRES	SAIT	
				IONNELLE		PAS	
ADMINISTRATEURS	3	91	5	0	0	1	
ENSEIGNANTS	2	93	5	0	0	0	
ETUDIANTS	1	92	3	0	0	4	
MILITAIRES	3	77	18	0	0	2	
OUVRIERS	9	67	12	5	2	5	
TAILLEURS	14	52	21	3	7	3	
CHAUFFEURS	16	54	15	8	4	3	
COMMERCANTS	17	45	24	6	1	7	
MIGRANTS	18	35	18	15	2	12	

(1) 100 cas dans chaque groupe sauf dans celui des migrants (n=200)

(2) comprend des réponses telles que:
"consulterait un docteur"
"consulterait un guérisseur"

et par conséquent les plus conservateurs sur le plan religieux, environ 60% des hommes ont entendu parler de condoms et de pilules bien qu'ils disent ne pas savoir ni comment ni où ils peuvent se les procurer.

Plus surprenant est le taux d'utilisation actuel et passé des contraceptifs. En effet au sein de la population jeune et instruite s'est instaurée la pratique de l'utilisation occasionnelle ou régulière des condoms, comme chez les militaires. Entre 25 et 50 % des hommes de cette tranche d'âge et de ce groupe social sont des utilisateurs courants de contraceptifs. Dans les milieux moins privilégiés aussi, la jeunesse commence à adopter les méthodes modernes. Un peu moins de 10% des jeunes gens dans les groupes du secteur informel sont des utilisateurs courants.

Un tel taux étendu de l'utilisation présage une révolution de la contraception. Ceci est en train de s'imposer par des changements dramatiques qui interviennent dans la société africaine urbanisée qui a généré de nouvelles mœurs sexuelles et de nouveaux modèles de comportements en particulier chez les jeunes. Cette transition ne signifie pas que la plupart des hommes voudraient des familles de taille plus petite une fois mariés, bien que nous ayons montré qu'un nombre important d'hommes de haut niveau d'éducation sont déjà prêts à utiliser les contraceptifs après le mariage pour limiter le nombre d'enfants qu'ils mettent au monde.

Une telle transition démographique est le signe d'un tournant psychologique et dépendra autant des changements économiques que des changements d'attitude concernant la structure de la famille. Cet argument sera développé dans le chapitre 6 où seront analysés les paramètres de la famille idéale et les données supplémentaires sur les relations entre époux et entre parents - enfants.

CHAPITRE 6

LA TAILLE IDEALE DE LA FAMILLE ET LES ATTITUDES FACE AU CONTROLE DE LA FECONDITE

La logique habituelle pour l'étude du nombre d'enfants désirés veut que le comportement de reproduction des individus repose sur le concept d'une famille idéale. Si cet idéal est conforme à celui des autres, il se traduit par un objectif qui est sensé avoir un effet sur le nombre actuel d'enfants d'un couple. L'indice brut de mesure est utilisé pour estimer les tendances d'évolution de la fécondité ou, dans le cas de pays où l'incidence de la contraception est basse, cet indice sert à mesurer la disparité entre la fécondité actuelle et la fécondité désirée.

Les résultats analysés au chapitre 5 et afférents à l'utilisation des contraceptifs indiquent qu'il y a un nombre considérable d'hommes qui utilisent des contraceptifs ou ont l'intention de le faire dans le but d'espacer ou de limiter les naissances. Mais il n'apparaît pas de façon évidente à travers ces données, comment ceci va influencer sur la taille de leurs familles. Même s'il y a des problèmes avec l'indice de la famille idéale, il donne quand même une idée sur les paramètres futurs de la famille qui auraient autrement fait défaut.

L'Enquête Mondiale sur la Fécondité et les enquêtes CAP qui ont été réalisées sur les femmes de l'Afrique Sub-saharienne au cours de la dernière décennie, ont fait ressortir les idéaux de taille de la famille qui sont les plus élevés dans le monde. Des 9 études par pays rassemblées dans une récente publication sur la population (Goliber, 1985), il ressort qu'un seul pays (le Lesotho) a une moyenne de taille de la famille désirée de moins de six enfants. Le Sénégal est en deuxième position, après la Mauritanie, avec une taille désirée de la famille de 8,8 enfants, une moyenne qui est plus importante que le taux actuel de fécondité qui est de 7,1. Ceci signifie que les femmes au Sénégal et dans d'autres pays africains ont de grandes familles parce qu'elles le veulent et le considèrent comme étant dans leur intérêt. Cependant, une analyse plus récente des données de l'Enquête Sénégalaise sur la Fécondité (ESF) de 1978 sur le nombre d'enfants désirés, analyse faite par Sow (1985), indique qu'un sous-groupe des femmes urbaines instruites aspirent à avoir une famille de taille plus réduite, ne souhaitant avoir en moyenne que six enfants seulement.

Les données sur la famille idéale chez les hommes ne sont pas disponibles pour le Sénégal et font généralement l'objet de peu de recherches. Le tableau 6.1 ci-dessous reproduit quelques résultats pertinents, issus d'enquêtes sur les hommes vivant en zones urbaines en Afrique entre 1962 et 1978 (très peu de temps

après que les contraceptifs aient été introduits). Ce tableau montre que même dans les zones urbaines, seulement une petite minorité d'hommes veulent des familles de quatre enfants ou moins. Environ 65 et 75 % des hommes enquêtés dans ces études voudraient cinq enfants ou plus. Ces données permettent d'analyser ces résultats dans un contexte plausible.

TABLEAU 6.1 TAILLE DE LA FAMILLE IDEALE : PROPORTION D'HOMMES DESIRANT QUATRE ENFANTS OU MOINS DANS DES ENQUETES CAF EN AFRIQUE (1963-1978).

<u>Population de l'enquête</u>	<u>Année</u>	<u>% désirant 4 ou moins</u>
Ghana - élite urbain	1963	33
Ghana -urbain	1965	37
Kenya -urbain	1966	32
Burkina Fasso-urbain	1968	26
Nigéria -Lagos	1973	33
Nigéria -Ibadan	1973	21
Nigéria-Lagos et Ibadan	1978	29

Source: Wade, 1978.

6.1 Variations de la taille idéale de la famille

La structure de la famille désirée par les personnes interviewées à travers les catégories professionnelles est présentée au tableau 6.2. La moyenne du nombre d'enfants souhaités se situe entre 4,3 pour les étudiants et 9,2 pour les chauffeurs. Comme prévu, les groupes les mieux instruits veulent des familles plus petites (environ 6 enfants ou moins) que les ouvriers et ceux du secteur informel. Mais les variations entre les groupes de gens instruits sont considérables, les moyennes vont de 2 enfants chez les administrateurs à 6,3 chez les étudiants. Cependant, au sein des administrateurs (comme pour la plupart des autres groupes) une grande partie de la famille désirée est composée d'enfants qui sont déjà nés (et qu'on ne pourrait pas rejeter). Tandis que pour les étudiants les réponses sont presque entièrement hypothétiques dans la mesure où très peu d'étudiants ont déjà fondé leur foyer. En fait, probablement beaucoup parmi eux n'avait jamais pensé à cette question auparavant. Dès lors, il est clair que les réponses données ignorent le type de réalités auxquelles les hommes mariés sont confrontés telles les aspirations des femmes concernant la taille de la famille ou la pression sociale à laquelle ont été déjà soumis les couples que l'on considère ne pas avoir un nombre suffisant d'enfants en une période donnée. Les réponses des hommes plus âgés prennent davantage en compte ces facteurs.

TABLEAU 6.2 TAILLE IDEALE DE LA FAMILLE ET REPARTITION
PAR SEXE IDEALES

	TAILLE IDEALE (1)				SEXE IDEAL (2)				
	MOYENNE 1% 4 MOINS	DU 5 MOINS	DU 6 PLUS	1% RNN (2)	MOYENNE FILLES	MOYENNE GARCONS	IN'IMPORTE LEQUEL (3)	1% RNN (2)	
ADMINISTRATEURS	6,3	30	54	39	7	2,7	3,6	15	2
ENSEIGNANT	5,4	40	66	30	4	1,9	3,1	13	1
ETUDIANTS	4,3	57	75	17	8	1,5	2,8	13	6
MILITAIRES	5,6	36	50	37	13	2,1	3,2	13	4
OUVRIERS	6,9	16	34	42	24	2,7	4,0	10	19
TAILLEURS	7,2	14	21	32	47	2,1	4,6	32	9
CHAUFFEURS	9,2	5	15	46	39	2,9	5,6	23	23
COMMERÇANTS	8,1	3	10	24	66	2,6	4,7	50	20
MIGRANTS	8,1	7	15	40	45	2,7	5,1	34	15

(1) Taille idéale = le nombre d'enfants
vivants plus le nombre desiré au futur

(2) % de réponses non-numériques;
telles que "Ca depend de Dieu"

(3) % qui désire "quel que soit le sexe"

Si l'on analyse les moyennes de taille de la famille désirée il est important de souligner la proportion des réponses non numériques dans chaque groupe (colonne 4). Dans le secteur informel le degré de réponses non numériques données par les hommes est extrêmement élevé, entre 45 et 66 % des groupes (1). Les hommes refusèrent de répondre en termes de nombre en dépit des efforts de reformulation de la question. Généralement ils ont indiqué que le nombre d'enfants que l'on a est entre les mains de Dieu. Ce type de réponse est l'expression même d'un fatalisme psychologique (et, dans quelques cas, de la nature superstitieuse), de beaucoup d'hommes non instruits. Toutefois il est important de noter que ceci n'était pas lié à l'affiliation ou l'appartenance à une confrérie particulière comme on s'y attendait. Il y avait, par ailleurs, de l'autre côté, une très forte proportion de maris polygames parmi les hommes de cette catégorie. Par conséquent, il apparaît que l'on peut formuler sans risque l'hypothèse que la taille des familles que ces hommes trouveraient désirable se situerait du côté élevé de la balance et tendrait à accroître les moyennes dans une certaine mesure. Dans le cas des hommes polygames qui ont précisé leurs idéaux de famille, les effets des réponses qui incluent les enfants vivants et désirés par plusieurs femmes sont contrôlés en tenant compte de ceux dont l'idéal de la famille est seulement de 4 ou 5 ou moins (colonne 2 et 3).

La proportion des hommes dans chaque groupe qui ont dit que leur famille idéale était de 4 ou 5 (ou moins) enfants varie de manière prévisible. Parmi les groupes instruits 4 ou 5 enfants étaient des réponses-type, alors que 4 enfants ou moins constituaient l'idéal pour 30 à 40 % de ces groupes (à l'exception des étudiants), dans les groupes des secteurs informel et industriel, le nombre d'hommes qui ont donné le chiffre de 4 ou 5 enfants comme étant l'idéal est plus petit, bien que 5 enfants semblent être plus acceptables que 4. A l'exception des ouvriers dont le tiers ont précisé que 5 enfants ou moins constituaient l'idéal, la proportion des hommes dans les groupes du secteur informel désirant 5 enfants (ou moins) seulement, est assez faible, se situant entre 10 et 25 %.

1 En guise de comparaison, dans l'Enquête Sénégalaise sur la Fécondité (1978), les réponses de ce type données par les femmes étaient de l'ordre de 30%.

6.1.1 Répartition par sexe

En ce qui concerne la structure par sexe de la famille idéalisée dans les différents groupes, on préfère avoir plus de garçons. Les différences de taux constatés entre les sexes sont plus petites chez les gens instruits lorsqu'on les compare à ceux des analphabètes. Dans le premier groupe on souhaite environ un garçon de plus, alors que dans le second on souhaite environ deux garçons de plus. La proportion d'hommes qui ont déclaré que peu leur importait la répartition des enfants par sexe dans la famille varie considérablement à travers les groupes. Il semble que les groupes du secteur informel accordent moins d'importance à ce problème, mais en fait ceux-ci constituent l'échantillon qui a donné des réponses non numériques aux questions sur le nombre idéal d'enfants. Leurs réponses reflètent ici moins une attitude égalitariste en ce qui concerne les enfants mâles ou femelles, qu'une acceptation passive de ce que veut Allah. Un petit groupe d'hommes parmi les gens instruits semble adopter une attitude plus égalitaire en ce qui concerne le sexe des enfants dans la famille, ou tout au moins en donne l'impression.

6.1.2 Taille de la famille désirée en fonction de l'âge et du statut matrimonial.

Le tableau 6.3 présente les moyennes sur la taille de la famille désirée et le pourcentage d'hommes qui veulent quatre enfants ou moins suivant les différents groupes d'âge. En général, on constate une progression en hausse des moyennes, partant des plus petites aux plus grandes tailles de la famille au fur et à mesure qu'on avance en âge, et les progressions les plus importantes en ce qui concerne l'âge se constatent au sein des groupes les plus âgés. Les raisons de ce phénomène qui ont été analysées plus haut sont dues autant à l'opposition des réalités vécues par les célibataires et les hommes mariés qu'à l'effet des familles polygamiques établies. Ces différences apparaissent clairement au tableau 6.4 qui donnent le même schéma de répartition pour les hommes de statut matrimonial différent. Dans 5 des 9 groupes, les monogames veulent deux enfants de plus que les non mariés, bien que les chiffres absolus varient de groupes de gens instruits à ceux des non scolarisés. L'idéal pour les hommes polygames est plus élevé que pour les monogames dans tous les groupes sauf deux. Les chiffres vont de 11,6 à 13,2 enfants. Les différences entre les hommes mariés et ceux qui ne le sont pas sont évidentes lorsqu'on examine le pourcentage du groupe d'hommes désirant quatre enfants ou moins par rapport aux groupes qui sont sensibles aux cas déviants. Dans presque tous les groupes le pourcentage des célibataires qui veulent des familles relativement petites est plus important que celui des monogames. Pour approfondir l'analyse, dans 5 groupes, la proportion d'hommes célibataires qui veulent quatre enfants ou moins, est

TABLEAU 6.3 NOMBRE MOYEN IDEAL D'ENFANTS SELON
L'AGE DE L'ENQUETE (1)

	(2)	18 - 24		25 - 34		35 - 44		45 - 54		
		MOYENNE N DESIREE	12 4 OU MOINS	MOYENNE DESIREE	12 4 OU MOINS	MOYENNE DESIREE	12 4 OU MOINS	MOYENNE DESIREE	12 4 OU MOINS	
ADMINISTRATEURS	93	-	-	14,8 (35)	46	15,5 (33)	33	19,6 (25)	12	
ENSEIGNANTS	96	14,7 (3)	33	14,6 (55)	47	15,9 (29)	36	18,4 (9)	22	
ETUDIANTS	92	14,3 (83)	64	14,9 (9)	44	-	-	-	-	
MILITAIRES	87	14,9 (15)	60	15,1 (47)	47	16,8 (25)	21	-	-	
OUVRIERS	76	15,8 (23)	26	16,5 (35)	23	18,1 (14)	14	13,8 (4)	0	
TAILLEURS	53	16,3 (13)	38	17,6 (23)	22	16,2 (13)	23	10,75 (4)	25	
CHAUFFEURS	61	16,9 (11)	9	19,0 (23)	9	10,1 (17)	11	10,4 (10)	0	
COMMERCANTS	34	18,2 (5)	0	16,0 (16)	19	10,1 (10)	0	13,0 (3)	0	
MIGRANTS	110	16,9 (45)	24	17,6 (35)	3	19,1 (18)	6	13,1 (12)	8	

(1) Effectifs entre parentheses

(2) Ceux donnant des reponses numeriques seulement

TABLEAU 6.4 NOMBRE MOYEN IDEAL D'ENFANTS SELON
LA SITUATION MATRIMONIALE ACTUELLE (1)

	CELIBATAIRES		MONOGAMES		POLYGAMES		AUTRES (3)						
	(2)												
	N	MOYENNE DESIREE	% 4 OU MOINS										
ADMINISTRATEURS	93	13,9	(18)	72	16,3	(67)	24	113,2	(16)	0	15,5	(2)	50
ENSEIGNANTS	96	14,3	(38)	58	15,6	(47)	30	111,6	(5)	20	14,7	(6)	33
ETUDIANTS	92	14,3	(86)	63	14,5	(6)	50	-	-	-	-	-	-
MILITAIRES	87	14,6	(34)	65	16,3	(51)	25	16,0	(1)	0	13,0	(1)	100
OUVRIERS	76	15,9	(33)	27	16,8	(35)	20	112,0	(8)	0	-	-	-
TAILLEURS	53	16,1	(25)	36	17,5	(23)	22	112,7	(3)	0	18,5	(2)	0
CHAUFFEURS	61	17,0	(19)	16	19,1	(28)	7	112,7	(11)	0	110,3	(3)	0
COMMERCANTS	34	17,3	(14)	7	19,2	(17)	12	16,5	(2)	0	16,0	(1)	0
MIGRANTS	110	17,0	(66)	18	19,4	(35)	6	111,6	(8)	0	16,0	(1)	0

(1) Effectifs entre parentheses

(2) Ceux donnant des reponses numeriques seulement

(3) divorces ou veufs

approximativement deux fois plus élevée que celle des hommes mariés (administrateurs, enseignants, chauffeurs, militaires et migrants). Là encore, le cas des polygames est le plus extrême: dans sept des huit groupes, aucun homme polygame n'a indiqué qu'une famille de quatre enfants serait souhaitable. Alors qu'une bonne proportion de polygames n'ont pas donné de réponses numériques à cette question, il n'y a aucune raison de croire qu'ils auraient répondu différemment à cette question.

6.1.3 Taille de la famille désirée selon le niveau d'instruction.

Le niveau d'instruction est le déterminant le plus notoire qui affecte l'attitude des hommes face à la taille désirée de la famille. Le tableau 6.5 montre comment dans tous les groupes les niveaux d'instruction, au fur et à mesure qu'ils s'élèvent, entraînent une réduction du nombre d'enfants désirés. Dans le cas des ouvriers et du secteur informel, ceux qui ont un niveau de formation primaire, veulent environ deux fois moins d'enfants que les analphabètes. La fréquentation de l'école secondaire dans ces groupes réduit davantage la moyenne du nombre d'enfants désirés à 5 ou 6 enfants. Mieux, environ un tiers des ouvriers et des migrants dans cette catégorie choisiraient d'avoir une famille de 4 enfants (ou moins). Au sein du groupe des militaires, ceux qui ont une instruction primaire voudraient 6 enfants en moyenne alors que ceux qui ont fréquenté l'école secondaire n'en désireraient que 5. La moitié des gens du groupe ont donné le nombre de 4 enfants ou moins comme étant celui de leur famille idéale. Il peut paraître surprenant que ces données fassent ressortir une taille de la famille idéale relativement élevée chez les administrateurs et les enseignants qui ont un niveau d'instruction secondaire, 9,1 et 6,1 respectivement, ceci en comparaison avec les hommes de même niveau intellectuel des groupes de militaires et de migrants. Dans le cas des administrateurs, l'âge est une covariante importante car c'est seulement parmi les cadres les plus âgés que l'on trouve les fonctionnaires de niveaux relativement élevés qui n'ont pas de formation universitaire. Ces gens désirent à l'évidence des familles plus nombreuses pour deux raisons: parce qu'ils ont déjà ou presque leur famille définitive, ensuite parce qu'ils illustrent des attitudes découlant des valeurs de la société sur la famille nombreuse, adoptées pratiquement par l'ensemble des Sénégalais de la génération antérieure. De surcroît, ils sont mieux lotis financièrement et peuvent par conséquent plus facilement assumer les charges d'une famille nombreuse.

Parmi les cadres et les étudiants, ceux qui ont fréquenté l'université désirent avoir des familles de taille moyenne, environ 4 à 5 enfants. La proportion de ceux qui voudraient 4 enfants ou moins est particulièrement élevée chez les enseignants et les étudiants de l'université: 49 et 65% respectivement. Il n'y a pratiquement pas de différence entre

TABLEAU 6.5 NOMBRE MOYEN IDEAL D'ENFANTS SELON
LE NIVEAU D'INSTRUCTION (1)

	NON SCOLARISES		NIVEAU PRIMAIRE		NIVEAU SECONDAIRE		NIV. UNIVERSITAIRE				
	(2)										
	MOYENNE N	% 4 OU MOINS IDEALE	MOYENNE IDEALE	% 4 OU MOINS	MOYENNE IDEALE	% 4 OU MOINS	MOYENNE IDEALE	% 4 OU MOINS			
ADMINISTRATEURS	93	-	15,5	(2)	0	19,1	(15)	20	15,5	(76)	36
ENSEIGNANTS	96	-	-	-	-	16,7	(35)	29	14,6	(61)	49
ETUDIANTS	92	-	-	-	-	14,5	(46)	59	14,2	(46)	65
MILITAIRES	87	16,7	(3)	33	16,1	(42)	33	15,0	(42)	50	-
OUVRIERS	76	18,7	(17)	1	16,7	(35)	20	16,0	(24)	33	-
TAILLEURS	53	17,9	(30)	17	16,3	(22)	36	14,0	(11)	100	-
CHAUFFEURS	61	19,6	(49)	2	17,4	(12)	33	-	-	-	-
COMMERCANTS	34	18,7	(27)	7	16,2	(6)	17	15,0	(2)	0	-
MIGRANTS	110	18,9	(79)	5	16,7	(18)	23	15,2	(13)	38	-

(1) Effectifs entre parenthèses

(2) Ceux donnant des réponses numériques seulement

les moyennes de familles idéales exprimées par les étudiants qui sont en dernière année de l'école secondaire (4,5) et ceux qui fréquentent l'université (4,3), même si les étudiants de l'université constituent un groupe un peu plus distinct. En général, les études universitaires autant que celles des écoles du secondaire à Dakar, n'ont pas pour but seulement d'enseigner aux étudiants la science et la technologie (sans parler de la littérature et de la philosophie de l'Europe); mais ces études ont également pour objectif de les endoctriner en leur inculquant des valeurs et une vision du monde de l'occident. La valeur positive accordée à l'esprit indépendant, la réussite individuelle et l'amour romantique en particulier crée une conscience d'une structure alternative de la famille qui doivent être mis en accord avec le concept traditionnel de mariage et de la famille. Lesquelles conscience et relations ont été forgées au cours de l'enfance et de l'adolescence. Les familles beaucoup plus réduites que les hommes de ce groupe souhaiteraient avoir, constituent une manifestation de la tentative d'intégration de ces deux systèmes de valeur.

6.1.4 Contraintes économiques influant sur la taille idéale de la famille

Plusieurs variantes propres à la question sur la taille idéale de la famille ont été incorporées au questionnaire pour mesurer l'effet des situations particulières, d'après les réponses des hommes. D'une manière générale, bien que des questions différentes suscitent des réponses différentes, les personnes interviewées se sont montrés régulièrement pronatalistes ou prolimitationistes dans leurs réponses. Ce qui a permis d'obtenir un niveau acceptable de fiabilité dans les résultats. Dans le tableau 6.6 sont présentés les résultats sur la taille idéale de la famille suivant deux conditions hypothétiques : si la personne interviewé était très riche ou très pauvre.

TABLEAU 6.6: CONTRAINTES ECONOMIQUES INFLUANT SUR LE NOMBRE D'ENFANTS DESIRE

	Si riches		Si pauvres	
	Moyenne	%4 ou moins	Moyenne	%4 ou moins
Administrateurs	6,6	31	3,6	64
Enseignants	5,2	34	3,0	68
Etudiants	5,0	49	2,9	81
Militaires	5,6	31	3,9	53
Ouvriers	6,9	15	4,4	40
Tailleurs	8,0	6	4,6	27
Chauffeurs	9,9	6	6,3	18
Commerçants	9,1	1	4,2	18
Migrants	8,5	4	6,4	24

Il ressort clairement de ce tableau que, dans tous les cas il y a une différence significative de pas moins de 2 enfants entre la condition "riche" et "pauvre". Chez les commerçants on constate une différence importante de l'ordre de 4 enfants en fonction du statut financier, mais il convient de rappeler que ce groupe a un très faible taux de réponses pour ces questions. Par conséquent, ces résultats signifient qu'en principe, sinon en fait, la situation financière d'un homme a une certaine influence sur le nombre d'enfants qu'il pense raisonnable d'avoir.

Ce qu'il est plus intéressant de noter à propos de ces données, c'est qu'elles semblent refléter la perception des membres de ce groupe de leurs situations financières actuelles. Examinons maintenant la différence entre les moyennes d'idéal de la famille issues des réponses spontanées qui sont présentées au tableau 6.2 et celles des réponses qui ont été données dans des conditions hypothétiques. Pour tous les groupes, l'idéal moyen varie très peu sinon pas du tout entre les réponses spontanées (c'est à dire en tenant compte de leurs moyens financiers actuels), et celles de la situation "très riche". Ainsi, le fait d'avoir beaucoup d'argent ne conduirait pas les hommes à changer leur opinion concernant le nombre d'enfants qu'ils souhaiteraient avoir, pas plus du reste que le fait d'être en situation "de très pauvre". Cette situation tendrait à démontrer soit que les moyens financiers d'un individu ne pèsent aucun poids sur le problème des aspirations concernant la taille de la famille, soit que ces hommes estiment que leurs moyens financiers sont suffisants pour le nombre d'enfants qu'ils voudraient avoir. Si ceci paraît réaliste pour les cadres, l'interprétation des réactions des autres groupes est plus problématique, car bien que ceux-ci travaillent tous et ont un revenu d'un certain niveau, ils sont presque pauvres vis-à-vis des normes acceptées. Pour avoir une meilleure idée des opinions de ceux qui ont les revenus les plus bas dans ce groupe, on a procédé à une analyse complémentaire, analyse que nous avons focalisée sur ceux qui ont moins de 35 000 CFA (\$100). Les résultats sont présentés dans le tableau 6.7 ci-dessous:

TABLEAU 6.7 TAILLE DESIREE DE LA FAMILLE CHEZ LES HOMMES DES CATEGORIES DE REVENUS LES PLUS BAS (35000 CFA OU MOINS PAR MOIS)

	<35000 cfa/mois Pourcentage(1)	Actuel			Très Pauvre			Très Riche	
		RNN	4-	7+	RNN	4-	7+	4-	7+
Ouvriers	14	11	16	64	12	33	50	12	66
Tailleurs	41	18	27	44	20	30	30	6	53
Chauffeurs	22	14	7	64	14	21	57	7	71
Commerçants	27	10	0	90	8	25	50	0	100
Migrants	53	24	6	68	21	32	54	3	75

(1) Les titres de colonnes concernent: le pourcentage des hommes dans le groupe avec un revenu de 35 000 CFA par mois ou moins; le pourcentage qui a donné des réponses non numériques (RNN); le pourcentage de ceux désirant quatre enfants ou moins; pourcentage désirant sept enfants ou plus.

On peut remarquer à partir de cette distribution que les idéaux de taille de la famille indiqués par les hommes appartenant aux couches de la société au revenu le plus bas sont légèrement inférieurs, compte-tenu de la situation financière actuelle, à ce qu'ils auraient souhaité s'ils étaient plus prospères. Il y a un accroissement d'environ 10 % du nombre de ceux qui auraient voulu avoir une très grande famille (7 enfants ou plus) si leurs situations financières venaient à s'améliorer. Ainsi par exemple, la proportion d'hommes qui veulent 7 enfants ou plus dans les circonstances actuelles est respectivement de 64, 90 et 68 % parmi les chauffeurs, commerçants et migrants. Et cette proportion augmenterait jusqu'à 71, 100 et 75 % si ces hommes étaient riches.

Par contre, les réponses de ceux qui se situeraient dans la condition très pauvre, comparativement à leur situation actuelle, montrent une plus grande sensibilité au contexte financier. Deux fois plus d'hommes ou davantage voudraient avoir quatre enfants ou moins dans la condition "très pauvre" (les tailleurs exceptés). Outre la proportion est assez élevée: entre 20 et 33 % de ceux qui sont concernés. Ce type de résultats indiquent clairement que les hommes les plus pauvres dans notre échantillon ne se considèrent pas eux-même comme étant "très pauvre". On peut simplement supposer qu'avec l'augmentation du chômage à Dakar quiconque est salarié ou touche une rémunération ne se considère pas comme indigent. Au contraire, ils se considèrent comme faisant partie des plus chanceux. Il y a un niveau très élevé d'optimisme chez les Sénégalais, même chez ceux qui sont en chômage prolongé.

Avec la pratique du partage du salaire entre les membres d'une famille élargie, qui est considérée comme une ressource, et ce qui doit sembler une possibilité infinie de travail à Dakar, on est convaincu que chacun aura sa chance un jour. La croyance en Dieu ou la foi en son aide est un thème courant qui apparaît dans les réponses données par quelques groupes aux questions d'opinion ouvertes concernant les responsabilités des parents et des enfants au sein de la famille, lesquelles responsabilités sont analysées ci-dessous.

6.1.5 Effets de l'appartenance à une confrérie et de la pratique religieuse

Le tableau 6.8 donne les moyennes de la taille de la famille pour les hommes appartenant aux deux principales confréries religieuses et de ceux qui ne sont affiliés à aucune d'entre elles. En plus, la répartition est faite en fonction de leurs niveaux de pratique religieuse : fréquence des prières à la mosquée. Comme on l'a expliqué au chapitre 3, on suppose en principe, qu'entre les deux principales confréries religieuses, les mourides constituent la secte la plus intégriste. Dès lors, s'il y a un effet de conservatisme religieux sur le comportement

TABLEAU 6.8 TAILLE MOYENNE IDEALE DE LA FAMILLE SELON
L'AFFILIATION ET LA PRATIQUE RELIGIEUSE (1)

	CONFRERIES RELIGIEUSES			PRATIQUE RELIGIEUSE-FRIE A LA MOSQUEE				
	TIDJANE	HOURIDE	AUCUNE	% DANS CES 3 CATEGORIES	JAMAIS/ RAREMENT	CHACUN VENDREDI	CHACUN JOUR	% DANS CES 3 CATEGORIES
ADMINISTRATEURS	17,3 (26)	16,1 (14)	15,9 (38)	92	15,08 (25)	16,6 (45)	113,0 (6)	89
ENSEIGNANTS	15,6 (40)	15,8 (17)	15,0 (30)	96	14,9 (23)	15,5 (42)	15,1 (16)	89
ETUDIANTS	14,1 (30)	14,9 (15)	14,3 (28)	93	14,2 (36)	14,7 (30)	16,0 (11)	81
MILITAIRES	15,8 (30)	15,6 (13)	15,4 (22)	90	15,0 (24)	16,4 (28)	16,3 (4)	78
OUVRIERS	17,2 (36)	17,1 (23)	15,6 (5)	91	14,6 (16)	17,0 (20)	19,3 (15)	73
TAILLEURS	17,5 (16)	17,4 (32)	14,3 (4)	95	17,5 (8)	17,0 (27)	17,5 (13)	91
CHAUFFEURS	17,7 (18)	19,7 (38)	19,0 (1)	95	19,4 (5)	18,9 (28)	110,5 (15)	80
COMMERÇANTS	17,7 (10)	18,3 (19)	12,5 (2)	91	18,2 (5)	17,7 (19)	19,3 (9)	97
MIGRANTS	18,8 (49)	18,3 (34)	16,5 (15)	93	17,3 (33)	18,5 (31)	19,0 (20)	79

(1) Les trois principaux types de réponses sont donnés. La colonne 4 donne la proportion de musulmans d'après les réponses numériques enregistrées dans ces trois types.

face à la fécondité, on devrait s'attendre à ce que les mourides aspirent à des familles idéales plus larges que les tidjanés ou à ceux qui ne sont affiliés à aucune confrérie. Cependant, dans un groupe seulement, les chauffeurs en l'occurrence, on trouve une différence significative dans le sens attendu. Parmi les administrateurs, les mourides apparaissent comme souhaitant un peu moins d'enfants que les tidjanés, mais la différence n'est pas significative (test à Ordre Multiple de Duncan (TOMD)). Dans tous les autres groupes, il n'y a pas de différence entre les idéaux des tidjanés et ceux des mourides. Pour les non affiliés, soit leurs idéaux ne sont pas plus différents de ceux des hommes appartenant à des confréries comme il apparaît clairement dans le cas des enseignants et des étudiants, soit la taille des cellules est trop petite pour qu'on puisse appliquer des tests de signification. C'est uniquement au sein des migrants que la famille idéale était statistiquement plus petite chez les non-affiliés que ce que l'on constate chez les hommes appartenant à une confrérie (TOMD, $p < .05$).

L'effet de la pratique religieuse n'apparaît que dans deux des neuf groupes (administrateurs et ouvriers) parmi ceux qui n'ont jamais sinon rarement prié à la mosquée et ceux qui le font tous les jours (TOMD, $p < .05$). Dans tous les autres groupes on n'a trouvé aucune différence ; voire, les moyennes sont parfois très rapprochées. On a constaté le même type de répartition de la taille actuelle de la famille par confrérie et pratique religieuse. Aussi, ces résultats indiquent-ils un effet relativement faible, s'il existe, de l'appartenance et de la pratique religieuses sur les comportements et les expériences face à la fécondité.

On a découvert quelque chose d'important en ce qui concerne la religion c'est de voir à quel point les hommes sont hésitants en ce qui concerne la position de l'islam sur l'utilisation des contraceptifs. La question posée se rapportait à l'utilisation des contraceptifs pour des raisons d'espacement qui est la raison la plus acceptable pour la plupart des hommes (tableau 6.9). Dans chaque groupe, même pas la moitié des hommes pensent que l'islam permettrait une telle pratique. Et dans tous les groupes plus d'hommes pensent que la contraception serait plutôt interdite que permise. Croire qu'ils transgresseraient ainsi un principe de l'islam serait une raison d'inquiétude pour beaucoup d'hommes, qui ont cependant montré une attitude favorable au contrôle des naissances.

6.2 Attitudes face à la famille et aux décisions de contrôle de la fécondité

Dans la dernière partie du questionnaire, on a posé aux hommes enquêtés cinq questions concernant les responsabilités et les relations entre les membres de la famille et le problème de la maîtrise de la fécondité. Pour chaque thème proposé, les raisons qui ont été avancées soit en appui soit en rejet, ont

TABLEAU 6.9 OPINIONS RELATIVES A LA POSITION
DE L'ISLAM SUR L'UTILISATION
DES CONTRACEPTIFS POUR D'ESPACEMENT DES NAISSANCES (1)

(Repartition en pourcentage par groupe)

	ACCEPTABLE	IN- ACCEPTABLE (2)	NEUTRES	NE SAIT PAS
ADMINISTRATEURS	43	42	5	10
ENSEIGNANTS	48	44	2	6
ETUDIANTS	24	69	2	5
MILITAIRES	31	42	3	24
OUVRIERS	29	53	5	13
TAILLEURS	26	46	5	23
CHAUFFEURS	21	48	5	26
COMMERCANTS	20	54	3	23
MIGRANTS	24	71	3	2

(1) 100 cas dans chaque groupe sauf
celui des migrants ou N=200)

(2) comprend ceux qui ne l'admettent que
si la vie de la femme est menacée

été enregistrées le plus fidèlement possible, et nous avons construit un schéma de codification en conséquence. La femme qui a eu à superviser l'enquête sur le terrain, a codé toutes les réponses et 20 % des réponses ont été recodées par une autre personne pour tester leur fiabilité. Sur les 1000 questions qui ont été répertoriées et catégorisées par les deux chercheurs, 38 seulement ont été codées différemment, ce qui signifie que le schéma de codification était adéquat pour saisir la classification des réponses, ce en quoi tous les codeurs étaient d'accord. Les réactions des hommes enquêtés sont aussi riches que variées. Cependant, pour chaque question on a sérié un certain nombre d'explications qui nous ont paru essentielles et que l'on a rassemblé ici afin de cerner les résultats des chapitres précédents, ceci suivant une approche culturelle des hommes qui ont fourni ces explications. Les réactions à chaque thème proposé sont présentées au tableau 6.10. Les résultats afférents aux réponses qui ont fait l'objet d'une longue tabulation, figurent dans l'Annexe B.

6.2.1 Relations économiques et personnelles au sein de la famille

Examinons d'abord les trois premiers thèmes proposés qui ont trait aux relations économiques et personnelles entre les membres de la famille. La première concernant la responsabilité vis à vis de leurs parents lorsqu'ils sont vieux, a suscité une série d'opinions assez diverses à travers les différents groupes. La tendance la plus marquée que l'on peut relever dans le tableau 6.8, est le devoir d'apporter un soutien important aux parents, tel qu'il ressort des déclarations des ouvriers (75% favorable), et plus particulièrement de celles des gens du secteur informel (80 à 92% favorable). La raison la plus communément invoquée par les hommes de ce groupe (environ 50% ou plus) est que c'est un devoir filial (ou une obligation morale) d'aider les parents. Pour reprendre les termes même d'un des ouvriers : "Nos parents se sont dévoués pour nous élever, ils doivent être récompensés". Et l'idée répandue est que chaque génération doit supporter la famille à son tour. Ces explications illustrent l'idée que les enfants représentent la première source de sécurité pendant la vieillesse, en particulier pour ceux du secteur informel qui n'ont pas accès aux services de sécurité sociale de l'état comme les fonctionnaires. Dans la culture wolof traditionnelle les enfants travaillaient pour leurs parents dès le bas âge, et les hommes dans cette société patrilocale s'installaient dans la concession de leur père, continuant ainsi la culture du champ familial au cours de leur vie adulte. Bien que les enfants prennent de plus en plus leurs responsabilités pour cultiver plus que ne le faisaient leurs pères ou oncles âgés, ils se réfèrent encore à l'autorité "du Borom Ker" (pater familias) ou chef de la concession dans tous les domaines aussi bien économique que social. Ainsi l'organisation communautaire de la société a-t-elle inculqué l'idée de la responsabilité économique de l'enfant vis à vis de ses parents (Diop, 1985).

TABLEAU 6.10 OPINIONS SUR LES RESPONSABILITES DE LA FAMILLE
ET SUR LE CONTROLE DE LA FECONDITE (1)

(EN %)	LES ENFANTS DOIVENT AIDER LEURS PERES EN RETRAITE		L'ÉPOUSE PEUT DIFFÉRER LA MATERNITÉ POUR ETUDIER		LE COUPLE PEUT ÊTRE HEUREUX SANS ENFANTS		NE PAS AVOIR PLUS D'ENFANTS QU'ON N'EN PEUT ENTREtenir		LE GOUVERNEMENT DOIT INFORMER SUR LES CONTRACEPTIFS	
	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
ADMINISTRATEURS	47	53	90	7	56	43	73	28	92	
ENSEIGNANTS	29	67	78	12	41	53	87	11	92	
ÉTUDIANTS	44	50	87	12	40	56	89	8	93	
MILITAIRES	32	64	90	6	49	49	80	20	95	
OUVRIERS	75	21	73	24	62	37	69	30	86	1
TAILLEURS	80	18	54	42	46	50	46	49	68	2
CHAUFFEURS	92	7	53	43	54	41	49	46	81	1
COMMERCANTS	86	12	45	50	47	48	38	60	66	1
MIGRANTS	87	13	49	56	27	69	37	58	57	3

(1) A cause des omissions imputables aux indécis le total des pourcentages n'est pas égal à 100. 100 cas dans chaque groupe sauf dans celui des migrants

Aujourd'hui au sein de la classe moyenne il y a un sens aigu de la responsabilité financière à l'égard de sa famille élargie. Lorsqu'ils touchent un salaire ou un revenu quelconque, les hommes envoient fréquemment de l'argent et des cadeaux dans leurs familles et assument également la responsabilité d'éduquer les plus jeunes, déchargeant ainsi leurs parents de ce fardeau. Dans le même temps on constate un changement insolite chez certaines personnes instruites comme le montrent les résultats obtenus chez les cadres. Plus de la moitié des hommes de ce groupe ne pensent pas que les parents devraient compter sur leurs enfants pour les prendre en charge, affirmant qu'un homme doit préparer sa retraite, que les enfants ont leur propre vie à mener et que, par conséquent, ils ne devraient être en aucun cas considérés comme une source de revenus.

Ainsi, dans les nouvelles voies qui ont commencé à se dessiner, on trouve des préoccupations autant psychologiques qu'économiques. La montée de l'individualisme signifie sinon la perte du moins la distension des liens entre les membres de la famille et par voie de conséquence, la rupture des liens de responsabilité et de dépendance qui existaient entre les uns et les autres. En compensation, on reçoit un soutien psychologique de la part d'amis et de la famille proche, en particulier de la femme. La manière pour la femme de devenir une partenaire de plus en plus égale dans le mariage est d'y apporter un revenu. A Dakar, le second salaire ou revenu est souvent une nécessité si l'on veut satisfaire (1) les besoins de la classe moyenne. Mais ce n'est pas seulement l'argent qui a de l'importance pour ce groupe d'hommes non traditionnels comme le prouvent les réactions au second thème. En effet, la proposition était la suivante: "Une femme mariée peut empêcher une grossesse jusqu'à ce qu'elle ait fini ses études : son mari devrait la soutenir". Les intellectuels sont très fortement en faveur de ces idées (entre 78 et 90 %) et la réponse la plus couramment fournie par les hommes (plus de 50 % dans ces groupes) est que le mari devrait la soutenir pour qu'elle réussisse dans sa carrière. Le profit économique qu'en tirerait le foyer a été également mentionné mais dans une proportion moyenne (20 % environ des répondants). Un groupe moins important (10 à 15 %) a donné des réponses qui symbolisent le type de couples au sein desquels il existe un grand attachement sentimental entre les époux et un grand respect mutuel.

1. Même si les femmes généralement gardent leur salaire en dehors du budget familial, le revenu met en évidence la charge financière assumée par son mari (Le Cour Grandmaison, 1979).

Curieusement, une bonne partie des hommes des secteurs industriel et informel sont également favorables à cette idée. Chez les ouvriers 73 % y sont favorables ainsi que la majorité des tailleurs et des chauffeurs. Leur position est fortement motivée par des raisons financières mais pas uniquement. Une telle réaction indique par ailleurs que la maîtrise de la fécondité dans le mariage est acceptable pour un grand nombre d'hommes et qu'on pourrait y recourir dans des circonstances variées. Pour ceux qui sont opposés à cette idée 42 à 56 % dans les professions du secteur informel, les raisons principales invoquées sont qu'une femme se marie pour faire des enfants et que l'instruction pour les femmes n'est pas une priorité.

Le troisième thème proposé demandait à quel point les enfants sont importants pour la réussite d'un mariage. La proposition est la suivante : "Un couple marié qui ne peut pas avoir des enfants est quand même heureux parce que vivant en harmonie". Sauf pour les migrants qui sont fortement opposés à cette éventualité (69 %), les réactions des hommes ont été très diverses et on ne peut en dégager aucune tendance nette de manière évidente. Tous groupes confondus, environ une moitié des hommes est pour et l'autre moitié contre cette idée. Toutefois des attitudes différentes se sont manifestées à travers leurs réponses. Ceux qui sont en faveur de cette idée dans le secteur informel attribuent la conception à la volonté divine qui devrait être acceptée de bonne grâce. Parmi ceux qui sont d'accord chez les intellectuels et les ouvriers, la principale raison invoquée est que l'amour est plus important que les enfants pour le bonheur conjugal, environ 25 % des cas; ceux-ci soutiennent, par ailleurs, que les enfants ne devraient pas être la finalité du mariage (25% des administrateurs et des militaires). La notion occidentale de l'amour romantique apparaît dans ces réponses, de même ceux qui ne sont pas d'accord avec cette idée disent que les enfants renforcent l'amour entre les membres du couple. Trente pourcent des hommes de tous les groupes, exceptés les chauffeurs et les ouvriers, ont donné une explication allant dans ce sens. Il y a encore plus de ramifications de ce changement radical dans les relations conjugales qui ont été décrites dans les ouvrages de John Caldwell (1976). Conformément à sa théorie, les couples africains non traditionnels qui se sont éloignés de leur familles élargies concentrent leur attention sur les seuls parents qu'ils ont en commun: c'est à dire leurs enfants. Les enfants deviennent ainsi les bénéficiaires des avantages économiques traditionnellement destinés aux parents. Ce qu'il coûte d'élever des enfants dans le milieu de la classe moyenne et sans l'aide habituelle de la part de la famille élargie est très important et les parents ne veulent pas accroître ces coûts en se complaisant dans une fécondité illimitée. Dès lors les familles deviennent plus petites. Le nombre actuel de telles familles à Dakar est indubitablement très réduit comme le montrent les données sur la taille actuelle de la famille. Cependant, la constellation des valeurs décrites par Caldwell et autres (Ware, 1978) se développent au sein de la jeunesse urbanisée instruite et pas seulement au sein de la seule élite. Les deux dernières questions renforcent les résultats obtenus sur l'acceptabilité de la contraception et ont été analysés dans le chapitre précédent.

6.2.2 Pourquoi maîtriser la fécondité? Le rôle des gouvernements

En réaction à l'assertion selon laquelle : "Un homme ne devrait pas avoir plus d'enfants que ses moyens ne le lui permettent", les résultats que nous avons obtenus, ressemblent à ceux qui ont été présentés dans le chapitre précédent (voir tableau 5.6). Dans notre analyse, nous avons mis l'accent surtout sur les raisons invoquées par les uns et les autres. Parmi les enseignants, les étudiants et les militaires, l'argument le plus couramment avancé en faveur de cette assertion (42 % dans chaque groupe) est que cela éviterait de négliger les enfants, avec tout le cortège de souffrances qui en résulterait. Cette réponse est la plus altruiste et la plus philosophique de toutes et aussi la plus courante chez les ouvriers et dans le secteur informel. Et cette réponse sonne davantage comme une accusation de fécondité incontrôlée qu'elle n'apparaît comme une attitude qui motiverait un comportement personnel. Dans le même ordre d'idée, mais de manière plus personnalisée, il y a ceux qui se réfèrent à la capacité de faire face aux besoins matériel et psychologique des enfants dans le but de leur donner "une bonne éducation". Ceux qui ont donné cette explication (entre 20 % des cadres et 10 à 15 % des autres professions) apparaissent comme ayant intériorisé cette attitude. Aussi, dans leurs analyses donnent-ils l'impression d'être prêts à réagir. Il y avait également un nombre important d'administrateurs (24 %) et d'étudiants (20 %) qui ont mis l'accent sur les conséquences fâcheuses de la négligence des enfants, faisant ainsi allusion aux taux élevés de la criminalité et de la délinquance juvénile qui en découlent lorsque les besoins essentiels des enfants ne sont pas satisfaits. Moins nombreux (5 à 10% à travers tous les groupes) sont ceux qui ont répondu en termes purement économiques, disant que la vie serait moins harassante avec moins d'enfants, ou que les enfants réduisent "la valeur nette" du ménage.

Dans le cas de ceux qui sont contre figurent au premier rang les hommes du secteur informel, dans 40 % des cas, l'objection ayant essentiellement un fondement religieux. Selon les termes même d'un ouvrier : "la décision d'avoir un enfant ne dépend pas de nous. Nous pouvons souhaiter avoir des enfants mais seul Dieu les donne et en détermine le nombre qui correspond aux possibilités de chaque personne". Le seul autre type de réponses significatives qui ont été données est également fondé sur le même principe mais ne se réfère pas à la volonté divine. L'objection est présentée plutôt comme un problème moral qui, en substance, signifie que l'on ne peut pas évaluer les enfants en terme de coût financier. Ceci est la réponse la plus couramment donnée par les administrateurs (14%) qui ont souvent essayé de situer leurs raisons sur le plan moral.

Les réponses - pour ou contre - ont été aussi analysés en fonction de l'appartenance et de la pratique religieuse, Alors que ceux qui allaient prier à la mosquée tous les jours étaient dans six des neuf groupes probablement deux fois plus nombreux à

être contre cette idée, les tests de χ^2 carré ne furent pas significatifs pour un échantillonnage de cette dimension. En général, ceux qui vont à la mosquée tous les jours représentent une petite minorité mais qui n'apparaît pas comme étant un groupe très homogène dans ses opinions sur le contrôle des naissances.

La dernière idée concernant le rôle des gouvernements dans l'information du public sur les possibilités qui leur sont offertes en matière de contraception, était généralement acceptée par les hommes de tous les groupes même par ceux qui ne voulaient pas avoir recours eux-mêmes aux contraceptifs. Plus de 90 % des hommes dans le groupe des cadres, 80 % des ouvriers et des chauffeurs et une bonne majorité de tailleurs, commerçants et migrants sont favorables à l'intervention des gouvernements. Parmi ceux qui étaient opposés à cette idée, la majeure partie se trouvait dans le groupe des migrants (34 %) mais 16% des commerçants étaient soit indécis, soit ne voulaient pas se prononcer. Et, lorsque on les ajoute à ceux qui sont décidément contre, on trouve la même proportion que celle rencontrée chez les migrants.

Ce problème a suscité un vaste éventail de réponses aussi diverses que sensées qu'il est difficile de résumer. En effet la majeure partie de tous les groupes ont déclaré que l'information sur la contraception est aujourd'hui une nécessité. Et que, par conséquent, il est du devoir des gouvernements d'éclairer leurs concitoyens sur ces problèmes. Pour reprendre plus simplement les propres termes d'un tailleur : "ce dont nous avons besoin par-dessus tout, c'est d'une sérieuse campagne du gouvernement dans le but de changer les attitudes des gens. Le contrôle des naissances est un intérêt pour beaucoup de personnes mais il y a tellement de gens qui n'en savent rien". Ou pour reprendre les termes d'un autre "la croissance de la population doit être contrôlée. Le gouvernement a les moyens d'aider les gens à le faire. Ce serait une bonne chose". Que les hommes pensent que la contraception est une nécessité ou non, ils sont en général d'accord avec l'idée de l'information du public de telle sorte qu'il y ait une liberté de choix et une connaissance des différentes solutions. D'autres raisons invoquées se réfèrent à la nécessité de freiner la croissance de la population, et l'opinion d'un soldat sur cette question est la suivante : "une croissance galopante de la population est un obstacle au développement économique de notre pays. Les allocations familiales qui encouragent certains à avoir beaucoup d'enfants devraient être supprimées ". Enfin un petit nombre de personnes parmi les cadres (4 à 5 %) mais surtout chez les étudiants (12 %) analysent cette déclaration en mettant en lumière l'importance de l'éducation sexuelle et même de l'égalité entre les sexes.

En ce qui concerne ceux qui ne sont pas d'accord, la raison la plus couramment invoquée est encore la religion et la croyance que l'Islam interdit l'utilisation des contraceptifs. Le nombre de ceux qui ont donné cette réponse est cependant relativement faible

(10 à 14 % seulement des chauffeurs, commerçants et tailleurs). Au sein des migrants, la proportion est quelque peu plus élevée (24%), probablement à cause du plus grand conservatisme religieux de ceux-ci qui entretiennent des liens solides avec le monde rural. Environ 5% des administrateurs ont fait allusion aux besoins de main-d'oeuvre agricole pour assurer l'autosuffisance alimentaire dans le pays. Ceci est un point de vue qui est en vogue dans certains milieux d'intellectuels de gauche et qui prend ses racines dans la tradition démographique française (1). D'autres ont noté que peu de priorité doit être accordée aux problèmes de la population, en comparaison avec d'autres préoccupations économiques. Enfin, il y a eu des références sporadiques aux risques d'incitation à la promiscuité sexuelle au sein de la jeunesse.

6.3 Résumé du chapitre

Les résultats présentés dans ce chapitre mettent en exergue que même si la taille idéale de la famille reste élevée chez les hommes ayant peu ou pas d'instruction, la tendance parmi ceux qui ont reçu une formation secondaire ou supérieure est d'avoir une famille de dimension modérée - d'environ cinq enfants. Et s'il est difficile également de prédire comment les jeunes vont se comporter une fois mariés, le nombre d'enfants, qu'ils disent souhaiter est dans tous les groupes inférieur de manière significative à celui indiqué par les hommes de 35 ans et plus. Ainsi y a-t-il des raisons de croire qu'avec une plus grande disponibilité des contraceptifs la taille des familles va diminuer à travers toutes les strates de la société urbanisée de la future génération, à des degrés divers cependant.

L'image d'ensemble qui ressort des opinions et des explications des hommes confirme l'idée que certaines valeurs sont en voie de transition. L'obligation d'aider les parents est en train d'être remise en question par beaucoup d'intellectuels et on accorde une plus grande importance aux relations entre mari et femme. Dans la conscience collective, les explications qui ont été fournies sont profondément pronatalistes, illustrant ainsi l'idée de la valorisation positive des enfants en soi. Curieusement, il y a eu peu de référence à la sécurité que les enfants peuvent donner aux parents âgés ou les inconvénients d'ordre financier qu'entraîne leur éducation (ce qui aurait été la raison suprême invoquée dans n'importe quel échantillon chez les occidentaux). Cette attitude puissante devrait être prise en compte par ceux qui conçoivent les matériels didactiques ; ceci mettra l'accent sur la prise de conscience des hommes sur les conséquences d'une parenté irresponsable.

 1. Le démographe Alfred Sauvy est le principal tenant de cette théorie qui invoque généralement les avantages économiques de la croissance de la population particulièrement en Afrique (voir Caldwell, 1973).

Enfin il faut signaler qu'une vaste majorité d'hommes est en faveur de l'action du gouvernement dans l'information du public sur les contraceptifs. Cependant, les leaders du Sénégal ont agi avec beaucoup de prudence dans ce domaine. Et le problème religieux, bien qu'il ne ressorte pas de nos résultats d'une manière très nette, n'en revêt pas moins une certaine importance qui eut été incontestablement plus forte au sein des populations rurales. Il y aurait possiblement plus de résistance si le gouvernement s'était engagé dans ce domaine de manière plus décisive. Il y a eu probablement une volonté de dissocier l'action de l'Etat de celle des agences de financement occidentales qui se sont distinguées assez clairement comme étant la seule force qui apporte un soutien aux systèmes de distribution des contraceptifs. Dans tous les cas il y a eu une ambivalence en ce qui concerne le soutien explicite des pouvoirs publics aux programmes tendant à infléchir la croissance de la population. Peut-être avec un soutien plus franc de la part du public le gouvernement jouera-t-il un rôle plus actif?

CHAPITRE 7

LES IMPLICATIONS DES RESULTATS DE CETTE ETUDE POUR UN PLUS GRAND ENGAGEMENT DES HOMMES DANS LA PLANIFICATION FAMILIALE

Les deux objectifs principaux de cette recherche étaient de fournir des informations sur l'attitude des hommes face à la contraception et le degré d'utilisation des contraceptifs et en partant du point de vue de l'homme. Les résultats dégageraient les voies pour renforcer leur soutien à la planification familiale, et surtout pour permettre de surmonter certains obstacles à leur plus grande participation. Comme il ressort du chapitre 1, la planification familiale dans le monde en développement et ailleurs a été presque entièrement orientée vers les femmes pour des raisons historiques, culturelles et pragmatiques. En dépit de cette réalité, et à la suite des efforts importants entrepris pour impliquer davantage les hommes dans les programmes de "planning", on a reconnu récemment que les hommes constituaient une "puissante force invisible" dans la prise de décisions concernant la fécondité, particulièrement dans les sociétés africaines islamisées. Le but ultime exprimé dans une récente déclaration d'IPPF, était de considérer la planification familiale comme : "un droit fondamental des deux sexes, et que les décisions en matière de contraception incombent conjointement aux hommes et aux femmes" (IPPF 1986). L'argument principal, qui paraît si élémentaire de la situation dans laquelle on se trouve aujourd'hui, est que les hommes sont directement impliqués dans les questions de la fécondité par le simple fait qu'ils utilisent ou n'utilisent pas les contraceptifs; et soutiennent ou interviennent dans la pratique du contrôle des naissances. Par conséquent, leurs besoins ou préoccupations doivent être pris en considération et leur soutien également incorporé dans les programmes pour garantir leur réussite.

Comment ceci pourrait-il se faire? Cela paraît moins évident. Dans la conception actuelle des programmes de planification familiale au Sénégal, on reconnaît la nécessité de la participation masculine et on a commencé un certain nombre d'activités dans le volet IEC, mais il est nécessaire d'avoir une approche un peu plus hardie pour aller de l'avant. Dans ce chapitre, on a mis l'accent sur l'analyse des résultats les plus pertinents de cette recherche, en mettant en évidence leurs implications sur les initiatives en matière de politique et de programme. Les conclusions sont divisées en trois parties: la première concerne le niveau de connaissance actuelle, la participation et le soutien des hommes à la maîtrise de la fécondité; la deuxième est consacrée aux obstacles d'ordre culturel et religieux à l'acceptation masculine de la planification familiale et la dernière présente un nombre de recommandations concernant le développement des programmes.

7.1 Les connaissances, l'intérêt et la participation des hommes au contrôle de la fécondité

Il n'est pas surprenant de constater que, dans une ville comme Dakar, le niveau de sensibilisation des hommes concernant les contraceptifs modernes est assez élevé dans tous les groupes socio-économiques. Plus de 60 % des hommes de toutes professions ont déjà entendu parler au moins d'une méthode moderne, essentiellement les pilules ou les condoms. Même si la diffusion de l'information par les mass médias a été sporadique jusqu'à encore très récemment, la série des résultats obtenus montre bien que le sujet intéresse beaucoup de personnes, et que l'information s'est répandue rapidement de bouche à oreille. Le fait que cette information ait été diffusée de cette façon explique la déformation des faits que l'on a constatée. En effet, même parmi les Sénégalais les plus instruits, on constate une compréhension très superficielle de la manière dont certains contraceptifs sont employés pour ne pas parler de la manière dont ils préviennent les naissances ou des effets secondaires possibles sur la santé. Par ailleurs, l'enquête révèle l'ignorance des hommes à propos du système de reproduction humaine. Même parmi les administrateurs et les enseignants un tiers seulement des hommes se sont révélés avoir des connaissances rudimentaires en matière de procréation.

Ainsi, les données de notre propre enquête et celles d'autres enquêtes CAP qui impliquent une connaissance approfondie de la contraception (i.e., l'Enquête Santé Familiale du Sine-Saloum 1982), sont décevantes. Il y a une grande nécessité à former les hommes et les femmes en matière de reproduction humaine et de la maîtrise de cette reproduction. L'école constitue l'endroit idéal où il convient de commencer cette formation, mais il y a, en ce moment, une très grande réticence de la part des responsables sénégalais de l'enseignement pour y introduire l'éducation à la procréation ou à la vie familiale, par crainte d'une opposition des parents. Les assistantes sociales du Projet Santé Familiale qui sont chargées de discuter de la planification familiale avec des hommes dans quelques quartiers, n'ont pas pu avoir accès aux écoles secondaires. Une commission chargée de l'élaboration de cours acceptables sur la vie familiale est en voie de constitution, mais lorsque les membres auront achevé leur tâche, il se pourrait qu'ils aient à faire face aux mêmes obstacles si les parents ne sont pas sensibilisés sur la nécessité d'une telle formation. Ceci devrait être l'objectif général des programmes IEC orientés vers les adultes. On pourrait aborder le problème en termes de préparation des adolescents à une parenté responsable.

Ce n'est pas uniquement la jeunesse, mais les hommes de tous âges qui ont besoin d'information et ils en demandent souvent. Mais bien plus de la moitié des hommes du secteur informel et un tiers des ouvriers ne savent pas où obtenir ces informations. Même lorsqu'on connaît l'existence des cliniques

qui offrent les services de planification, comme c'est le cas des gens instruits de notre échantillon, celles-ci n'attirent pas facilement les hommes. Les centres sont presque exclusivement orientés vers les femmes et plusieurs sont rattachés aux centres de Protection Maternelle et Infantile (PMI) qui sont généralement dirigés par des femmes. Dans toute culture, mais particulièrement dans celle-ci où il existe un haut degré de ségrégation sociale, l'homme se sentirait très mal à l'aise dans cet environnement. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'effort de distribution des condoms dans les cliniques de santé familiale a été très faible. Au cours d'un mois de l'année passée (1986) et dans la clinique qui compte la plus grande clientèle masculine (PMI de Médina), les condoms représentaient 7% seulement de la distribution totale (Friedman, 1986). Les hommes qui utilisent des contraceptifs préfèrent aller à la pharmacie où ils se trouvent en terrain neutre.

7.1.1 Utilisation des contraceptifs chez les hommes: le cas des condoms.

Par-dessus tout, les résultats concernant l'utilisation des contraceptifs, autant par le passé qu'à l'heure actuelle, constituent la preuve de l'engagement d'un nombre beaucoup plus important d'hommes, qu'on aurait pu le penser, dans le contrôle de la fécondité. Au sein des groupes les plus instruits, (administrateurs, enseignants et étudiants) la proportion d'hommes ou de couples qui utilisent couramment une méthode moderne se situe entre 37 et 49%. Bien que les utilisateurs pionniers sont supposés provenir des groupes de gens les plus instruits il faut reconnaître qu'un tel degré d'utilisation était inattendu. Même au sein des groupes les moins privilégiés, on trouve 25% des hommes parmi les militaires, 15% des ouvriers et approximativement 5% de ceux du secteur informel (pris globalement), qui sont couramment impliqués dans la contraception.

En outre, ce ne sont pas seulement les hommes non mariés qui constituent les innovateurs. En effet dans les groupes les plus instruits environ un tiers des hommes mariés sont des utilisateurs courants, ainsi que 15% des militaires et 9% des ouvriers. Cependant, dans les groupes du secteur informel, l'utilisation des contraceptifs par des hommes mariés reste très limitée, moins de 5%.

Dans huit des neuf groupes (les administrateurs exceptés), les condoms constituent la méthode la plus employée. Cette tendance a plusieurs implications. Premièrement, dans les groupes les moins réceptifs, les non mariés sont les innovateurs. Parmi les groupes les plus instruits également, il y a plus de non mariés qui utilisent des contraceptifs que des mariés. Cependant, la proportion de couples mariés qui utilisent des contraceptifs est importante: environ 30% des administrateurs et enseignants, et 15% des hommes militaires.

Même si ce schéma n'implique pas la décroissance générale de la taille de la famille, à l'exception de l'élite, au moins le nombre de naissances illégitimes serait en diminution. Ce qui, avec les changements de mœurs sexuelles des Sénégalais urbanisés, pourrait ne pas être un facteur négligeable dans la croissance globale de la population. Autre fait important, cela présage qu'il pourrait y avoir moins de résistance de la part de ces hommes à utiliser des contraceptifs pour des raisons qu'ils estiment valables une fois qu'ils seront mariés.

Les questions sur les situations dans lesquelles les hommes envisageraient l'utilisation des contraceptifs dans le mariage a révélé un soutien très important de ceux-ci en faveur de la contraception pour l'espacement des naissances, qui est en ce moment l'objectif principal du programme de Santé Familiale. En effet plus de 90% des hommes d'un haut niveau d'instruction, 75 à 85% des militaires et des ouvriers, 50% des tailleurs et des chauffeurs et entre 35 et 40% des commerçants et des migrants, sont du même avis sur ce problème. L'intervalle intergénéralique moyen désiré varie entre 39 mois (chez les étudiants) et 29 mois (dans des groupes du secteur informel). Il est impossible d'obtenir facilement de tels intervalles sans une forme de contraception, étant donné l'abandon virtuel de l'abstinence post-partum et les périodes d'allaitement de plus en plus raccourcies en milieu urbain (1).

L'importance de l'intervalle intergénéralique d'un point de vue culturel, est renforcée par les réponses que donnent les hommes concernant la "neffe" (un intervalle intergénéralique inacceptablement court). A cette question un petit nombre d'hommes seulement ont répondu (18% du groupe le plus conservateurs), qu'ils n'utiliseraient pas, sous quelque prétexte que ce soit, des méthodes naturelles ou modernes de contraception pour éviter que cela arrive à nouveau à leurs femmes. Par conséquent, ce concept est aussi pertinent pour les hommes que pour les femmes et devrait être pris en compte dans la formulation des messages diffusés par les médias. Comparées aux opinions sur l'espacement des naissances, les idées sur la limitation de la taille de la famille ont donné les résultats suivants: environ 10% moins d'opinions favorables au sein des groupes des gens instruits et 20% moins dans les autres groupes. Ainsi il apparaît clairement que la limitation des naissances est un concept qui n'a pénétré que les milieux de "l'élite". Un certain nombre de personnes, en particulier les analphabètes, pensent qu'elle est interdite par l'Islam. Sur la base des informations en provenance des pays africains où les contraceptifs sont disponibles depuis plus longtemps, la limitation volontaire de la taille de la famille, dans le moyen terme, n'est adoptée que par les couples ayant un niveau d'instruction avancé.

1. Ferry (1981) rapporte que la durée moyenne d'allaitement à Dakar est de 18,9 mois. Lauroy et al. (1982) ont trouvé des durées similaires et soutiennent que parmi les femmes urbanisées qui allaitent pendant 17 mois ou moins (77% de celles qui ont été étudiées) à peu près 25 % auront un intervalle intergénéralique suivant de 23 mois ou moins.

7.2 Soutiens et obstacles d'ordre culturel et religieux

Le plus grand obstacle à l'acceptation du contrôle de la fécondité au Sénégal est d'ordre culturel: il est dû au profond désir des hommes d'avoir de grandes familles. La force du pronatalisme des hommes ne peut pas être trop mise en exergue. Ce phénomène a été bien saisi à travers les hommes de notre échantillon, autant par le nombre actuel d'enfants qu'ils ont que par la taille de la famille qu'ils désirent. Parmi les hommes ayant entre 45 et 54 ans, avec des familles bien établies (mais pas encore complète) le nombre moyen d'enfants varie entre 6,8 (chez les enseignants) et 12,8 (chez les ouvriers).

Des différences aussi importantes s'expliquent en premier lieu par les variations du niveau d'instruction et l'importance numérique des ménages polygames à l'intérieur du groupe. Dans tous les groupes, ceux qui ont moins d'instruction ont des familles plus nombreuses. Chaque niveau de formation a son effet sur la réduction de la taille de la famille. Dans la mesure où il existe une relation inversement proportionnelle entre le niveau d'instruction et l'importance de la polygamie, la moyenne exceptionnellement élevée de la taille de la famille que l'on a constatée chez les ouvriers (en moyenne trois enfants plus que les chauffeurs qui sont en deuxième position), ne peut être uniquement fonction de la polygamie. Une explication plausible de cette différence est que les ouvriers, contrairement à ceux du secteur informel, ont droit à des paiements des allocations familiales mensuelles qui peuvent leur procurer une augmentation substantielle de salaires (qui sont autrement assez bas), justifiant ainsi l'intérêt d'une fécondité élevée.

L'incidence de la polygamie est très élevée chez les hommes les plus âgés - à l'exception des intellectuels. Les trois quarts des ouvriers ayant plus de 40 ans et une forte pourcentage des hommes du secteur informel ont plus d'une femme. Même si les femmes dans les unions polygamiques ne montrent pas une fécondité plus élevée que celles des ménages monogamiques, elles n'en ont pas moins les mêmes parités. Par conséquent, à l'intérieur de la même catégorie socio-professionnelle, les hommes polygames ont des familles deux fois plus grandes que les hommes monogames.

La polygamie est une pratique bien enracinée dans la culture traditionnelle, particulièrement chez les wolofs. Elle est renforcée par l'Islam. Dans les zones rurales, l'avantage économique que constitue une source supplémentaire de main d'oeuvre est un facteur qui pèse lourd sur la décision de prendre une seconde épouse (Diop, 1985). Cependant, en ville, en dehors des avantages déjà mentionnés en ce qui concerne le soutien qu'apportent les enfants, le fait d'entretenir deux femmes qui souvent ne travaillent pas, représente une charge financière considérable pour le mari. La polygamie est en principe plus répandue là où ce type d'union jouit d'un plus grand prestige, motivant ainsi les hommes à prendre une seconde

épouse, symbole de leur réussite sociale (Murdock, 1972). En outre, en dehors de tout avantage d'ordre socio-économique, ceci est un problème psycho-sexuel. Pour les hommes entre deux âges ou plus âgés, l'attrait d'une jeune femme constitue évidemment un facteur important. Ainsi, pour plusieurs raisons la polygamie est culturellement bien ancrée au Sénégal, et c'est une institution que les hommes préservent, pensant y trouver leur intérêt. Cependant, il apparaît clairement que cette pratique est un déterminant majeur de la constitution des familles nombreuses.

Les résultats afférents à la taille idéale de la famille viennent renforcer le modèle classique du pronatalisme mais préfigurent également des changements futurs. Les hommes mariés âgés aspirent à des familles encore plus grandes et désirent encore plus d'enfants qu'ils n'en ont déjà. Les non mariés, plus jeunes, désirent moins d'enfants quelque soit leur profession, et la proportion de ceux qui désirent quatre enfants ou moins est très élevée chez les intellectuels (supérieur à 60%). Cependant, dans tous les groupes, l'instruction est un déterminant clé d'un idéal de famille de plus petite dimension. Pour tous les groupes du secteur informel, la fréquentation de l'école primaire réduit la moyenne de l'idéal de la famille d'environ deux enfants. Et comme on l'a constaté dans d'autres cultures de pays en voie de développement, l'instruction est un facteur important intervenant dans l'acceptation des petites familles. Donc, l'objectif du Sénégal d'atteindre la scolarisation universelle en l'an 2000 est un facteur qui doit favoriser la réduction de la taille de la famille.

L'incidence de l'appartenance religieuse sur les comportements et les attitudes en matière de fécondité est un peu plus difficile à évaluer. En ce qui concerne la taille actuelle de la famille et l'idéal de la famille, on a observé très peu de différences significatives entre les membres des différentes confréries, et même entre les plus pratiquants (qui vont à la mosquée quotidiennement) et ceux qui ne le sont pas. L'analyse des opinions afférentes à l'utilisation des contraceptifs dans une perspective d'espacement des naissances et de limitation de la taille de la famille, ne fait pas ressortir non plus de tendances nettes. En général, il apparaît que le désir d'avoir de grandes familles est une valeur culturelle commune à tous les hommes, quelque soit leur appartenance religieuse. Par ailleurs, ceux qui appartiennent à des confréries religieuses se situant à des niveaux différents d'orthodoxie et qui disent être opposés à la limitation des naissances, ont souvent donné des réponses d'ordre religieux pour étayer leurs opinions, en particulier dans les professions du secteur informel. Au Sénégal l'intégrisme religieux progresse considérablement et n'est pas seulement circonscrit aux seuls mourides. Les intégristes mènent actuellement une croisade informelle contre l'envahissement des "vices" en provenance de l'occident--parmi lesquels les contraceptifs modernes sont parfois inclus (Magassouba, 1985).

Cependant, l'islam dont la principale source doctrinale est le Coran, ne parle pas directement du problème contraceptif, contrairement à d'autres religions. En fait, on a dit que là où il existe un besoin de planification familiale en tant que moyen d'espacement des naissances ou pour cause de santé de la mère et de l'enfant, elle est encouragée par l'islam (CONAPOF, 1982). Il y a quelque chose d'important que cette étude a permis de découvrir concernant le problème religieux, c'est que la plupart des hommes ne savent pas que l'islam a une position essentiellement neutre sur le problème du contrôle des naissances. Et même les intellectuels de haut niveau qui ont l'intention d'utiliser des contraceptifs disent souvent que l'islam est contre le contrôle des naissances. Désobéir à ce qu'ils croient être un dogme religieux doit-il constituer un dilemme moral pour beaucoup d'hommes.

Les conclusions des séminaires de Dakar et de Banjul sur l'islam et la Planification Familiale ont mis en exergue de nombreux arguments puisés dans le Coran et la Sunna, en faveur de la planification familiale par l'islam. La diffusion de cet ensemble d'arguments en faveur de la planification (sous une forme plus popularisée que celle qui existe actuellement), pourrait dissiper dans une certaine mesure la confusion actuelle. Cependant, le problème religieux doit être abordé avec beaucoup de prudence car les chefs religieux, s'ils prenaient position, pourraient facilement bloquer l'adoption des contraceptifs par leurs "talibés" pour longtemps encore (1).

En résumé, les obstacles majeurs à l'adoption du contrôle de la fécondité en milieu urbain au Sénégal sont le pronatalisme persistant et la religion, qui sont bien ancrés et difficiles à changer de façon rapide, en l'absence de changements significatifs d'ordre économique et éducatif. Le désir de beaucoup d'hommes d'avoir beaucoup d'enfants semble être tempéré par une préoccupation réelle du bien-être de ces derniers. L'islam aussi est en faveur d'une parenté responsable. Plusieurs versets du coran mentionnent la responsabilité des parents à l'égard de leur progéniture. Lorsque le problème est abordé sous cet angle, la seule désapprobation sérieuse basée sur la religion ne devrait provenir que de la frange la plus extrémiste de la société.

1. C'est exactement ce qui s'est passé pour l'adoption du Code de la Famille, ensemble de lois sur les droits dans le mariage, sur lesquels, lorsqu'on leur a demandé de se prononcer, les "marabouts" se sont opposés formellement et ont donné des directives à leurs "talibés" pour qu'ils n'en tiennent pas compte (Magassouba, 1985).

7.3 Recommandations pour les programmes d'IEC

La pertinence des conclusions spécifiques sur la manière de diffuser les messages à travers les médias, a été abordée dans l'analyse des résultats. A ce stade, plusieurs approches pour un engagement plus accru des hommes seront dégagées.

Les résultats de cette étude montrent que beaucoup d'hommes soutiennent le concept de la planification familiale mais qu'ils ne sont pas informés sur les différentes options en matière de contraception. Il existe un besoin de programmes spécialement conçus pour parler aux hommes. En effet, il n'est pas réaliste de penser que les hommes vont se présenter dans les cliniques de services de planification familiale comme le font les femmes. Ils doivent être touchés partout où ils se trouvent rassemblés. Un projet pilote qui tente de gagner le soutien des hommes en faveur de la planification sur leurs lieux de travail, est en cours de réalisation à la SOTRAC (Société de Transport Urbain), employant environ 3000 travailleurs. En plus de la distribution de contraceptifs aux hommes et aux femmes qui sont intéressés, et de l'organisation de discussions de groupe avec les hommes, le personnel des cliniques de planification familiale doit suivre des familles individuelles et faire appel aux hommes dont les épouses peuvent être à risques, en raison d'intervalles intergénéraliques courts. Bien que l'évaluation du projet ne soit pas encore faite, on a l'impression que les hommes sont d'abord considérés comme un moyen d'atteindre leurs épouses pour lesquels les services sont réellement conçus. Rien que les hommes aient besoin d'être encouragés à soutenir la pratique de la planification par leurs femmes, il ne faut pas négliger dans ce genre de projet, la possibilité d'éduquer les hommes eux-mêmes--les non mariés autant que les mariés. De surcroît il est important de promouvoir l'acceptation des condoms en les rendant disponibles pour les travailleurs de tous âges et si possible sans consultations préalables. Dans plusieurs pays, des travailleurs sélectionnés reçoivent une formation pour servir de conseillers bénévoles, de distributeurs de condoms sur leurs lieux de travail. Ceci apparaît comme étant une approche non médicale prometteuse. L'un des objectifs du projet actuel de Santé Familiale, est la mise en place de cliniques comme celle de la SOTRAC dans environ vingt usines et établissements à Dabari. Comme l'ont démontré les résultats de cette enquête, les ouvriers qui ont des familles exceptionnellement grandes sont cependant relativement ouverts au concept de la planification familiale. Par conséquent, on peut s'attendre à une certaine réussite. Les militaires et les agents de police constituent d'autres groupes qui pourraient être réceptifs et dont les structures de fonctionnement se prêtent particulièrement à ce genre d'activité. Dans tous ces organismes, le fait d'engager et d'utiliser le soutien de leaders connus (par exemple les représentants des syndicats) pour aider à organiser des discussions de groupe, devrait encourager les gens à y participer et faciliter leur acceptation de la contraception.

Contacter les hommes dans les secteurs organisés est une tâche plus facile que d'atteindre les masses du secteur informel, même lorsqu'elles sont organisées en associations ou en syndicats (par ex., le grand syndicat des Transporteurs et celui de l'Association des Petits Commerçants, APCAS). L'enquête a révélé que les transporteurs et les commerçants sont les éléments les plus conservateurs. Pourtant si l'idée de la planification est abordée de façon appropriée (en termes d'amélioration de la santé et du bien-être des membres de leurs familles), ces organisations pourraient servir de forums à travers lesquels l'information concernant les objectifs et l'emplacement des cliniques pourraient être transmis. De surcroît, la réceptivité et la réaction des hommes de ces groupes sont probablement plus proches de celles des ruraux. Donc, les programmes de discussions qui leur sont destinés devraient passés dans les zones rurales.

Actuellement, les emplacements des marchés qui sont fréquentés aussi souvent par les hommes que par les femmes (de toutes classes sociales) n'ont pas encore été exploités comme terrains de contact. Les assistantes sociales et même des agents ayant une formation minimum pourraient disposer de cabines d'information destinées aux hommes pendant les périodes d'affluence afin de répondre aux questions des passants qui voudraient connaître l'adresse des cliniques et les services qu'elles offrent. Les marchés constituent des terrains neutres pour les hommes qui ne voudraient pas faire de détour pour chercher des informations. Si un nombre suffisant d'hommes expriment un intérêt à se rendre dans les cliniques de planification, un service spécial pour les hommes, le soir par exemple, devrait être institué dans une ou deux des cliniques de planification familiale les mieux situées. La distribution ou la vente des condoms dans des échopes devrait également être envisagée.

Même si la distribution gratuite de condoms est un moyen pour impliquer les hommes au démarrage du projet, pour toucher une large couche de la population masculine il sera nécessaire d'intégrer la distribution de condoms dans un système commercial de vente. Cette approche est connue sous le nom de "commercialisation sociale" et elle a été effectivement pratiquée dans les pays comme l'Inde et le Sri Lanka où les condoms sont vendus dans des emballages de couleurs vives sous des noms de marques attractifs, dans plusieurs centres commerciaux (Stokes, 1980). Si de tels systèmes de distribution étaient institués, on vendrait les condoms dans tous les grands magasins comme Score, HyperSahm, les antennes de la SONADIS et pas uniquement dans les pharmacies.

D'ailleurs, la vente des condoms en pharmacie, que les hommes ont indiquée le plus souvent comme le lieu où ils peuvent les obtenir, doit être libéralisée. Dans une enquête sur la sexualité des adolescents actuellement en cours à Banjul les jeunes se plaignent qu'ils sont parfois sermonés ou même dissuadés par les pharmaciens (GFPA communication personnelle).

Il ne fait aucun doute que la même chose se passe à Dakar. On devrait amener les pharmaciens à comprendre l'importance de leur rôle dans la distribution des contraceptifs et la propagation de la publicité sur les condoms.

La disponibilité des contraceptifs masculins est une nécessité, surtout dans le cas des célibataires; mais un problème plus fondamental est l'acceptation de la planification familiale par les hommes de tout âge et surtout au sein du mariage. Ceci ne sera pas facile, particulièrement dans le cas des illétrés bien que l'enquête ait révélé un bon nombre d'individus qui sont favorables en principe. Dans deux autres pays de l'Afrique Occidentale: le Ghana et le Nigéria, les projets pilotes qui ont créé des clubs de pères ont eu un certain succès. Les clubs servent à dispenser l'information à éduquer et à motiver les populations à la planification familiale (Bamisaiye et al., 1978; Kwansa, 1983). La mise en place de tel projet de sensibilisation à Dakar encouragerait une meilleure participation des hommes. Dans ces groupes la question religieuse pourrait être abordée en s'assurant la collaboration des islamologues qui opposeraient des contre-arguments aux thèses développées par les intégristes.

En conclusion, on peut dire que les programmes conçus pour impliquer les hommes constituent une priorité si l'on veut arriver à l'acceptation de la planification familiale par les couples. En effet, le soutien ou l'opposition masculine à la planification familiale ont un impact considérable sur l'utilisation des contraceptifs. Cette étude a montré que l'opposition masculine à l'utilisation des contraceptifs n'est pas aussi répandue qu'on le pense généralement. Toutefois, l'engagement des hommes à soutenir activement la planification familiale ne se produira pas automatiquement. Les initiatives à prendre pour les y engager et pour les encourager à avoir un rôle actif doivent être plus hardies c'est à dire moins secondaires et accessoires.

APPENDICE A

Echantillonnage et collecte des données

La détermination de la population de référence pour chacun des neuf groupes a été un aspect délicat du projet qui souleva des difficultés à la fois d'ordre méthodologique et pratique. Avant que ne soit commencée quelque interview que ce soit, on sollicita l'aval des agents de haut rang des ministères de la fonction publique, de l'éducation, des forces armées ainsi que des dirigeants du secteur privé industriel.

Une fois celui-ci obtenu, on contacta des administrateurs de rang moyen pour arranger les détails pour régler les détails pour la détermination des listes de sondage et de l'interview. Le temps et la logistique ont été des considérations majeures pour quelques catégories professionnelles pour lesquelles il a fallu sélectionné un nombre limité de sites (deux usines par exemple) et donc réduire le cadre de sondage.

Chaque cadre de sondage a été déterminé de façon raisonnée et tout en veillant au maximum à éviter des erreurs importantes de sondage. Pourtant, la précision variait selon le groupe. Outre ce problème, la relative importance des groupes et l'approche systématique utilisée pour sélectionner les personnes à sonder, une fois le cadre défini, nous permettent de considérer les résultats comme essentiellement représentatifs.

Dans bon nombre de cas, l'information utilisée pour déterminer le cadre de sondage ou les sites d'interview est venue du Plan Directeur de Dakar (Ministère de l'urbanisme, 1982) qui fournit des données sur les dimensions des marchés urbains et des chiffres sur l'emploi par usine dans le secteur industriel. Pour les autres secteurs, comme l'éducation, des informations récentes étaient disponibles au Ministère de l'éducation et à l'Université de Dakar.

1. Les administrateurs.

Trois ministères employant un grand nombre de fonctionnaires---affaires étrangères, économie et finances, et commerce (tous trois totalisent 2092 fonctionnaires ou 27% de ceux employés dans le gouvernement en 1982) ainsi que le building administratif qui abrite bon nombre de ministères ont été identifiés en tant que cadre potentiel. Des listes de personnes sélectionnées au hasard pour chaque ministère ont été établies sur la base des informations issue du fichier central (liste des employés du gouvernement donnée par le ministère qui inclut l'âge et le grade administratif). Les listes ont permis de contacter des personnes à sonder dans sept sites différents (le ministère du commerce comprend des administrateurs travaillant dans trois endroits différents).

La répartition des personnes à sonder travers les ministères s'établit comme suit :

Trésor	16
Bulding administratif	14
Commerce (3 sites)	36
Affaires Etrangères	10
Bloc fiscal	24
Total	100

Des rendez-vous étaient généralement pris avec les fonctionnaires à leur bureau. Souvent il fallait plusieurs rendez-vous. Un certain nombre de modifications concernant les échantillons initiales ont été effectués car des hommes étaient absents ou avaient quitté leur poste, particulièrement au ministère des affaires étrangères qui est quelque peu sous-représenté dans la répartition finale.

2. Les enseignants

Les enseignants du primaire et du secondaire sont représentés de façon égale dans l'échantillon, 50 personnes à sonder l'ont été dans chaque catégorie. On a fait la liste de toutes les écoles primaires et secondaires et le choix des écoles s'est fait au hasard. Dans le cas des écoles primaires la sélection tient compte du quartier. Au moins une école dans chacun des huit secteurs scolaires de la ville a été sélectionné. On a choisi douze écoles parmi les 226 de la ville. Un nombre fixé d'enseignants devraient être interviewés dans chaque établissement au prorata du nombre d'enseignants affectés à l'école. La sélection finale devait prendre en compte les quotas d'âge, mise à part cette contrainte, les enquêteurs choisirent au hasard des enseignants de chaque site.

Dans chaque secteur, un énumérateur interviewait des enseignants dans deux écoles. La plupart des écoles avaient entre six et quatorze enseignants. En moyenne la moitié des enseignants dans chaque école a été interviewée à la sortie des classes, pendant les cours ou quand un enseignant stagiaire était disponible pour remplacer le maître.

Les professeurs du secondaire ont été proportionnellement sélectionnés au sein des écoles secondaires du premier et du deuxième cycles. Trente trois professeurs de six (des 42) collèges d'enseignement secondaire (CES) et dix-sept de trois (des 5) établissements du deuxième cycle secondaire (lycées) ont été interviewés au cours de leurs journées de travail. Le superviseur de l'enquête a sélectionné au hasard des noms sur les registres des enseignants (c'est-à-dire chaque troisième ou quatrième nom de la liste des enseignants).

3. Les étudiants

Les lycéens en dernière année et les étudiants à l'université constitués la population de référence. Trois des cinq lycées publics de Dakar ont été sélectionnés : Limamoulaye, Lamine GUEYE et Blaise DIAGNE. Des noms ont été choisis au hasard à partir des listes des élèves en dernière année. Il y avait neuf ou dix classes par établissement comprenant environ 25 à 30 élèves chacun. Ainsi cinq classes ont été choisies et quinze à vingt étudiants ont été interviewés durant les heures de classe. A l'université, une approche différente a été nécessaire puisque des listes précises d'étudiants pensionnaires ne sont pas disponibles. On a choisi de travailler dans les pavillons dortoirs principaux à raison de deux chambres par palier. Chaque pensionnaire qui répondait a été interviewé. Le pavillon des étudiants mariés a également été retenu. L'interview a été faite à un moment où les étudiants étaient censés être dans leur chambre, mais si personne ne répondait, la chambre suivante était choisie.

L'absence des étudiants qu'on avait choisi d'interroger a pu avoir une influence sur le sondage mais on ne sait pas comment ni à quel point. Plus probablement, l'inégalité provient de ceux qui sont capables, ou pas, d'avoir une chambre à la cité universitaire. Cependant, comme il y a au moins autant d'occupants réguliers qu'irréguliers, une telle inégalité est quelque peu mitigée.

4. Les militaires

Deux branches de militaires ont été incluses dans le sondage à proportion égale: l'armée de terre et la marine. Puisque l'armée est plus importante que la marine, les deux ne sont pas proportionnellement représentées. L'examen des données a montré que la structure d'âge et le niveau d'éducation des personnes à sonder ne différaient pas, donc elles furent regroupées pour l'analyse.

La liste complète des soldats de deux bataillons du Camp Leclerc a été fournie par le Commandant et une sélection au hasard prenant l'âge en compte a été faite. A la base navale (Front de Terre) un procédé similaire a été adopté. Comme mentionné plus haut, il n'y avait dans aucun des deux camps d'hommes appartenant au groupe d'âge 45-54. Puisque la grande majorité des hommes ont entre 18 et 34 ans, une redistribution des quotas fut entreprise.

5. Les ouvriers

En général, le secteur industriel de Dakar est petit, n'employant qu'environ 15 000 personnes en tout. Selon le plan directeur, la plus grande industrie est celle du textile avec presque 2000 employés ou 13 % de l'ensemble de la main d'oeuvre

industrielle. La raffinerie d'huile d'arachide est un autre employeur relativement important mais a récemment réduit ses effectifs. En 1982, SONACOS-Lesieur avait 580 employés alors qu'en 1986, elle n'en avait plus que 354.

La raffinerie de la SONACOS et les usines textiles de la SOTIBA ont été sélectionnées comme lieux d'investigation car ils ont chacun une diversité de secteurs et sont des entreprises relativement grandes. La SOTIBA compte 1200 employés. Elle est en fait l'employeur le plus important de Dakar. Sur chaque site, 50 employés ont été interviewés dans les différents secteurs comprenant des ouvriers spécialisés et non spécialisés (1). Les bureaux du personnel ont fourni des listes complètes avec les noms, âges et sections des employés. Dans les deux usines, plusieurs sections travaillent par brigades, soit trois brigades de huit heures, faisant une rotation hebdomadaire. L'interview s'étendit sur trois semaines pour en tenir compte. Les interviews eurent lieu durant les heures de travail avec l'aval des différents chefs de secteur.

6. Les tailleurs

Quelle que soit l'étude choisie cependant, les tailleurs constituent le groupe le plus important du secteur artisanal qui comprend aussi les maçons, les menuisiers, les réparateurs, les coiffeurs et autres. On les trouve partout dans en ville mais surtout dans et autour des marchés.

Quatre marchés connus pour réunir un grand nombre de tailleurs ont été choisis comme terrains de recherche: Sandaga, HLM, NGélaw et Fikine Zinc. Un nombre égal d'hommes a été interviewé dans et autour de chaque marché. A chaque endroit, des zones ont été délimitées et les enquêteurs ont interviewé un nombre déterminés d'hommes dans chacune d'elle. La méthode de sélection a été de choisir un candidat dans une cantine ou un atelier sur cinq à partir d'un point de départ qu'on a fixé. Le superviseur du terrain et le chercheur principal ont suivi les enquêteurs à travers le marché et ont aidé à sélectionner les personnes à interviewer.

7. Les chauffeurs

Selon une étude faite par l'ENDA (Durand et Diouf, 1980) les chauffeurs de taxis, à la fois légaux et clandestins étaient environ 3000 dans la ville. Quant aux "cars rapides" il représentaient 3500 emplois. Ces chiffres, datant d'à peu près cinq ans sont sans aucun doute beaucoup plus élevés aujourd'hui.

1. A la SOTIBA par exemple, les personnes sondées étaient des mécaniciens, des machinistes, dessinateurs et finisseurs. A la SONACOS, les hommes travaillant à la maintenance, au centre de désintoxication, à l'entrepôt, à la fabrication et au garage ont été sélectionnés.

On a abordé les chauffeurs de taxis à l'endroit où ils se regroupent pour attendre les passagers c'est à dire à coté des hôpitaux et des marchés, sur le plateau au centre-ville, sur la place de l'Indépendance et à l'aéroport. Puisqu'ils circulent beaucoup à travers la ville, le principe de la sélection au hasard n'a pas été bouleversé. Les chauffeurs de cars rapides ont des trajets déterminés et il y a bon nombre de gares routières à travers la ville où ils attendent des passagers. Les principales gares routières ont servi de sites d'interview et les hommes ont été questionnés sur place. Quand ils finissaient une interview, les enquêteurs choisissaient la personne suivante parmi les véhicules dernièrement arrivés.

8. Les petits commerçants

La municipalité administre 26 marchés à travers la ville qui fournissaient à peu près 25000 emplois en 1980. Mais il y a beaucoup plus de petits commerçants qui circulent avec des marchandises ou colportent leurs produits dans la rue ou sur les trottoirs. Nos cibles ont été les marchands vendant aux marchés ou aux environs immédiats, louant des cantines ou des tables à la municipalité. Ces marchands les ont acquis, souvent avec difficultés, et on les y trouve plus régulièrement que leurs collègues ambulants. Cinq produits ont été répertoriés pour déterminer les marchés à sélectionner:

- | | |
|------------------------|---------------------------|
| - Légumes | marché Castor |
| - Poissons | marché de la Gueule Tapée |
| - Tissus | marché Tilène et Sandaga |
| - Articles de toilette | marché Tilène et Sandaga |
| - Riz | Gueule Tapée et Castor |

On a décidé d'interroger de façon égale les commerçants qui proposaient les produits plus largement consommés par les résidents de la ville. Le procédé utilisé pour sélectionner les personnes à sonder au marché a été le même que celui concernant les tailleurs, précédemment décrit.

9. Les migrants

Mettre au point une technique pour identifier les migrants nécessitait une définition du concept. Compte tenu des objectifs de l'étude, le migrant est un homme qui répond aux cinq conditions suivantes:

- résider effectivement à Dakar pendant plus d'un mois mais moins de neuf mois par an mais n'avoir jamais vécu pendant plus d'une année complète à Dakar
- ne pas être un étudiant régulièrement inscrit
- travailler ou chercher du travail
- être travailleur saisonnier (envisager de retourner à son village pendant la saison des cultures) ou bien
- être un nouveau migrant (n'a pas l'intention de retourner cultiver).

Sans information disponible sur les modes de migration à travers les différents groupes ethniques (1) il a été décidé d'interroger les quatre groupes ethniques principaux sur une base égalitaire (n = 50). Tenant compte d'informations en provenance de nombreuses sources concernant les activités des migrants de groupes ethniques différents, la liste des sites de recherche a été déterminée. Par exemple, on a localisé les wolofs au marché périphérique de Thiaroye où ils vendent des sacs de sisal, de la friperie ou ils sont porteurs. A la mosquée de Grand Dakar, les migrants wolofs saisonniers vendent des herbes médicinales et de la littérature islamique. Aux gares ferroviaire et routière, ils sont des porteurs et vendent divers produits (chaussures en plastique, produits cosmétiques, etc).

Les Peuhls et Toucouleurs ont été trouvés au centre ville (le Plateau) où ils travaillent comme cireurs, comme vendeurs de journaux et laveurs de voitures. Ils sont aussi connus comme vendeur de vieux habits au marché de Colobane et des noix de cola dans les centres commerciaux. Les tisserands ont été interviewés dans les quartiers environnants Khar Yalla et Liberté V.

La majorité des Sérères ont été localisées à la Médina autour du marché Tilène comme porteurs et vendeurs ambulants. Il travaillent fréquemment aussi comme journaliers dans la zone industrielle.

Les Diolas étaient généralement basés dans trois quartiers: Arafaat, Grand Yoff et Fass--des lieux de résidence pour beaucoup de Diolas qui sont des résidents permanents. Bon nombre de Diolas interrogés ne travaillaient alors pas et ont été contactés au niveau de leurs associations villageoises. Ce sont souvent de jeunes hommes scolarisés qui préparent seuls des examens d'entrée à différentes professions. D'autres sont employés pour les travaux saisonniers liés à la construction (peintres, tôliers, etc).

La description ci-dessus ne donne qu'un échantillon des diverses activités des migrants enquêtés. Dans à peu près 75 à 80 % des cas, la sélection était faite de façon non systématique. Le reste des cas est constitué de noms donnés par d'autres personnes interrogées. Bien que l'approche du sondage de ce groupe n'ait pas été réglementaire, elle a certainement couvert un large champ de migrants à travers la ville et des conditions de vie différentes. Cependant, en majeure partie, les migrants de l'échantillon étaient occupés, même s'ils étaient sous-employés; ceci n'est pas nécessairement représentatif de la majorité des migrants à Dakar parmi lesquels le taux de chômage est très élevé.

1. Une étude sur la migration a récemment été menée par le Bureau de Recensement mais les données n'ont pas encore été analysées.

AFFENDICE B:1 RAISONS AVANCEES FOUR EXPLIQUER L'OPINION

THEME 1

UNE FOIS MIS A LA RETRAITE UN HOMME DEVRAIT POUVOIR
COMPTER SUR LE SUPPORT FINANCIER DE SES ENFANTS (1)

POUR (EN % DU TOTAL)	ADMINIS- TRATEURS	ENSEI- GNANTS	ETUDIANTS	MILITAI- RES	OUVRIERS	TAILLEURS	CHAUFFEURS	COMMER- CANTS	MIGRANTS
DEVOIR FILIAL	23	14	28	21	47	54	56	54	53
DEVOIR RELIGIEUX	0	0	0	1	3	9	11	6	7
CHAQUE GENERATION A SON TOUR	2	2	3	3	16	9	17	13	16
C'EST NOTRE TRADITION	12	10	13	3	4	6	7	12	8
SI NECESSAIRE ET SI POSSIBLE	8	3	0	4	5	2	1	1	3
CONTRE									
ON DOIT PREPARER SA RETRAITE	33	37	26	34	16	9	5	6	6
L'ENFANT DOIT MENER SA PROPRE VIE	15	22	19	28	4	7	2	4	5
L'ENFANT N'EST PAS UNE SOURCE DE REVENU	5	8	5	2	1	2	0	2	1
NE SAIT PAS/NON CLASSIFIABLE	0	4	6	4	4	2	1	2	1

(1) 100 cas dans chaque groupe sauf dans celui des migrants (n=200)

APPENDICE B.2. RAISONS AVANCEES POUR EXPLIQUER L'OPINION

THEME 2

UNE FEMME MARIEE AIMERAIT REMETTRE SA MATERNITE A LA FIN DE SES
ETUDES: SON MARI DEVRAIT PARTAGER SA DECISION (1)

POUR (EN % DU TOTAL)	ADMINIS- TRATEURS	ENSEI- GNANTS	ETUDIANTS	MILITAI- RES	OUVRIERS	TAILLEURS	CHAUFFEURS	COMMER- CANTS	MIGRANTS
POUR QU'ELLE REUSSISSE	50	48	54	56	31	21	21	19	14
DANS L'INTERET MATERIEL DU MENAGE	22	18	18	27	35	25	26	21	20
PARCE QU'IL L'AIME	3	2	11	1	3	1	1	1	1
RESPECT DE SES ASPIRATIONS	14	10	0	6	4	4	4	1	2
AUTRES - POUR	1	0	4	0	0	3	1	3	2
CONTRE									
MATERNITE D'ABORD	2	5	7	2	14	18	26	29	34
RAISONS DE RELIGION		2		1	7	15	10	12	16
ETUDES ET MARIAGE SONT INCOMPATIBLES	5	5	4	1	0	2	2	2	2
AUTRES - CONTRE (2)	0	0	1	2	3	7	5	7	4
NE SAIT PAS/NON CLASSIFIABLE	3	10	1	4	3	4	4	5	5

(1) 100 cas dans chaque groupe sauf dans celui des migrants (n=200)

(2) comprend l'opinion suivante: "ne marierait jamais une femme qui
"les femmes instruites dominent le

APPENDICE B 3 RAISONS AVANCEES POUR EXPLIQUER L'OPINION

THEME 3

UN COUPLE STERILE PEUT NEANMOINS TROUVER LE BONHEUR
DANS UNE VIE HARMONIEUSE (1)

POUR (EN % DU TOTAL)	ADMINIS-	ENSEI-	ETUDIANTS	MILITAI-	OUVRIERS	TAILLEURS	CHAUFFEURS	COMMER-	MIGRANTS
	TRATEURS	GNANTS	RES					ICANTS	
L'AMOUR EST PLUS IMPORTANT	24	27	28	15	35	14	25	19	9
VOLONTE DIVINE	3	4	2	5	15	22	21	26	18
LES ENFANTS NE SONT PAS L'OBJECTIF DU MARIAGE	25	9	4	27	8	10	8	2	0
AUTRES - POUR	3	1	6	2	4	0	0	0	0
CONTRE									
LES ENFANTS RENFORCENT LE MARIAGE	29	37	35	29	16	30	18	30	31
LES ENFANTS ASSURENT LA POSTERITE	1	4	6	3	12	1	5	3	7
ON SE MARIE POUR AVOIR DES ENFANTS	13	12	14	13	9	16	15	11	30
AUTRES - CONTRE	0	0	1	4	0	3	3	4	1
NE SAIT PAS/NON CLASSIFIABLE	1	6	4	2	1	4	5	5	4

(1) 100 cas dans chaque groupe sauf dans celui des migrants (n=200)

(2) comprend l'opinion suivante: "ne marierait jamais une femme qui a ete a l'ecole"
"les femmes instruites dominent leurs maris"
"n'apportent rien de bon dans le menage"

APPENDICE B.4 RAISONS AVANCEES POUR EXPLIQUER L'OPINION

THEME 4

ON NE DEVRAIT PAS AVOIR PLUS D'ENFANTS
QUE NE LE PERMETTENT LES MOYENS FINANCIERS (1)

POUR (EN % DU TOTAL)	ADMINIS- TRATEURS	ENSEI- GNANTS	ETUDIANTS	MILITAI- RES	OUVRIERS	TAILLEURS	CHAUFFEURS	COMMER- CANTS	IMIGRANTS
POUR ASSURER UNE BONNE CROISSANCE	17	22	20	20	14	9	16	7	16
POUR EVITER A L'ENFANT DE SOUFFRIR	26	42	42	42	29	23	19	13	13
POUR EVITER LA DELINQUANCE	24	17	20	8	15	7	10	10	3
LA VIE SERA PLUS FACILE (FINANCIEREMENT)	6	6	7	10	11	7	4	8	5
CONTRE									
DOMAINE RELIGIEUX	7	5	4	12	27	42	42	54	54
PAS DE SECURITE AVEC PEU D'ENFANTS	1	0	0	0	0	0	2	0	4
AMOUR DES ENFANTS - L'AGENT NE COMPTE PAS	17	6	4	8	3	7	2	6	0
NE SAIT PAS/NON CLASSIFIABLE	2	2	3	0	1	5	5	2	5

(1) 100 cas dans chaque groupe sauf dans celui des migrants (n=200)

APPENDICE B5 RAISONS AVANCEES POUR EXPLIQUER L'OPINION

THEME 5

LE GOUVERNEMENT DEVRAIT DONNER A LA POPULATION DES INFORMATIONS SUR L'AFIN DE PERMETTRE A CHACUN DE DECIDER DU NOMBRE D'ENFANTS QU'IL VEUT

POUR (EN % DU TOTAL)	ADMINIS- TRATEURS	ENSEI- GNANTS	ETUDIANTS	MILITAI- RES	OUVRIERS	TAILLEURS	CHAUFFEURS	COMMER- CANTS	MIGRANTS
BESOIN D'INFORMATION	63	43	49	61	44	40	38	36	19
LA PLANIFICATION EST NECESSAIRE POUR RALENTIR LA CROISSANCE DE LA POPULATION	15	18	22	18	13	8	14	7	13
FAVORISE LE DEVELOPPEMENT DU SENEGAL	3	12	7	3	12	4	6	6	11
LIBERTE DE CHOIX	4	15	3	10	15	16	23	17	11
EDUCATION SEXUELLE IMPORTANTE	5	4	12	2	2	0	0	0	3
AUTRE	3	0	0	1	0	0	0	0	0
CONTRE									
CONTRE L'ISLAM	1	2	2	2	4	14	11	12	24
CELA RELEVE DU DOMAINE PRIVE	1	2	1	0	3	0	0	0	1
FAVORISE LA PROMISCUITE	0	2	0	0	1	0	1	0	3
BESOIN DE MAIN D'OEUVRE	5	0	0	0	0	3	1	2	2
AUTRE	0	0	2	2	2	4	1	4	4
NE SAIT PAS/NON CLASSIFIABLE	1	8	2	1	4	1	5	6	9

(1) 100 cas dans chaque groupe sauf dans celui des migrants (n=200)

BIBLIOGRAPHIE

- Banque Mondiale. (1976a). World Bank Atlas. Washington, D.C.: World Bank.
- _____. (1976b). Migration and Employment in Senegal: An introductory report. Working Paper. Washington, D.C.: World Bank.
- _____. (1984). World Bank Development Report 1984. New York: Oxford University Press.
- Bamisaiye, A. de Sweemer, C. and Ransome-Kuti, O. (1978). Developing a clinic strategy appropriate to community Family Planning needs and practices: An experience in Lagos, Nigeria. Studies in Family Planning, 9, (2) February-March.
- Caldwell, J. (1973). Family Planning in Continental Sub-Saharan Africa. In T.E. Smith (ed.), The Politics of Family Planning in the Third World. London: Allen and Unwin.
- _____. (1980). Mass education as a determinant of the timing of fertility decline. Population and Development Review, 6 (2), 225-256.
- _____ and Caldwell, P. (1978). Demographic and contraceptive innovators: a study of transitional African society. Family Planning Resumé, 2 (1), 1-13.
- Cochrane, S. (1979). Fertility and Education: What do we really know?. Baltimore: The Johns Hopkins University Press.
- Code de la Famille. (1972). République du Sénégal.
- Colvin, L. (1981). Senegal. In L. Colvin (ed.). The Uprooted of the Western Sahel: Migrants Quest for Cash in the Senegambia. New York: Praeger.
- CONAFOP (Commission Nationale de la Population). (1982). L'Islam et la Planification Familiale. Séminaire, Dakar: 13-15 April.
- Coulon, C. (1983). Les Musulmans et le Pouvoir en Afrique Noire. Paris: Karthala.
- Dieng, A. (1986). Projet Santé Familiale et Population: Responsable du volet-secteur privé et parapublic. Communication personnelle.
- Diop, A-B. (1985). La Famille Wolof. Paris: Karthala.
- Durand F. et Diouf M. (1980). Quels transports urbains dans le Tier-Monde: "cars rapides" à Dakar. Etudes et Recherches No. 54. Dakar: ENDA.

L'Enquête Sénégalaise sur la Fécondité-1978. (1981). Rapport National d'Analyses. Vols. 1 et 2. République de Sénégal: Ministère de l'Economie et des Finances.

Ferry, B. (1978). Caractéristiques et comportement de la famille à Dakar, Sénégal. In C. Opong et al. (eds.). Marriage, Fertility and Parenthood in West Africa. Canberra: Australian National University.

..... (1981). The Senegalese surveys. In H. Page and R. Lesthaeghe (eds.). Child Spacing in Tropical Africa: Traditions and Change. London: Academic Press.

Friedman, J. (1986). Système de tenue des fichiers de statistiques sur les services et de logistique. Rapport de mission de 29 avril--14 mai. USAID-Dakar, (Projet Santé Familiale et Population).

Gambia Family Planning Association (GFPA). (1986). Communication personnelle.

Goliber, T. (1985). Sub-Saharan Africa: Population pressures on Development. Population Bulletin, 40 (1).

Guéna, R., de Préneuf, C. et Reboul, C. (1970). Aspects psychopathologiques de la grossesse au Sénégal. Psychopathologie Africaine, 6 (2), 111-146.

Guèye, L. et Ferry, B. (1985). Les déterminants proches de la fécondité. Dans Y. Charbit et al. (eds.) Nuptialité et Fécondité au Sénégal. Paris: Presses Universitaires de France.

Guèye, M. and Sarr, I. (1985). La mortalité infanto-juvénile. Dans Y. Charbit et al. (eds.) Nuptialité et Fécondité au Sénégal. Paris: Presses Universitaires de France.

Hauser, P. (1983). The limitations of EAP surveys. In M. Bulmer and D. Warwick (eds.). Social Research in Developing Countries: Surveys and censuses in the Third World. New York: Wiley.

IPPF (International Planned Parenthood Federation). (1986). Male involvement in Family Planning--a focus on Africa. Africa Link. June edition.

Iwansa, E. (1983). IPPF consultation on male involvement in Family Planning: the Ghanaian experience. London: IPPF.

Lamptey, F. et al. (1978). An evaluation of male contraceptive acceptance in rural Ghana. Studies in Family Planning, 9 (8), 222-226.

Lauroy, J., Wallace, S. Burton, N. Lewis, J. and Janowitz, B. (1982). Allaitement, contraception et espacement des naissances au Sénégal. Rapport préparé pour L'USAID-Dakar.

Le Cour Grandmaison, C. (1979). Contrats économiques entre époux dans l'Ouest Africain. L'Homme, 12, 159-170.

Lo NDiaye, K. (1985). Entrée en union et divorce. Dans Y. Charbit et al. (eds.). Nuptialité et Fécondité au Sénégal. Paris: Presses Universitaires de France.

Lowenthal, I. (1984). Two to tango: Haitian men and Family Planning. Report prepared for USAID-Haiti.

Magassouba, M. (1985). L'Islam au Sénégal: Demain les mollahs?. Paris: Karthala.

Martin, R. (1970). Structure de la famille chez les Serère et les Wolof au Sénégal. Population, 4, 771-798.

Ministère de L'Éducation Nationale. (1985). Evolution des structures et des effectifs des établissements scolaires relevant du Ministère de l'Éducation Nationale de 1981/1982 à 1985/1986 par région.

Mukherjee, B. (1975). Reliability estimates of some survey estimates on Family Planning. Population Studies, 29, 127-142.

Murdock, G. (1972). De la Structure Sociale. Paris: Payot (trans. Social Structure. Originally published, 1949).

Mustapha, M. and Mumford, S. (1984). Male attitudes towards family planning in Khartoum, Sudan. Journal of Biosocial Sciences, 16, 437-449.

NDiaye, S. (1985). Connaissance et pratique de la contraception. Dans Y. Charbit et al. (eds.). Nuptialité et Fécondité au Sénégal. Paris: Presses Universitaires de France.

Nichols, D., NDiaye, S., Burton, N., Janowitz, B., Gueye, L. and Gueye, M. (1985). Vanguard family planning acceptors in Senegal. Studies in Family Planning, 16 (5), 271-278.

Population Reports. (1985a). Fertility and Family Planning surveys: An update. Series M, no. 8.

_____. (1985b). Youth in the 1980's: Social and health concerns, Series M, no. 9.

République du Sénégal. Bureau National du Recensement. (1979). Recensement Général de la Population d'avril 1976. Analyse des Résultats de la région du Cap Vert. Dakar.

Rosen, R. and Benson, T. (1982). The second-class partner: the male role in family planning decisions. In G. Fox (ed.). The Childbearing Decision: Fertility Attitudes and Behavior. Beverly Hills, Calif.: Sage Publications.

Sadio, A. (1985). Fecondité générale et fecondité légitime: Analyse différentielle. Dans Y. Charbit et al. (eds.). Nuptialité et Fecondité au Sénégal. Paris: Presses Universitaires de France.

_____. (1987). Etude des inter-relations entre population et développement: La demographie. Dakar: CONAFOP (RAPID II).

Sethuraman, S. V. (ed.). (1981) The Urban Informal Sector in Developing Countries: Employment, poverty and environment. Geneva: International Labour Organization.

SONED. (1982). Etude du Plan Directeur d'Urbanisme de Dakar. Vol. 2: Etudes Socio-Economiques. République du Sénégal: Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Environnement et Ministère du Plan et de la Coopération.

Sow, B. (1985). Analyse factorielle et typologique du nombre d'enfants désirés. Dans Y. Charbit et al. (eds.). Nuptialité et Fecondité au Sénégal. Paris: Presses Universitaires de France.

Sow, F. (1980). Femmes, socialité et valeurs Africaines. Notes Africaines. No. 168 (Octobre).

_____. (1981). Migration to Dakar. In L. Colvin (eds). The uprooted of the Western Sahel: Migrants quest for cash in the Senegambia. New York: Praeger.

Stokes, B. (1980). Men and Family Planning. Worldwatch Paper No. 41. Washington, D.C.: Worldwatch Institute.

Stycos, J. (1983). Sample surveys for social sciences in underdeveloped areas. In M. Bulmer and D. Warwick (eds.). Social Research in Developing Countries. New York: Wiley.

Thiam, A. (1978). La Parole aux Negresses. Paris: Denoel, Gonthier.

USAID, (1982). Sine Saloum Family Health Survey: Final Report. Dakar: USAID.

_____. (1985). Senegal Family Health and Population Project: Project Paper. Dakar: USAID.

Ware, H. (1975). The limits of acceptable family size in Western Nigeria. Journal of Biosocial Sciences, 7, 273-296.